

edueACTION

frica news

Le News Journal du Groupe de travail de l'ADEA sur la Communication pour l'éducation et le développement

Thème:

Investir dans l'éducation des filles en Afrique

Conversation avec

Oley Dibba-Wadda sur ses 100 premiers jours en tant que secrétaire exécutive



L'Interview

Editorial

Investir dans l'éducation des filles en Afrique



L'Interview avec CNN

L'essor de l'Afrique ? Pas vraiment, à moins que nous n'investissions dans les filles



Analyse

Rapport sur l'investissement en faveur des filles – une opportunité pour les dirigeants d'entreprise



Qualifier les femmes pour le leadership en Afrique



à l'intérieur de l'Afrique

NigeriNigéria — Coca-Cola et le DFID vont investir 7 millions de livres sterling dans une initiative pour aider 10 000 filles marginalisées au Nigéria..



Sommaire

Éditorial : Investir dans l'éducation des filles	3
L'Interview : Conversation avec Oley Dibba-Wadda sur ses 100 premiers jours en tant que secrétaire exécutive.....	5
L'Interview avec CNN : L'essor de l'Afrique ? Pas vraiment, à moins que nous n'investissions dans les filles	12
Entreprendre au féminin : élargir les opportunités économiques des femmes.....	14
Teach a Woman to Fish Ce que l'on peut apprendre du livre de Rita Sharma Teach a woman to fish sur la lutte contre la pauvreté sur la planète.....	15
Rapport sur l'investissement en faveur des filles une opportunité pour les dirigeants d'entreprise	18
Qualifier les femmes pour le leadership en Afrique.....	22
L'héritage de l'éducation.....	27
Au Ghana, les femmes ont-elles plus l'esprit d'entreprise que les hommes ?	30
Les adolescentes : la clé pour mettre fin à la pauvreté	35
The Forum for African Women Educationalists (FAWE).....	38
L' Afrique que nous voulons.....	41
à l'intérieur de l'Afrique : Nigéria – Coca - Cola et le DFID vont investir 7 millions de livres sterling dans une initiative pour aider 10 000 filles marginalisées au Nigéria.....	46
Nigéria – Boko Haram.....	47
Tanzanie : Equality Now renouvelle l'appel pour le sauvetage des écolières nigériennes de Chibok.....	48
DRD Congo : la ministre constate un grand fossé entre les filles et les garçons dans le domaine de l'éducation en RDC.....	49
Congo : la ministre préconise de promouvoir l'éducation des filles au Congo.....	49
Tanzanie : les ONG internationales préconisent d'investir dans les droits des adolescentes.....	50
Congo : les Congolaises sont encouragées à s'intéresser aux sciences et aux TIC.....	52
Congo : environ 73% des filles achèvent l'enseignement primaire dans les zones urbaines.....	53
Zambie : la politique de réadmission des écolières enceintes après l'accouchement suscite le débat en Zambie.....	54
Tanzanie : les femmes juges du monde s'interrogent sur l'égalité de l'accès à la justice.....	55
En mémoire : l'intellectuel Ali Mazrui (1933-2014).....	57
Hommage à Cyril Dalais	59

Investir dans l'éducation des filles en Afrique

Au vu de la littérature historique de base, chacun devrait connaître les dirigeantes qui ont marqué l'Afrique – reines, pharaonnes et impératrices. Hatshepsout était une pharaonne (souveraine) égyptienne, l'une des très rares femmes à détenir ce titre. Cléopâtre était la dernière pharaonne égyptienne et la dernière de la dynastie des Ptolémée de souverains égyptiens. Alors qu'elle s'efforçait de maintenir sa dynastie au pouvoir, elle a établi des liens célèbres (ou infâmes) avec les dirigeants romains Jules César et Marc Antoine. En Éthiopie, la reine légendaire Eyleuka (Dalukah) d'Éthiopie a régné vers 4530-3240 av. J.C., avant le déluge, tandis que la reine légendaire Nehasset Nais d'Éthiopie a régné vers 2585-2145 av. J.C., après le déluge. D'autres régions d'Afrique ont été dirigées par des femmes. Citons à titre d'exemple la reine Nyilak d'Alur (Ouganda, 1365-90), la reine Sukda de Mandara (Cameroun, vers 1500), Iye Oba Idia d'Uselu (Nigéria, 1507 - ?), et la reine Rafohy de Hova/Imerina (Madagascar, 1530-40). La liste est longue et inclut de nombreuses dirigeantes qui ont contribué au développement humain, à la paix et à la stabilité de leurs communautés et des entités qu'elles ont dirigées.

Le tableau est différent aujourd'hui, car la tradition évolue et les temps changent. Dans l'Afrique contemporaine qui compte 55 états indépendants, il n'y en a que deux qui sont actuellement dirigés par des femmes. Parmi elles, la présidente Ellen Johnson Sirleaf du Libéria est la seule et la première à avoir été élue à la plus haute fonction de son pays par une élection générale et un vote populaire. L'autre femme chef d'État est Catherine Samba-Panza de la République centrafricaine. Citons en outre le Rwanda qui a un pourcentage incroyable de 64 pour cent de femmes élues comme député au parlement. L'Afrique a utilisé à bon escient les quotas pour les femmes au parlement. Les chefs d'État ont élu à la présidence de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, qui est une femme.

La disparité entre les sexes reste importante. Récemment,

Par Lawalley Cole



en 2012, une analyse globale approfondie de l'égalité entre les sexes a montré que les femmes d'Afrique subsaharienne étaient confrontées au niveau de discrimination le plus élevé du monde. Elles continuent de rencontrer des difficultés majeures en matière d'inégalité. Il peut s'agir de questions d'ordre personnel comme la violence domestique, les droits maritaux, les droits de succession et les mutilations génitales féminines (MGF).

Il s'agit également de questions d'ordre public comme le manque d'accès à l'éducation, en particulier l'enseignement supérieur, les soins médicaux, l'espace public et le pouvoir politique. L'Afrique se classe aux derniers rangs de l'indice d'égalité entre les sexes. Elle a le nombre le plus élevé de violences domestiques et toujours le nombre le plus important de MGF et autres traditions néfastes.

Le nombre le plus important de MGF et autres traditions néfastes.

Au niveau international, l'éducation est restée la clé pour amener des changements positifs en faveur de l'amélioration de la plus grande moitié de l'humanité. Le meilleur moyen d'autonomiser les femmes – particulièrement en Afrique – est d'investir dans leur éducation. C'est un fait bien établi que les pays qui font la promotion de l'éducation des filles, et en particulier dans l'enseignement secondaire et la formation, ont généralement des taux plus élevés d'emploi, des salaires plus élevés et des taux plus bas de mortalité maternelle et infantile. Une meilleure santé, de meilleurs emplois et de meilleures entreprises sont des objectifs qui seront tous plus faciles à atteindre si l'on donne la priorité à la scolarisation et à l'instruction des filles.

Quinze ans après l'indépendance de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, l'Assemblée générale des Nations unies (N.U.) a proclamé 1975 Année internationale de la femme. La même année, l'Assemblée générale des N.U. a organisé la première Conférence mondiale sur les femmes à Mexico. À l'issue de cette conférence, les N.U. ont élargi la reconnaissance de l'Année internationale

investir dans l'éducation des femmes doit être la priorité absolue de tous les pays et un des objectifs de l'agenda du développement post-2015.

Éditorial

de la femme en déclarant 1976-1985 Décennie des N.U. pour la femme. Ce facteur a mis en lumière la nécessité des droits des femmes et a affirmé l'engagement des N.U. en faveur de l'égalité. Les N.U. ont aussi créé le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des N.U. pour la femme, devenu UNIFEM, pour poursuivre le travail sur la promotion des femmes.

La Conférence mondiale sur l'égalité, le développement et la paix, organisée à Copenhague en juillet 1980, a identifié trois sphères d'intervention, en matière d'accès à l'éducation, aux opportunités d'emploi et aux services de soins médicaux appropriés. En 1985, Nairobi a accueilli la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie. Cette conférence a reconnu que l'égalité des sexes était une question qui englobait tous les domaines de l'activité humaine. Elle a aussi identifié de nouvelles méthodes pour surmonter les obstacles, afin de réaliser les objectifs de la Décennie. Citons notamment les mesures constitutionnelles et légales, l'égalité en matière de participation sociale et l'égalité en matière de participation politique et de processus de prise de décision. La quatrième conférence sur les femmes organisée à Pékin en 1995 est allée plus loin que la conférence de Nairobi. Le Programme d'action de Pékin a affirmé que les droits des femmes faisaient partie intégrante des droits de l'homme et s'est engagé en faveur d'actions spécifiques pour garantir le respect de ces droits.

À l'issue de la Déclaration du millénaire du Sommet du Millénaire de septembre 2000, les questions relatives au genre ont été intégrées à de nombreux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fixés ultérieurement. Elles étaient explicites dans l'Objectif 3 (« Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ») et l'Objectif 5 (« Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle »). Le 2 juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations unies a voté à l'unanimité en faveur de la création d'une instance unique chargée d'accélérer les progrès pour réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. La nouvelle entité des N.U. pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes – ou Femmes ONU – a fusionné quatre organismes et bureaux dans le monde. Femmes ONU est devenue opérationnelle le 1er

janvier 2011.

Dans le cas de l'Afrique, la Banque africaine de développement a démontré qu'aucune nation ne peut stimuler sa croissance économique sans autonomiser ses femmes. Selon la Banque « c'est comme essayer de réussir dans un monde de plus en plus compétitif avec un bras attaché dans le dos ». Tant la Banque mondiale que la Banque africaine de développement ont essayé à plusieurs reprises au cours des trois dernières décennies de prouver aux Africains et aux autres que les investissements réalisés dans l'éducation des filles et des femmes ne profitent pas seulement aux femmes elles-mêmes, mais aussi à leur famille et leur communauté. En effet, les données empiriques ont montré qu'une femme instruite affectera plus de ressources à la nutrition la

La disparité entre les sexes reste importante. Récemment, en 2012, une analyse globale approfondie de l'égalité entre les sexes a montré que les femmes d'Afrique subsaharienne étaient confrontées au niveau de discrimination le plus élevé du monde.

santé et l'éducation de ses enfants qu'un homme. Il est désormais de notoriété publique que les mères instruites sont plus susceptibles d'instruire leurs enfants – et ceci peut avoir un effet d'entraînement sur des générations. La Banque africaine de développement dit qu'instruire une femme constitue une bonne stratégie commerciale. Plus une femme est instruite, plus elle est susceptible d'être plus productive dans son travail – et, on l'espère de créer sa propre entreprise. Un bon niveau d'instruction augmente les chances que les femmes entrepreneures feront la transition de jeunes entreprises à des entreprises établies.

Alors que nous achevons les objectifs de millénaire pour le développement et attendons les nouveaux objectifs du développement durable, le consensus international doit être le suivant : investir dans l'éducation des femmes doit être la priorité absolue de tous les pays et un des objectifs de l'agenda du développement post-2015. Ceci doit inclure des mesures pour évaluer les progrès accomplis, et ce dans le cadre de responsabilisation qui est proposé pour le continent. La dynamique en vue de l'amélioration de la quantité et de la qualité des données ne cesse de croître.

awalley Cole: Lawalley Cole est le coordonnateur du Groupe de travail de l'ADEA sur la communication pour l'éducation et le développement (COMED) et rédacteur en chef de ce News Journal

L'Interview

Conversation avec Oley Dibba-Wadda sur ses 100 premiers jours en tant que secrétaire exécutive



Oley Dibba-Wadda
Secrétaire exécutive de l'ADEA

Oley Dibba-Wadda, a pris fonction comme Secrétaire exécutif de l'ADEA le 1er Juillet 2014. Elle est la première femme à occuper ce poste. En tant qu'analyste stratégique et experte en politique internationale de développement et de programmation dont ses travaux ont porté plus particulièrement sur l'éducation et l'égalité des sexes en Afrique, les attentes de la famille élargie de l'ADEA sont relativement élevées. Lawalley Cole a eu une longue conversation avec Oley Dibba Wadda qui s'étendait de ses premières impressions de l'ADEA au cours de ses 100 jours à la gestion de sa vie familiale. Lisez la suite ...

Lawalley Cole : Mme Oley Dibba-Wadda, secrétaire exécutive de l'ADEA, bonjour. Vous venez de terminer vos 100 premiers jours à la tête de l'ADEA en tant que secrétaire exécutive de l'ADEA. Pouvez-vous nous donner vos premières impressions sur ces 100 premiers jours à la tête de l'ADEA ?

Mme Oley Dibba-Wadda : Merci beaucoup, Lawalley. Mes 100 premiers jours ont été un mélange de joie et d'opportunités. Je dis joie et opportunités. Joie parce que je retourne dans le secteur de l'éducation ; je retourne dans la famille de l'éducation après en avoir été absente pendant un an et avoir travaillé dans un autre secteur. Comme vous le savez, j'ai travaillé avec le FAWE et Oxfam dans le domaine de l'éducation des filles ainsi qu'avec le Fonds du Commonwealth pour l'éducation. **Revenir à l'ADEA, véritable père fondateur du FAWE, a été une joie pour moi.** Je suis ravie de revenir et de retrouver des collègues. C'est aussi une opportunité, car je suis arrivée à l'ADEA au moment opportun où se déroulent de nombreux débats sur l'agenda de développement pour l'après 2015 et où l'ADEA réfléchit à une nouvelle direction stratégique et à sa transformation dans de nombreux domaines, et où émerge une nouvelle réflexion sur le changement de paradigme concernant les sujets émergents et les discussions en cours dans le secteur éducatif africain. C'est donc le moment idéal pour mon retour, alors que je déborde d'énergie, d'enthousiasme et

de passion pour vraiment faire vraiment bouger et avancer l'ADEA vers l'avenir...

Par conséquent, de ce point de vue là, les opportunités que je viens d'évoquer et la passion que j'éprouve à revenir à l'ADEA ont coïncidé avec l'aspiration à un changement complet de leadership. En ce qui me concerne, surtout comme je suis la première femme, je peux dire que jusqu'à présent les choses ont emprunté la bonne direction pour l'ADEA. J'ai passé mes deux premières semaines à l'ADEA à dresser l'inventaire des questions à venir, par exemple travailler à fixer des objectifs et définir une vision conforme au plan stratégique à moyen terme de l'ADEA. Je me rends compte que l'ADEA a une équipe fantastique aux compétences très analytiques. L'ADEA a des techniciens qui peuvent concrétiser sa vision, avec l'appui de mon leadership, tout en dirigeant en coulisses.

Lawalley Cole : C'est une impression très positive. Je voudrais revenir à l'ADEA. Je voudrais me pencher sur l'ADEA aujourd'hui. Sa situation actuelle. Dernièrement, l'ADEA a eu des hauts et des bas. Ces deux dernières années, le financement a été un problème. Les bailleurs de fonds traditionnels ont modifié leurs priorités et nous sommes restés dans le flou, puis tout à coup, nous avons produit cette nouvelle idée de changement de paradigme : c'est-à-dire passer de l'enseignement général, l'éducation de base – que sont la lecture,

l'écriture et les mathématiques – à d'autres domaines comme le soutien à l'élaboration d'un socle commun de compétences, surtout chez les jeunes et nous intéresser aussi aux autres groupes défavorisés. Comment voyez-vous cela maintenant que vous êtes à la tête de l'ADEA ? À votre avis, comment est-ce possible de réaliser le changement de paradigme ou est-ce impossible ?

Mme Oley Dibba-Wadda : Merci. Comme je l'ai dit dans ma première réponse, c'est une opportunité pour moi. Je crois que le changement de l'architecture financière et économique, tel que nous le voyons aujourd'hui, pourrait être une opportunité. **L'ADEA n'est pas la seule organisation qui est en proie à des difficultés. De nombreuses autres organisations similaires à l'ADEA sont aux prises avec les mêmes problèmes, que ce soit de la perspective des bailleurs de fonds, de la perspective de la société civile ou même de la perspective des gouvernements.** Nous sommes tous dans le même bateau. Cependant, cela nous donne aussi l'occasion de nous arrêter pour faire le point sur ce que tout cela signifie. Je crois que rien ne se produit par hasard. Rien n'arrive sans raison. Donc, cette crise financière et ces hauts et ces bas donnent à l'ADEA l'occasion de se rapprocher de la réalité et d'être cohérente avec elle. Cela signifie que l'ADEA pourrait devoir recentrer ce qu'elle fait ou peut-être rationaliser ce qu'elle fait, tout en prenant conscience de l'existence d'autres acteurs sur le terrain. Cela donne donc à l'ADEA la possibilité de vraiment ou peut-être réduire son accent sur ses préoccupations quotidiennes ordinaires qui sont dispersées et de se focaliser sur ce qu'elle fait bien et de se concentrer sur ça. En ce qui concerne la crise financière, je pense que d'une certaine façon, elle est beaucoup exagérée. **Je pense qu'il y a toujours eu des crises financières à l'échelle mondiale. D'une certaine façon, ce qui compte c'est la façon dont vous faites face aux problèmes, comment vous les abordez et les réglez.** Oui, certains bailleurs de fonds et partenaires de financement ont déplacé leurs priorités vers d'autres secteurs, autres que l'éducation. Quoi qu'il en soit, je pense que si nous avons un bon plan stratégique avec une vision et une direction, l'ADEA pourra attirer des changements positifs. En fait, ils se produisent déjà, peut-être de l'intérieur, et nous ne les voyons peut-être pas, mais les changements se produisent et pour le meilleur. Je ne crois pas que les choses puissent être pires qu'elles nous semblent l'être maintenant. Tout cela nous rapproche des discussions actuelles sur l'agenda de développement pour l'après 2015 que j'ai déjà mentionnées. Nous nous rapprochons aussi

de la Vision 2063 de l'Union africaine sur l'Afrique dans 50 ans. Nous avons donc une opportunité. En tant que leader, je pense que je dois essayer de voir les choses de manière positive et convertir ce que nous prenons pour des problèmes en opportunités, parce que l'attente de leadership à l'ADEA exige de transformer les défis en opportunités. C'est comme ça que je vois la situation actuelle de l'ADEA – une opportunité parfaite.

Lawalley Cole : Vous venez de dire qu'il y a beaucoup d'autres organisations en concurrence avec l'ADEA et que vous savez que nous devons saisir les opportunités de nous distinguer dans la communauté internationale. La question que je désire vous poser est celle-ci : l'ADEA est-elle toujours pertinente en Afrique ? Est-elle toujours pertinente dans le monde ? Et comment et pourquoi ? Pourquoi le diriez-vous ?

Mme Oley Dibba-Wadda : L'ADEA est pertinente. Comme le président exécutif de l'ADEA le dit toujours : « si l'ADEA n'existait pas, compte tenu de l'architecture actuelle de l'éducation sur le continent africain, il faudrait l'inventer ». Je partage ce point de vue. Je dis cela parce que je pense que nous avons une masse énorme de jeunes qui sont sans emploi. Ce défi est présent sur l'ensemble du continent. Le manque de compétences pour l'employabilité, le manque d'une éducation de qualité, la prise de conscience qu'aller à l'école ne se traduit pas forcément pas par un apprentissage de qualité à l'école, la prise de conscience que tout le monde n'est pas taillé pour les études, tout cela donne l'occasion à l'ADEA de repenser son positionnement.

L'ADEA est la seule organisation qui fait ce qu'elle fait. Sa niche est qu'elle rassemble toutes les parties prenantes de l'éducation, les acteurs internationaux de l'éducation et les responsables politiques du continent africain et offre une plateforme au dialogue politique. L'ADEA joue aussi un rôle de facilitateur et d'intermédiaire qui réunit ces deux acteurs dynamiques pour repenser vraiment et rapprocher ce qui est pertinent pour les systèmes éducatifs africains sur le continent. Il n'y a aucune autre organisation ou institution qui fait cela. Les organisations de la société civile et les ONG travaillent à faire des choses concrètes.

L'ADEA rassemble tous ces acteurs – pour s'asseoir, réfléchir et étudier quelles sont les questions clés qui affectent le continent. Je pense donc que l'ADEA est une organisation essentielle sur le continent africain et très pertinente – voire même plus maintenant. Les messages à venir ou

les questions émergentes qui font l'objet d'une véritable prise de conscience sur le continent africain alimentent le débat international sur l'éducation et vice versa. Donc, je pense que l'ADEA joue un rôle d'intermédiaire en tant que porte-drapeau de l'éducation en Afrique.

Lawalley Cole : Je voudrais vous interroger sur votre carrière, car vous êtes allée dans le monde entier, dans de nombreux endroits. Vous avez aussi dirigé d'autres institutions avant de venir à l'ADEA. Je voudrais savoir si votre carrière a réellement influencé votre réflexion. Vous nous en avez déjà dit beaucoup, mais cette expérience a-t-elle influencé votre réflexion sur la nouvelle direction que doit prendre l'ADEA et les nouveaux défis qu'elle doit surmonter ?

Mme Oley Dibba-Wadda : Oui, effectivement. Quand on voyage dans différents pays et que l'on travaille dans différentes organisations, qu'il s'agisse d'organisations de la société civile du Nord ou du Sud, dans des domaines appartenant à différents secteurs, je crois que cela vous influence. De plus, voyager, être le témoin de la dynamique du pouvoir, découvrir différentes cultures organisationnelles et faire des comparaisons m'ont aussi enrichie. **En ce qui me concerne, être une femme, avoir la possibilité d'avoir vraiment mon domaine de spécialisation universitaire et ma passion sur les questions de genre et me concentrer sur l'éducation comme priorité thématique m'ont donné la possibilité de mesurer l'importance de l'éducation en Afrique.** Le continent africain n'est pas le seul à être en proie à des difficultés. Dans le domaine de l'éducation, la communauté internationale entière est aux prises à des difficultés en ce qui concerne la qualité de l'éducation et sa pertinence. Pourquoi ? Parce que l'éducation est un secteur très large et que chacun de ses secteurs est d'égale importance, ce qui constitue un défi. **Pour l'ADEA, en tant que porte-drapeau de l'éducation en Afrique, tenter d'aborder les besoins de l'éducation sur le continent africain, compte tenu de la diversité de notre continent, reste un défi.** Par exemple, certains sont centrés sur la petite enfance, d'autres sur les compétences



pour l'employabilité et d'autres encore sur l'éducation de base ou l'enseignement supérieur. En ce qui me concerne, en tant que femme à la tête de l'ADEA, la clé est d'examiner tous ces domaines sous l'angle de ma perspective de « genre », et en particulier le processus de transition des femmes, surtout quand elles sont des jeunes femmes, un âge très vulnérable. À cette étape de leur vie, elles font la transition vers l'âge de la maturité entre 8 et 18 ans. Dans le contexte africain et de la plupart des pays en développement, c'est à ce stade que les femmes luttent pour construire leur vie ou la compromettre lorsqu'elles font la transition vers la maturité. Dans la plupart des cultures, c'est le moment où elles se marient ou sont retirées de l'école pour être mariées. C'est aussi le moment où elles atteignent la puberté, un âge auquel elles sont très vulnérables et peuvent devenir victimes d'une grossesse précoce. C'est aussi le stade de leur vie où elles commencent à assumer de nombreuses responsabilités dans le foyer. Donc, je pense que cette expérience et cet apprentissage que j'apporte à l'ADEA à un moment qui coïncide avec la nouvelle direction stratégique de l'ADEA orientée vers les compétences pour l'employabilité me donnent un avantage pour étudier les relations entre les sexes, la dynamique de genre des femmes et les implications de l'éducation sur leur vie. Dans cette perspective, nous nous permettons d'évaluer comment cette dynamique affecte différemment les garçons et les jeunes hommes par rapport aux jeunes femmes et de voir comment rapprocher et aborder leurs besoins et priorités en matière d'éducation. Et comme je l'ai dit, l'ADEA a une opportunité très forte et une niche forte sur l'éducation en Afrique. Ainsi, mon expérience et mon parcours universitaires et professionnels, associés à l'avantage comparatif de l'ADEA sur le continent, assurent un juste équilibre et une bonne opportunité d'examiner ces questions à partir d'une perspective de genre.

Lawalley Cole : J'allais aborder la question de votre expérience de spécialiste de la dimension genre et vous y avez déjà répondu, mais comme vous le savez le thème de ce numéro de notre Journal d'information est : Comment l'investissement en faveur de l'éducation des femmes améliore-t-il le rendement du continent africain ? Je voudrais aussi situer cela dans le contexte du nouveau changement de paradigme. Nous parlons du chômage des jeunes ; nous parlons du socle commun de compétences, d'élaboration d'un socle commun de compétences. Il existe certains domaines et encore certains domaines traditionnels qui restent pour ainsi dire des zones interdites aux femmes sur le marché du travail. Comment voyez-vous des femmes

devenir des dirigeantes en mécanique, devenir des ingénieures de premier plan ou faire d'autres choses traditionnellement réservées aux hommes ? Comment l'ADEA peut-elle influencer cela, en particulier dans le domaine de l'évolution des mentalités, de la communication et de montrer que ce qu'un homme peut faire, une femme peut le faire mieux encore.

Mme Oley Dibba-Wadda : Je pense que cela change. Le monde change. Les stéréotypes changent. Nous avons beaucoup progressé, et même sur le continent africain. Il y a une prise de conscience de la nécessité de changer la manière de penser et les mentalités du passé, d'accorder la priorité uniquement à la scolarisation des garçons dans les zones rurales et certaines zones urbaines. Mais aujourd'hui, même dans les campagnes, les familles ont pris conscience, et les parents en particulier, que les femmes sont devenues plus fiables et peuvent assumer davantage de responsabilités. Ces derniers temps, on dit que de plus en plus de femmes ont plus de compassion pour leurs parents vieillissants ; ainsi, les parents repensent les avantages d'investir dans l'éducation des filles. Je pense que nous avons d'excellents exemples à présenter. Par exemple, quand **on parle des compétences, quand on parle du leadership et des femmes, dans ce contexte à travers le continent africain, nous avons beaucoup de pionnières ; nous avons de nombreux exemples à présenter fièrement maintenant.** Je partagerai ces exemples plus tard. Nous voyons des jeunes femmes brisant « le plafond de verre ». Je vois cela en moi lorsque les gens demandent : « Vous êtes venue à l'ADEA et vous êtes la première femme de l'ADEA à devenir secrétaire exécutive. » Nous sommes au 21^{ème} siècle. On est loin de l'époque du mythe que les femmes ne pouvaient pas faire ceci ou ne devait pas faire cela. Quand je travaillais au FAVE, nous avions un programme qui portait sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels pour les jeunes filles dans les zones de conflit et j'étais étonnée de voir ces jeunes filles construire des maisons de toutes pièces. Je me souviens de la Sierra Leone et du Libéria où des études de cas se penchaient sur ces jeunes filles travaillant dans les domaines de la maçonnerie, de la charpenterie, de la plomberie, de l'électricité, etc. Elles se constituaient elles-mêmes en différents groupes et travaillaient ensemble pour construire des maisons de toutes pièces avec leurs différentes compétences spécialisées. Nous voyons maintenant des femmes ingénieures, des femmes pilotes et des femmes médecins. Cela a été lent, plus lent que nous l'aurions souhaité, mais le changement se produit. **Nous voyons plus de femmes occuper des postes de responsabilité ; nous voyons des femmes à des postes de diri-**

geant politique, toutes en Afrique. À ce jour, nous avons eu la chance d'avoir trois femmes présidentes – chefs d'État. Nous avons eu la chance d'avoir des femmes Premiers ministres et vice-présidentes, et nous avons la chance que l'actuel président de l'Union africaine soit une femme et que cela coïncide à la commémoration des 50 ans des indépendances en Afrique. Le plafond de verre se brise ou se fissure et nous, en tant que femmes à des postes de responsabilité, sommes devenues des pionnières, ouvrant des opportunités pour d'autres femmes. Les femmes sont devenues plus ambitieuses et vraiment ciblées. Je pense donc que le mode change, que les choses changent. Par conséquent, la question des femmes dans le domaine du développement des compétences continue de se développer et s'étendre. De plus, les femmes elles-mêmes prouvent qu'elles peuvent vraiment le faire et mieux et c'est déjà évident. Je pense que c'est un point de non-retour, on ne reviendra pas en arrière. Nous devons regarder en avant et c'est pourquoi j'ai dit logiquement que c'est une opportunité pour l'ADEA.

Lawalley Cole : Je le constate à travers cette interview et je peux vraiment confirmer que vous êtes une très bonne analyste stratégique et que vous avez beaucoup d'expérience dans les politiques de développement international et leur programmation, ainsi qu'une personne qui a occupé des postes de gestion et de direction auparavant. Je voudrais savoir quelle est la valeur ajoutée que



Nkosazana Dlamini Zuma –
President of the African Union Commission

cela peut apporter, à votre avis, à l'ADEA, étant donné que l'ADEA a connu des problèmes de gestion et de leadership dans le passé ? Que pouvez-vous faire pour aider ?

Mme Oley Dibba-Wadda : Merci. En ce qui me concerne, ce que je peux faire c'est... Comme je l'ai dit, instaurer un équilibre entre l'expérience d'avoir été exposée à l'international, d'avoir voyagé, d'avoir interagi avec beaucoup d'autres acteurs du développement et d'avoir travaillé en occident par exemple, travaillé avec Oxfam en Grande-

Bretagne, travaillé avec le Fonds du Commonwealth pour l'éducation et travaillé avec Concern Universal... toutes sont des ONG internationales axées sur le secteur du développement ; et en plus d'avoir dirigé deux organisations panafricaines, l'ADEA étant la troisième. Cette expérience m'a donné la possibilité de voir comment les choses se passent dans différents pays, à travers différentes cultures, différentes langues et traditions. De plus, le fait que j'ai également travaillé et occupé d'autres fonctions avec Femmes Africa solidarity, FAWE, et que j'ai été engagée avec l'Union africaine m'a aussi aidé à vraiment élargir ma réflexion en ce qui concerne la direction que nous devons prendre ou, à cet égard, pour moi en tant qu'analyste de la dimension genre, la direction que souhaitons voir l'Afrique prendre. Des femmes, l'instar de Mme Dlamini Zuma, présidente de l'Union africaine, ont dit et je les cite : « Les femmes représentent 50% de la population mondiale et elles donnent naissance aux autres 50% – les femmes détiennent la moitié du ciel ». Par conséquent, en substance, ma vision est que si prenons en compte les perspectives de genre de l'éducation dans ce contexte, étant donné ce qui passe dans le Nord global et dans le Sud global, ma vision stratégique est de veiller à ce que les besoins des deux sexes soient pris en compte. Nous devons être capables de faire une analyse concrète de la façon dont les femmes aux postes à responsabilité affectent différemment les femmes et les hommes. Je pense que mon rôle de leadership en tant que femme au sein de l'ADEA apporte une certaine valeur ajoutée, simplement parce que je dis ceci : « je suis une femme. » Je pense que j'ai répété cette déclaration dans une précédente interview : « il me semble que quand les hommes mettent le désordre, les femmes viennent et font le ménage » – Je suis sûre que vous comprenez où je veux en venir. Je cite l'exemple du Libéria où nous avons, après un long conflit, une femme reprenant les rênes dans le but de redresser le pays, bien que la tâche ne soit pas facile pour l'actuelle présidente. De même, nous avons le même exemple en République centrafricaine. Idem à l'union africaine. En tant que femmes, nous luttons. Ce n'est pas facile d'avoir une porte d'entrée dans ce « club réservé aux hommes », mais je pense que nous leur prouvons, et au reste du monde, que nous en sommes capables et dans une certaine mesure, nous recevons le soutien des hommes, et vous savez quoi ? Certains d'entre eux sont réceptifs au changement qui se produit. Le revers de la médaille c'est que nous devons travailler trois fois plus dur que les hommes pour prouver que nous en sommes capables. Pour moi, apporter cette vision, étant la mère de quatre enfants et une épouse, m'a aussi aidé à comprendre la diversité des gens en matière de manière de penser et d'expériences. Mon rôle naturel en tant que mère et éducatrice me donne cette opportunité que l'ADEA n'a jamais eue : rassembler la famille de

l'ADEA, rassembler l'ensemble du réseau de l'ADEA – en tant que femmes assumant la charge de promouvoir la paix et de promouvoir la culture entre des individus variés ayant des parcours divers et des expériences différentes. Ma valeur ajoutée sur les précédents secrétaires exécutifs



Ellen Johnson – Sirleaf – President of Liberia

de l'ADEA est que je suis une femme qui dirige l'ADEA. On dit généralement qu'une femme poursuit la réflexion, là où un homme arrête de penser – la vision et la planification. Certains hommes (pas tous) pensent à maintenant et aujourd'hui. Nous voyons plus loin et avons des instincts



Catherine Samba - Panza - President of Central Africa Republic

naturels supplémentaires. Nous sommes faites différemment. L'éducation est un domaine qui relève plus du secteur social. Par conséquent, naturellement pour moi en tant que femme, j'aimerais me focaliser davantage sur les retours sur investissement. Je fais remarquer que cela a pris 40 ans à mes parents avant que je n'aie un impact. Je regarde l'impact que cela a eu sur moi, sur eux et le triple effet indirect que cela a sur mes propres enfants et leur éducation. Je suis la troisième génération de personnes instruites au sein de ma famille. Par conséquent, cet investissement sur mon éducation a des effets multiples pour les générations qui ne sont pas encore nées.

J'apporte la capacité à être plus patiente, plus tolérante, plus objective et centrée sur les questions et la direction stratégique de l'ADEA en veillant à ce que nous ne nous débordions pas de questions unidirectionnelles. Par conséquent, avec ces qualités, j'apporterais un avantage ajouté à l'ADEA, en veillant à ce que les questions intéressant les femmes soient prises en compte dans le secteur de l'éducation en Afrique.

Lawalley Cole : Vous m'avez donné les réponses à certaines des questions que j'allais vous poser. Vous êtes la première femme secrétaire exécutive de l'ADEA. Vous êtes aussi le cinquième secrétaire exécutif de l'ADEA, il y a eu quatre hommes avant vous et je voudrais savoir, puisque vous avez mentionné avoir un mari et quatre enfants, comment vous équilibrez votre carrière et votre vie privée. Vous savez, ce n'est pas la première fois que vous êtes à la tête d'une organisation, c'est la quatrième fois. Comment avez-vous fait ?

Mme Oley Dibba-Wadda : Si je disais que cela a été facile, je ne me rendrais pas justice. Ce n'est pas facile de jon-



gler avec trois rôles. J'essaie parfois de ne pas y penser. Je me souviens de la période où je travaillais pour obtenir mon doctorat vers 2008-2009. À cette époque, je vivais au Royaume-Uni et je travaillais à plein temps. Je faisais environ 160 km aller-retour en voiture pour aller travailler. Je vivais à Bracknell et je travaillais à Oxford. Ensuite, je devais faire l'aller-retour en voiture de Bracknell à l'Université d'East Anglia à Norwich. J'avais quatre enfants et au Royaume-Uni, vous n'avez pas d'aide. C'était dur, mais je pense que si je suis ici aujourd'hui, c'est grâce au soutien de ma famille. J'ai le soutien de mon mari, j'ai le soutien de mes enfants et je me souviens que quand je me battais pour voyager presque 50% du temps, travailler, étudier et élever les enfants qui étaient jeunes à l'époque, mon mari a choisi de rester à la maison pour m'aider sur le front domestique et je me souviens qu'il

m'a dit : « J'ai fait ma part, j'étais là, j'ai tout fait, tu as beaucoup de passion en toi, tu sais que tu veux exceller dans ta carrière, alors vas-y et réalise tes rêves. ». Il est devenu un papa au foyer. Il a été le fondement et le pilier qui a rendu cela possible pour moi. Je dis cela, car c'est d'ordinaire très difficile pour les femmes aux postes de responsabilité d'avoir la possibilité d'équilibrer le travail, la famille et les postes professionnels à responsabilité. Je fais remarquer que dans certains cas, pour se maintenir à ce niveau de responsabilité, les femmes doivent être soit divorcées, veuves ou avoir de grands enfants qui ont quitté la maison ou être célibataires. C'est parfois la seule façon pour elles de pouvoir faire carrière. Le milieu du travail est toujours « un cadre patriotique masculin ». Il ne prend pas en compte l'équilibre entre la vie professionnelle et privée des femmes. Globalement, nous ne sommes pas encore en mesure de veiller à ce que les femmes soient capables d'avoir un certain équilibre réaliste travail-vie privée. Donc, à chaque fois qu'il y a des femmes à des postes de responsabilité, si vous vérifiez, il y a toujours un de ces domaines qui est malheureusement compromis. Et moi, je veux tout – Je veux mon mari, je veux mes enfants et je veux ma vie sociale. Avoir une famille compréhensive m'a aidée à satisfaire mes besoins et m'a encouragée à gravir les échelons.

Lawalley Cole : Ma dernière question. Vous avez mentionné Mme Dlamini-Zuma, présidente de l'Union africaine. Supposons que vous ayez travaillé avec elle. Serait-elle un mentor pour vous ? Elle a toujours eu sa propre version de cette vision, la vision 2063 qu'elle a très bien formulée et qu'elle a publiée dans le monde entier, et dans laquelle elle parle de la façon dont l'Afrique doit se lever, et le type de leadership nécessaire pour l'Afrique : nous devons nous lever économiquement, même politiquement et même sur la scène internationale, et ce d'ici 2063, nous devons y être. La verriez-vous comme un mentor ?

Mme Oley Dibba-Wadda : je la vois comme un modèle. Je la vois sans conteste comme un modèle. Parce que, comme je l'ai dit, elle est l'une des pionnières pour les femmes du continent africain étant donné son portefeuille très varié. En ce qui me concerne, l'agenda 2063 est une vision qui résonne en moi. Si vous lisez la lettre qui a été écrite, c'est la vision de ce que devrait être l'Afrique idéalement en 2063. Elle est intitulée « Lettre du futur » et brosse le portrait de la vision de l'Afrique en 2063. Je pense qu'elle met en lumière le point où nous voulons tous voir l'Afrique dans 50 ans. Je ne serais sans doute pas là pour le voir, mais je pense que le fait que cette idée, cette vision, soit dans la



Bineta Diop

Envoyé spécial du Président de l'Union africaine sur les femmes, la paix et la sécurité

couveuse signifie qu'elle se réalisera. Je pense qu'il y aura ceux qui nous suivront comme nous la suivons et d'autres femmes africaines qui sont des modèles, nous tracerons la voie pour que nos sœurs et nos filles africaines réalisent le rêve de « L'Afrique que nous voulons ». La « Lettre du futur » parle de l'africanisation, de la possibilité pour l'Afrique et ses vastes ressources en termes de ressources humaines, ressources naturelles, et des choses que nous pourrions faire pour réaliser ce « rêve africain ». Je pense moi, et je suis très positive et optimiste, que nous y parviendrons ; cette vision, ce rêve seront réalisés parce que nous tous, sur le continent africain, avons pris conscience de notre potentiel. Le défi est désormais d'essayer de le concrétiser, mais je ne pense pas que nous serons ceux qui mettront réellement en œuvre la vision. Comme je l'ai déjà dit, nous mettons en place le cadre pour les générations à venir, les générations à naître qui réaliseront effectivement ce rêve. **Je vois Mme Zuma comme une visionnaire, je la vois comme une femme très forte, essayant de se concentrer sur ce qui est important pour l'Afrique.** Le travail que l'Union africaine, la Banque de développement africaine et la Commission des Nations unies pour l'Afrique – la vision stratégique combinée qu'ils ont ensemble en tant qu'institutions panafricaines clés offre un filet de sécurité

à l'Afrique. Les organisations comme l'ADEA exploiteront cette opportunité de contribuer à la réalisation de ce rêve africain – la vision de la renaissance africaine. Mme Zuma est une femme très forte et passionnée du mouvement des femmes africaines dans lequel nous avons été engagées à travers la « Campagne : Le genre : Mon agenda » – Mouvement GIMAC qui est coordonné par Femmes Africa Solidarity, nous avons eu l'occasion de travailler avec Mme Zuma en solidarité avec d'autres Africaines dynamiques et des organisations travaillant sur les questions relatives aux femmes. Le GIMAC a vraiment joué un rôle clé pour réaliser le principe de la parité au sein de l'Union africaine. Les Africaines ont fait campagne en faveur de la candidature de Mme Zuma à la présidence de l'Union africaine et nous nous sommes réjouies quand elle a été élue première présidente de l'Union africaine. Mme Zuma, et d'autres Africaines comme Madame Bineta Diop qui est l'envoyée spéciale de la présidente de l'Union africaine sur les femmes, la paix et la sécurité – premier poste de ce genre en Afrique. Ces femmes et d'autres sont les gardiennes et les militantes du Mouvement GIMAC. Alors oui, je dirais que Mme Zuma partage définitivement la vision que les Africaines veulent et le fait qu'elle soit la chef de l'Union africaine, nous apporte, je crois, une opportunité de premier plan à nous autres femmes. Elle nous a ouvert les portes à nous, en tant que femmes, et c'est le moment opportun que nous les franchissions. Ce n'est pas facile, mais si nous nous unissons, « notre Afrique » sera une parce que nous sommes tous ensemble dans le combat. Je n'ai aucun doute sur le fait que nous vaincrons, un jour et bientôt !

Lawalley Cole : Mme Oley Dibba-Wadda, je vous remercie beaucoup de cette interview.

Mme Oley Dibba-Wadda : Merci

L'Interview avec CNN

L'essor de l'Afrique ? Pas vraiment, à moins que nous n'investis- sions dans les filles

Par Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria, spécialement pour CNN



Ellen Johnson - Sirleaf - President of Liberia

(CNN) – Quel facteur a le pouvoir de transformer les vies individuelles, les communautés, les nations et le monde ?

La réponse à cette question complexe est simple : l'éducation. S'il est largement admis qu'il n'y a aucune solution pour sortir les millions d'habitants de notre planète de la pauvreté, il l'est tout autant que l'une des pierres angulaires permettant d'aborder certains problèmes les plus urgents de notre planète est d'offrir une éducation de qualité à tous les enfants, en particulier les filles.

Malgré l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés ces dernières années, 126 millions d'enfants demeurent exclus de l'enseignement primaire et du premier cycle du secondaire dans le monde. Environ 65 millions d'entre eux sont des filles.

Présidente du Libéria Ellen Johnson Sirleaf

Le taux le plus élevé de filles non scolarisées se trouve sur le continent africain, où près de quatre filles sur cinq dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne n'achèvent pas leur scolarité primaire. On estime que 250 millions d'enfants dans le monde en âge de fréquenter l'école primaire ne savent ni lire, ni écrire, ni faire des calculs simples – dont plus de la moitié ont achevé quatre années de scolarité.

Il est inacceptable qu'en 2014 – moins d'un an avant l'échéance convenue par la communauté internationale pour scolariser tous les enfants –, 30 millions de filles en Afrique se voient privées de leur droit humain fondamental à une éducation de qualité. Afin de s'assurer que chaque enfant aille à l'école, reste à l'école et y apprenne quelque chose d'utile, il faudra des engagements et des actions fermes de la part des

gouvernements en vue d'investir dans l'éducation et de faire de l'éducation des filles une priorité.

L'économie de l'Afrique a connu un taux de croissance annuel de 5% au cours de la décennie écoulée – une des croissances économiques les plus fortes du monde – conduisant nombre de personnes à employer l'expression de « l'essor de l'Afrique » quand ils décrivent ses pays. Cependant, la croissance économique d'un pays ne mène pas toujours au développement ou à l'amélioration de ses citoyens les plus pauvres. Pour vraiment prendre son essor en tant que nation, par l'édification de sociétés équitables, durables et pacifiques, les gouvernements doivent s'assurer que les dépenses consacrées à l'éducation sont prioritaires et bien utilisées.



« Certains pays perdent plus de 1 milliard d'USD par an en ne donnant pas aux filles une instruction du même niveau que celle des garçons ».

Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria

Selon des recherches récentes, on estime que l'avantage économique de réaliser l'enseignement primaire universel dépasse l'augmentation estimée des dépenses publiques nécessaires pour le réaliser. Une année supplémentaire de scolarité peut accroître les revenus d'un individu de 10%. Les filles qui achèvent l'enseignement primaire sont susceptibles d'accroître leurs revenus de 5 à 15% au cours de leur existence.

Chaque année supplémentaire de scolarité pourrait accroître la croissance annuelle du produit intérieur brut de 0,37%. Si toutes les femmes suivaient l'enseignement primaire, les mariages précoces et la mortalité infantile pourraient diminuer par six et les décès maternels de deux tiers. Investir dans l'éducation des filles pourrait stimuler la production agricole en Afrique subsaharienne jusqu'à 25%.

Certains pays perdent plus de 1 milliard d'USD par an en ne donnant pas aux filles une instruction du même niveau que celle des garçons. Sans instruction, comment les futurs citoyens d'un pays peuvent-ils participer à la croissance de leur économie et en tirer profit ? Sans éducation comment un pays peut-il se développer ?

Cependant, il ne suffit pas d'accroître seulement le nombre d'enfants scolarisés. Les enfants et les jeunes doivent apprendre les connaissances de base, les compétences et les aptitudes, comme la lecture, l'écriture, la pensée critique, la résolution de problème et les mathématiques, qui sont nécessaires pour mener une vie saine, sûre et productive. Au Libéria, sur le continent africain et, de fait, dans le monde entier, il apparaît de plus en plus nettement qu'aller à l'école n'est pas la même chose qu'apprendre. C'est une grave préoccupation étant donné que l'on a découvert que les rendements sociaux et économiques de l'éducation viennent des résultats d'apprentissage plutôt que du nombre d'années passées à l'école.

Pour y parvenir, plus de ressources financières mieux dépensées sont nécessaires pour construire un système éducatif solide capable d'améliorer à la fois l'accès et l'apprentissage pour tous. Mais pour prendre des décisions éclairées sur ces ressources, il faut disposer de bonnes données.

Les informations sur les enseignants, les moyens de les aider au mieux à faire leur travail et la manière dont les élèves apprennent sont cruciales pour savoir quels seront les politiques et les programmes efficaces. En utilisant nos ressources de manière plus efficace et en nous concentrant sur les enfants qui sont actuellement laissés pour compte, nous pourrions avoir quelques-uns des citoyens les plus instruits du monde – des citoyens qui seront chargés de construire un futur pacifique et prospère.

« En n'investissant pas dans l'éducation des filles, nous disons à nos filles que nous ne nous soucions pas d'elles ».

Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria

Aux rythmes actuels, les filles les plus pauvres d'Afrique subsaharienne ne réaliseront l'achèvement de l'enseignement primaire universel qu'en 2086. Ne pas investir dans l'éducation des filles et ne pas en faire une priorité, revient pour nous dirigeants africains à dire à nos filles que nous ne nous soucions pas d'elles et de l'avenir de leurs enfants. Étant l'une de ces femmes, je n'accepterai pas cela et j'exhorte tous nos dirigeants à investir dans l'avenir de nos enfants. Investir dans l'éducation des filles n'est pas seulement un impératif moral, c'est un investissement intelligent.

Le 16 juin, Journée de l'enfant africain, les jeunes d'Afrique se lèveront au siège de l'Union africaine à Addis Abeba en Éthiopie, et à travers l'Afrique, pour appeler leurs gouvernements à consacrer plus de ressources – les 20% recommandés des budgets nationaux – à l'éducation et à concevoir des systèmes de suivi transparents pour suivre l'efficacité et l'impact.

De meilleures informations sur les résultats d'apprentissage et les dépenses publiques sont essentielles pour réaliser nos objectifs. Ces jeunes veulent

Entreprendre au féminin : élargir les opportunités économiques des femmes

Présenté par Ngozi Okonjo-Iweala

L'autonomisation économique des femmes est essentielle pour le développement. La communauté internationale reconnaît que c'est un agenda important – et qu'il faut faire davantage pour l'approfondir. Élargir les opportunités offertes aux femmes revêt une valeur intrinsèque.

C'est également un facteur déterminant pour favoriser le développement ; il est nécessaire de réaliser le potentiel de tous les individus, afin d'assurer la croissance, la productivité et le dynamisme de la société. *Entreprendre au féminin : élargir les opportunités économiques des femmes* analyse de nouvelles données de 41 pays d'Afrique subsaharienne pour aboutir à des recommandations pratiques sur les moyens d'aider davantage de femmes à se tourner vers des activités à rendements supérieurs.

Les entrepreneuses sont une ressource importante en Afrique subsaharienne. Leurs efforts et leurs investissements contribuent à augmenter leur niveau de vie et celui de leur famille. Les femmes déjà économiquement actives en Afrique subsaharienne sont plus nombreuses que dans toute autre région, mais elles travaillent trop souvent dans le secteur informel, les petites entreprises et les secteurs traditionnels où les profits et les possibilités d'expansion sont plus limités. Elles ne peuvent pas réaliser pleinement leur potentiel.

Ce livre montre à quel point l'autonomisation économique des femmes est nécessaire en Afrique subsaharienne. L'entrepreneuriat peut refléter des choix et la recherche d'opportunités, mais aussi la nécessité et l'absence d'options alternatives. L'Afrique subsaharienne a le taux d'emploi salarié non agricole le plus bas du monde – qui constitue souvent une alternative à l'entrepreneuriat – et les plus grandes disparités entre les sexes de toutes les régions.

Améliorer les perspectives des entreprises existantes fait partie de la solution et ce sont surtout les femmes qui profiteront de l'élimination des contraintes du climat d'investissement qui pèsent sur les entreprises informelles et les très petites entreprises. Toutefois, l'objectif plus large est de permettre à plus de femmes de modifier la nature de ce qu'elles font.



Ce livre propose un programme en quatre volets qui peut fournir à davantage de femmes des incitations et des possibilités pour diriger des entreprises plus importantes dans le secteur formel des industries à plus forte valeur ajoutée.

Quatre sources de disparités entre les sexes doivent être comblées. La première concerne le capital humain. Des disparités entre les sexes subsistent encore dans l'éducation en Afrique subsaharienne et les formations commerciales et l'accès aux réseaux sont trop souvent axés vers les hommes.

La seconde implique l'appropriation et le contrôle des biens. Le manuel qui accompagne ce volume *Autonomiser les femmes : droits juridiques et opportunités économiques en Afrique* démontre l'ampleur des disparités entre les hommes et les femmes en matière de droits économiques formels et les contraintes pratiques pour accéder à la justice. Les deux premières sources de disparités entre les sexes affectent la troisième : l'accès aux financements. Ayant moins de contrôle sur les garanties et étant moins instruites et formées, les femmes sont considérées comme des emprunteuses moins attirantes, ce qui restreint par conséquent le type d'activités qu'elles peuvent exercer. Enfin, la disparité en matière de parole. Il faut inclure les femmes aux discussions lors de la conception et la priorisation de réformes politiques.

Ce livre donne l'exemple de pays à travers la région sur la façon de réussir. Les données montrent les schémas de genre à travers les types d'activités entrepreneuriales – mais elles ne sont pas uniformes. Les variations entre les schémas et les analyses des réformes montrent que modifier les conditions fait une différence. On peut en effet faire davantage et ce livre propose une feuille de route sur la façon d'y parvenir.

Ngozi Okonjo-Iweala

Ministre coordonnateur de l'Économie et

Ministre des Finances de la République fédérale du Nigeria

Teach a Woman to Fish

Ce que l'on peut apprendre du livre de Rita Sharma Teach a woman to fish sur la lutte contre la pauvreté sur la planète



Par George Ingram

Les femmes représentent plus de la moitié de la population mondiale, mais les affaires internationales les négligent souvent et leur ensemble unique de forces et de vulnérabilités est souvent ignoré. Les experts de Brookings étudient l'impact que l'amélioration de l'éducation des filles et des femmes peut avoir sur le développement et les niveaux de pauvreté, ainsi que les questions comprenant l'inégalité entre les sexes, la protection des femmes pendant les conflits et la violence fondée sur le genre.

George Ingram passe en revue le livre publié récemment par Ritu Sharma, *Teach a Women to Fish* (Apprendre à pêcher à une femme) qui décrit en détail les expériences qu'elle a vécues lorsqu'elle a travaillé aux côtés de familles pauvres, dirigées par des femmes dans quatre pays en développement.

Ritu Sharma, fondatrice et dirigeante de Women Thrive, a publié récemment *Teach a Woman to Fish* (Apprendre à une femme à pêcher). Le livre porte sur les expériences qu'elle a vécues lorsqu'elle a travaillé aux côtés de familles pauvres, dirigées par des femmes dans quatre pays en développement.

Ce livre est bien plus qu'une belle histoire, intéressante et qui réchauffe le cœur racontant la vie de femmes fortes dans des villages pauvres. C'est une tapisserie tissée à partir d'une mosaïque de fils : histoire vécue, analyse politique et sociale, économie, histoire, politique de développement, organisation communautaire, comment influencer le gouvernement et les prescriptions politiques — le tout à un niveau très proche et personnel. Le livre « humanise le développement, en intégrant la vie de personnes réelles à ce qui est souvent des statistiques aseptisées et des documents de politique ». *Teach a Woman to Fish* est une série d'histoires entrecoupées de courts



tutoriels allant à l'essentiel sur des questions politiques importantes.

Pendant 17 ans, Ritu a été la force vive dirigeant Women Thrive, devenu à son tour le moteur clé à l'origine de la reconnaissance croissante par la communauté politique de Washington du rôle critique des femmes et de l'importance d'appliquer une approche genre au développement.

Les enseignants sont les pauvres, pas nous

Pour moi, le principal message du livre est que les pauvres ont les solutions à leurs problèmes. Nos réponses occidentales ne sont pas les seules solutions, ni les meilleures. Mais, ceux qui luttent pour améliorer leur vie, et l'avenir de leur pays, peuvent utiliser notre soutien et nos connaissances pour les aider à trouver ces solutions.

Il existe de nombreuses organisations locales — sociétés, ONG, réseaux communautaires, gouvernement — qui aident à créer ces opportunités. Les donateurs externes et les autres acteurs du développement doivent chercher ces organisations locales et sou-

tenir leurs efforts pour autonomiser et trouver des opportunités pour les pauvres. C'est la raison d'être fondamentale qui sous-tend la priorité donnée à l'appropriation locale par USAID et la communauté du développement. Ce livre nous donne des exemples réels et nous explique pourquoi cette approche est la bonne. L'appropriation locale n'est pas la panacée du développement, ni la seule approche, mais souvent, elle est la bonne approche.

Cela correspond à la façon dont Ritu voit la pauvreté : « ...la pauvreté ce n'est pas ne pas avoir d'argent ; c'est ne pas avoir le pouvoir de changer votre situation. »

« L'effet filles »

Si vous vous êtes demandé ce qu'est « l'effet filles » et pourquoi l'éducation est si importante — pas seulement pour son impact direct sur les filles et les femmes, mais aussi pour sa contribution à faire sortir des communautés et des pays entiers de la pauvreté et les conduire vers une prospérité durable — lisez ce livre. Des livres entiers sont consacrés au rôle de l'éducation dans le développement, mais lire quelques pages de Ritu vous donne un cours de base et le rend réel avec des personnes réelles. Elle explique pourquoi l'éducation ne se limite pas seulement à l'enseignement en classe et pourquoi l'alimentation, la nutrition et la santé sont des facteurs essentiels pour permettre aux enfants de se concentrer et d'apprendre. Elle explique pourquoi il ne suffit pas d'envoyer les enfants à l'école pour réaliser l'éducation, mais qu'ils doivent réellement apprendre pour en tirer les bénéfices, pour réaliser l'effet filles.

Elle décrit la nature de la discrimination à l'égard des femmes et pourquoi nous devons tous lutter pour mettre fin à ces pratiques encore trop répandues. Elle nous confronte à la réalité de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence sexuelle. Elle explique pourquoi le mariage des enfants marginalise et nuit aux filles.

Ritu initie le lecteur à l'agriculture à petite échelle et pourquoi la pratique interdisant aux femmes de posséder la terre — celle même qu'elle cultive — décourage une agriculture efficace et productive et doit être abolie, ce qui arrive dans certains pays, bien que trop lentement.



Influencer le gouvernement

Teach a Woman to Fish est un tutoriel sur la façon d'atteindre des objectifs pratiques. Voulez-vous en savoir plus sur le réseautage, l'organisation et le plaidoyer ? Ritu explique leur fonctionnement aux niveaux local et national et pourquoi ce sont des outils puissants d'autonomisation des pauvres. Elle explique comment les réseaux de femmes des villages fonctionnent et ce qu'ils peuvent accomplir ; comment les groupes de femmes se sont organisés au niveau national pour influencer la demande du gouvernement à la Millennium Challenge Corporation (MCC) et ont même contourné leur propre gouvernement pour s'adresser directement au Congrès des États-Unis et à la MCC ; comment Women Thrive s'est mobilisé pour convaincre la MCC d'adopter une politique de genre, non seulement nationale mais aussi forte, et ensuite embaucher un expert de la dimension genre pour s'assurer de l'application de cette politique ; comment Women Thrive a travaillé le Congrès pour obtenir une législation sur la violence à l'égard des femmes ; et ce que l'on peut faire pour influencer son député au Congrès.

Et puis il y a le Commerce équitable et le pouvoir du porte-monnaie — comment vous pouvez influencer sur le comportement des entreprises simplement par le choix de vos achats.

Le rôle de l'aide étrangère

Ritu explique pourquoi l'aide étrangère est importante pour les intérêts des États-Unis dans le monde. Elle plaide en faveur de l'utilisation de l'aide pour promouvoir la réduction de la pauvreté et les droits des personnes et met en garde contre la diminution de l'aide, car les conséquences involontaires de cette

action pourraient avoir un effet inverse sur les personnes que l'on essaie d'aider.

Ces histoires apportent un éclairage sur la façon dont les agences d'aide américaines – USAID et MCC – font parfois ce qui convient pour améliorer la vie des individus et des communautés, mais pas toujours.

Ce livre vous présente les héroïnes du village : Irangani, Malini, Maria, Carmen. Ritu nous parle de quelques héros qui s'appellent Kepali et Mahesh. Et elle nous présente même quelques héros et héroïnes des États-Unis : un héros de l'entreprise nommé Ed et deux héroïnes du Congrès nommées Nita et Beth.

Qui doit lire ce livre

- Les experts de la politique de développement qui connaissent la théorie et la politique du développement, mais pas la réalité sur le terrain.
- Les exécutants sur le terrain qui savent ce qui se passe dans les villages, mais pas comment le communiquer aux responsables politiques et traduire cette expérience dans la politique.
- Les professeurs universitaires donnant les cours introductifs sur le développement, l'économie internationale, les relations internationales et les études mondiales sur les femmes.

- Les gens ordinaires qui veulent comprendre comment d'autres vivent et comment nous pouvons faire une différence.

Ce qui ressort des histoires de Ritu est son admiration pour les femmes du village qui pourvoient à la vie et aux moyens d'existence de leur famille. Elle se sent humble devant de leur endurance et leur courage, leur bon sens et leur bonne humeur, et leur gentillesse et leur générosité. Elle raconte combien elle a appris d'elles.

Ritu, je vous remercie de votre essai et de partager avec nous les expériences que vous avez vécues dans le village et vos prescriptions politiques éclairées.

Merci de nous avoir tant appris.

George Ingram est chercheur principal du programme d'économie mondiale et de développement. Il a fait partie du personnel permanent du Comité permanent des Affaires étrangères et vice-administrateur adjoint à l'USAID. Il s'intéresse à l'efficacité de l'aide, la réforme de l'aide et le plaidoyer des affaires étrangères.



Rapport sur l'investissement en faveur des filles – une opportunité pour les dirigeants d'entreprise

par Shannon Murphy avec Wivinia Belmonte et Jane Nelson

Avec l'aimable autorisation de l'Institution Brookings, Washington DC, www.brookings.edu

Un consensus de plus en plus fort se dégage quand les secteurs public et privé discutent de la valeur de l'éducation des filles. Ces investissements sont presque décrits unanimement sous un jour positif, à la fois à long terme et à court terme. Des groupes mondiaux influents, des leaders d'opinion du Forum économique mondial et de la Banque mondiale aux spécialistes de renom de nombreuses entreprises les plus riches du monde, se réunissent autour de l'idée que faire respecter le droit universel à l'éducation, en mettant l'accent sur les filles, est l'un des moyens les plus efficaces d'obtenir un rendement social et économique important de l'investissement.

Les obstacles de l'accès à l'éducation des filles à travers le monde sont depuis longtemps reconnus comme un frein important au progrès social et économique. Comme l'a déclaré l'économiste de renom Gene Sperling au Conseil des relations étrangères en 2004 : « L'éducation des filles fait partie intégrante de presque tous les aspects du développement. Et ce qui est vraiment frappant c'est la quantité de données universitaires concrètes et rigoureuses, non seulement sur l'incidence de l'éducation des filles en termes de revenus et de croissance, mais aussi dans les domaines de la santé, la prévention du Sida, l'autonomisation des femmes et la prévention de la violence à l'égard des femmes. »

C'est donc dans la double perspective des progrès économiques et du développement que l'élargissement de l'accès des filles à l'éducation sur la planète est devenu une question urgente. On compte actuellement plus de 115 millions d'enfants non scolarisés. Plus de la moitié d'entre eux sont des filles. C'est parce que la participation des filles offre un avantage

particulier qu'un nombre croissant d'organisations travaillent à la renforcer. Il est en effet important de réaliser l'éducation universelle pour tous. Il s'agit d'un point central des Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies. Se concentrer sur les filles pose des problèmes particuliers et considérables, mais offre aussi des avantages considérables.

Citons parmi le vaste éventail des avantages :

- La baisse des taux de mortalité infantile et maternelle. Chaque année supplémentaire d'instruction des femmes diminue la mortalité infantile de 18 pour mille.
- La baisse des infections aux VIH/Sida. La Coalition mondiale sur les femmes et le Sida indique : « Si chaque enfant menait à bien un cycle complet d'enseignement primaire, au moins 7 millions de nouveaux cas de VIH pourraient être évités en une décennie. »
- L'amélioration de la participation féminine à la main-d'œuvre et le potentiel de revenu.

Selon certaines estimations, un pour cent d'augmentation du niveau d'instruction des femmes produit 0,3 pour cent de croissance économique supplémentaire.

Ces avantages sont au cœur de plusieurs programmes du secteur public comme l'Initiative des Nations unies pour l'éducation des filles, le mouvement de l'Éducation pour Tous et son Initiative de mise en œuvre accélérée et l'Initiative mondiale pour l'Éducation avant tout du Forum économique mondial. Toutes ces organisations agissent parce que les travaux de

recherche indiquent que l'éducation des filles est un facteur déterminant d'amélioration des indicateurs économiques et du développement, plutôt que parce que leur effet est indéniable.

De plus, certaines des plus grandes marques et entreprises du secteur privé du monde ont reconnu non seulement les avantages philanthropiques et sociaux, mais aussi les avantages économiques, qu'il y a à investir dans l'éducation des filles et à son amélioration et consacrent du temps et des ressources substantielles à cette cause. Nike, ExxonMobil et Cisco Systems soutiennent tous des initiatives dédiées visant explicitement à élargir l'accès des filles à une éducation de qualité. Beaucoup d'autres commencent à étudier les risques et les opportunités pour leurs activités commerciales de base et les chaînes de valeurs qui minent ou favorisent la capacité des adolescentes à accéder à une éducation décente et aux opportunités de développer leur capital humain et leur potentiel économique. La communauté mondiale semble rattraper ce que Lawrence Summers avait noté il y a plus de 15 ans pendant son mandat d'économiste en chef à la Banque mondiale : « Investir dans l'éducation des filles pourrait bien être l'investissement au rendement le plus élevé dans le monde en développement. »

L'éducation des filles alors ne consiste pas simplement à améliorer le potentiel de revenu à long terme – son pouvoir s'étend aux questions de vie et de mort. Ceux de nous qui défendent l'ouverture des marchés doivent aussi contribuer à créer davantage d'opportunités pour s'assurer que la croissance est plus largement partagée. Lloyd C. Blankfein Goldman Sachs Président directeur général – Mars 2008

II Les défis – Le monde tel qu'il est

Une kyrielle de défis sont à relever pour élargir l'accès des filles à une éducation de qualité : logistiques, techniques, culturels et religieux. Quelle que soit leur nature, ces obstacles constituent la réalité actuelle de la crise pour de nombreuses filles et femmes à travers le monde. De plus, les difficultés auxquelles les filles sont confrontées ont un impact négatif sur l'écosystème de bien d'autres personnes qu'elles-mêmes. Ces « cercles vicieux » plutôt que ces « cercles vertueux » signifient que les fardeaux portés par les filles sont ensuite transmis à leurs enfants, leur famille et les autres membres de la communauté.

Par exemple, un rapport de l'UNESCO en 2005 indique que les enfants dont les mères n'ont reçu

aucune instruction ont deux fois plus de chance de ne pas être scolarisés que ceux dont les mères ont reçu une instruction. Les femmes sans instruction ont également des taux de fécondité plus élevés, des possibilités d'indépendance financière et un pouvoir de revenu plus faibles, des taux accrus de VIH/Sida et des taux de mortalité infantile et maternelle plus élevés.⁸ L'éducation des filles alors ne consiste pas simplement à améliorer le potentiel de revenu à long terme – son pouvoir s'étend aux questions de vie et de mort.

Le secteur privé est mieux adapté pour relever certains défis logistiques et culturels que pose l'accès des filles à une éducation de qualité. Les multinationales, en particulier, sont bien placées pour le transfert de pratiques et de normes commerciales responsables, de technologies et d'infrastructures qui facilitent la création de savoir et promeuvent la diversité de genre et un accès plus équitable aux opportunités économiques et au développement du capital humain. En tant qu'employeurs du marché du travail de demain, elles sont plus en mesure d'aider à concevoir les programmes d'enseignement d'aujourd'hui. Plus important peut-être, elles compteront parmi les bénéficiaires de ce transfert à long terme.

III Les opportunités – Le monde tel qu'il pourrait être

Les avantages associés à l'éducation des filles ne se manifestent pas seulement à long terme – ils peuvent aussi être extrêmement payants, en particulier dans les domaines de la santé, la participation à la main-d'œuvre et la sécurité humaine. Des filles plus instruites deviennent des femmes en meilleure



santé, ce qui diminue le risque de mortalité à long terme de leurs enfants – un enfant qui perd sa mère, surtout dans les pays en développement, a plus de

chances de devenir vulnérable aux problèmes de santé ou de bien-être. L'éducation des filles a aussi un impact direct sur les niveaux de productivité et les taux de participation à la main d'œuvre. Selon la Banque mondiale, les revenus des femmes augmentent de 10 à 20 pour cent par année de scolarité. Pour les communautés agraires, quatre années de scolarité peuvent accroître la productivité annuelle des agriculteurs de 9 %. À court terme, une fille qui reçoit une instruction accroît son capital de compétences – à la fois professionnel et social.

Pourquoi les entreprises se soucieraient-elles de la façon dont le monde pourrait être ? C'est simple. C'est juste une nouvelle illustration du vieux paradigme : « The business of business being business (le but des entreprises c'est de faire des affaires) ». Comme le président directeur général de Goldman Sachs Lloyd Blankfein l'a déclaré lors du lancement de l'Initiative 10 000 Women par la banque : « Nous ne chassons pas le PIB sur la planète, nous essayons de le créer. » Les entreprises travaillent à accroître la participation au marché mondial pour leur propre bénéfice (et celui de leurs actionnaires).

En plus de la fille elle-même, sa famille et sa communauté – les affaires profitent de l'augmentation du nombre d'individus instruits, indépendamment de leur lieu de résidence. Et les avantages particuliers que les filles instruites apportent à leurs ménages et à leur communauté occupent une large place et s'étendent naturellement aux employeurs de ces individus plus instruits, en meilleure santé et plus productifs.

IV Un programme pour l'action des entreprises

À mesure que plus d'entreprises reconnaissent l'argument commercial et économique en faveur de l'investissement dans l'éducation des filles, elles commencent à s'engager activement. Pour beaucoup d'entre elles, l'investissement social et les activités philanthropiques sont les meilleures façons de commencer, tandis qu'un nombre croissant étudie comment leurs activités de base et les chaînes de valeur pourraient soutenir les adolescentes (et au minimum, ne pas leur nuire). Quelques entreprises pionnières s'engagent plus activement dans des efforts de plaidoyer et de dialogue politique public pour favoriser la création d'un environnement plus propice à l'éducation et l'autonomisation des filles. Les idées ci-dessous offrent une liste d'actions pratiques que les entreprises peuvent mener pour investir dans les

filles :

L'INVESTISSEMENT SOCIAL ET LES ACTIVITÉS PHILANTHROPIQUES

Mobiliser les compétences et les ressources fondamentales, comme l'argent, les produits, les compétences, les locaux et les personnes pour aider à soutenir l'éducation des filles dans les communautés en :

- Soutenant les initiatives en faveur de l'éducation en général, mais surtout celles centrées sur l'autonomisation des filles ;
- Renforçant les capacités des enseignants locaux et des dirigeants communautaires ;
- Soutenant/participant à la conception de programmes d'enseignement sensibles à la dimension genre et pertinents ;
- Fournissant des ressources pour enseigner les compétences en TIC ;
- Fournissant des locaux pour les programmes éducatifs ;
- Soutenant le bénévolat des employés pour le transfert de connaissances ;
- Soutenant les programmes d'alimentation scolaire ;
- Soutenant les installations sanitaires pour les écolières ;
- Donnant des produits appropriés ;
- Accordant des bourses d'études aux filles remarquables.

LES ACTIVITÉS PRINCIPALES

Gérer les risques, minimiser les impacts sociaux négatifs et créer des modèles positifs en termes de valeur et de rôle pour les filles dans les pays hôtes et les communautés en :

- Produisant des produits et services sûrs et abordables, en particulier les fournitures scolaires, les technologies TIC, les produits sanitaires et de nutrition ainsi que les produits de santé maternelle ;
- Créant des emplois – en attirant, retenant et promouvant les femmes qualifiées qui serviront de modèles locaux ;
- Développant des entreprises locales – surtout celles appartenant à des femmes et dont les produits et les services soutiennent l'éducation des filles ;

- Propageant les normes et pratiques commerciales internationales responsables – notamment la non-discrimination, les politiques d'égalité salariale et la fourniture d'installations adaptées aux femmes.

LE DIALOGUE POLITIQUE ET LES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER

Prendre des mesures individuelles et collectives pour influencer la création d'un environnement propice et soutenir un changement systémique aux niveaux local, national et international en :

- Travaillant avec les gouvernements pour améliorer les infrastructures sociales en soutenant les réformes éducatives et l'amélioration de la qualité ;
- Abordant les politiques éducatives et de débouchés économiques avec les gouvernements et la société civile ;
- Participant au dialogue mondial sur les questions comme l'éducation universelle et de meilleurs soins sanitaires pour les filles et les femmes ;
- Soutenant les collectivités locales et les gouvernements pour parvenir au respect des droits de l'homme ;
- Plaidant en faveur de niveaux accrus d'aide gouvernementale en faveur de l'éducation des filles.

Les deux profils suivants sont des illustrations du nombre croissant de contributions du secteur privé pour élargir l'accès des filles à une éducation de qualité à travers le monde.

1. L'initiative pour les adolescentes

2. Nike, la Banque mondiale, les gouvernements du Danemark, de Norvège, de Suède et du Royaume-Uni ainsi que la ville de Milan

L'Initiative pour les adolescentes (AGI) est un partenariat innovant entre Nike, la Banque mondiale, les gouvernements du Danemark, de Norvège, de Suède et du Royaume-Uni ainsi que la ville de Milan visant à soutenir l'élargissement des opportunités économiques des filles et des jeunes femmes.

Dans le cadre du Plan d'action sur le genre du Groupe de la Banque mondiale La promotion de la femme, une bonne mesure économique, l'AGI concentre ses ressources sur les jeunes femmes pour soutenir l'élargissement de leurs opportunités éducatives et économiques. L'AGI aide ces filles à trouver des mentors et à développer des opportunités professionnelles.

Des programmes pilotes sont en cours en vue d'un

déploiement au Libéria, en Afghanistan, au Népal, au Rwanda et au Soudan du Sud. Le programme est axé sur les filles à cause des travaux de recherche importants qui établissent ce que le Fondation Nike a nommé « L'effet fille ». L'effet fille illustre le pouvoir que les filles instruites ont sur leurs familles et leurs communautés plus larges.

Maria Eitel de la Fondation Nike a déclaré lors du lancement de l'AGI : « Tout comme les praticiens de la microfinance ont prouvé il y a des dizaines d'années la solvabilité des pauvres, nous voulons démontrer une lacune irrationnelle du marché qui sous-estime gravement le potentiel économique des adolescentes. Ce seront les filles qui rebâtiront une nation. »

3. Initiative pour l'éducation des femmes et des filles

Fondée en 2005 en se basant sur « des travaux de recherche approfondis » démontrant les avantages à court et long terme d'investir dans les filles et les femmes, l'Initiative œuvre pour améliorer l'accès à l'éducation et aux opportunités économiques des femmes à travers le monde. Le directeur général d'ExxonMobil Rex Tillerson a cité la recherche comme étant le principal facteur de motivation du travail d'Exxon dans ce domaine. « Nous commençons à voir les avantages de notre investissement plus précoce et nous prenons des mesures pour accroître la portée et l'impact de nos programmes afin que davantage de femmes encore en bénéficient » a déclaré Tillerson en 2007 lorsque l'entreprise a annoncé une subvention de 5 millions d'USD pour le programme.

De dimension véritablement mondiale, ExxonMobil s'est associé à Vital Voices pour soutenir les programmes éducatifs en faveur des femmes en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine. La société travaille avec des ONG partenaires dans les pays où ExxonMobil a une forte présence locale pour dispenser des programmes éducatifs de grande qualité aux femmes et aux filles dans les communautés.

Les contributions totales d'Exxon se sont élevées à plus de 20 millions d'USD depuis la création de l'initiative en 2005. Emem Nkereuwem, Nigériane et diplômée 2006 du programme Global Women in Management déclare : « Je déborde de nouvelles idées pour étendre et améliorer nos programmes pour renforcer les vies socioéconomiques des filles et des femmes. Ce programme a rapproché le monde entier et je fais maintenant partie d'un grand réseau. Là où je ne voyais aucune possibilité, j'ai l'impression désormais qu'il y a des opportunités inépuisables pour toucher la vie des gens et développer des partenariats. »

QUALIFIER LES FEMMES POUR LE LEADERSHIP EN AFRIQUE

Écrit par Kemi Ogunsanya

Introduction

Depuis le Programme d'action de Beijing de 1995, la situation des femmes a changé. Elle a progressé à pas de géant et les femmes disposent de plus d'opportunités dans l'éducation et les postes de direction, à tous les niveaux de la prise de décision. Bien que le continent africain ait été marqué par les conflits, la violence, les effusions de sang et la guerre, certains États membres ont réussi, dans des circonstances particulières, à transformer leur situation de conflit et à intégrer les femmes à des postes de premier plan au gouvernement.

Le Rwanda compte actuellement le pourcentage le plus élevé de femmes au parlement dans le monde (48,8 pour cent), tandis qu'Ellen Johnson Sirleaf est devenue la première femme présidente élue démocratiquement. Sur le plan international, plusieurs instruments mondiaux et régionaux ont été adoptés pour protéger les intérêts des femmes, dont beaucoup ont été reconnus par plusieurs nations africaines. Citons notamment la Résolution 1325 des Nations unies (NU) que de nombreux groupes de femmes ont adoptée pour assurer leur présence aux discussions de paix dans le nord de l'Ouganda, au Darfour, en République démocratique du Congo et au Burundi.

Dans le même temps, la Déclaration de Durban (2002) a préconisé une représentation de 50 pour cent de femmes à tous les niveaux de la prise de décision à l'Union africaine (UA), suivie par l'adoption à l'unanimité du Protocole relatif aux Droits des femmes en Afrique en 2003. Lors des journées spéciales consacrées aux femmes, les militantes commémorent généralement leurs réalisations et dressent le bilan des défis considérables qui subsistent dans les sphères sociales, économiques et politiques. En politique, les femmes occupent maintenant des postes clés dans l'état et les partis d'opposition. Dans le secteur privé, les femmes ont fait sentir leur pré-



sence comme directrices d'entreprise, actionnaires et cadres supérieurs. Les femmes jouissent maintenant de droits juridiques plus importants dans de nombreux pays, assument des rôles de leadership dans les communautés locales et sont à l'avant-garde des mouvements pour la paix. De plus, les femmes restent déterminées à affronter les problèmes qui les avilissent culturellement comme la violence fondée sur le genre et les mutilations génitales.

Cet article tente de qualifier les femmes en vue de leur participation à tous les niveaux du leadership et de la prise de décision dans les médias, la santé, l'éducation, l'environnement, la société civile et dans les secteurs public et privé.

Photo de la présidente Johnson Sirleaf
La présidente Ellen Johnson Sirleaf du Libéria est devenue la première femme présidente élue démocratiquement en Afrique. Elle reste la seule femme présidente en Afrique.

Les femmes et le leadership

Culturellement, l'Afrique est une société à dominante patriarcale et le leadership était le domaine

des hommes. De ce fait, les Africaines qui occupent des postes de direction ont une expérience limitée, ce qui pose d'immenses problèmes, est coûteux et en limite leur réussite. Elles ont besoin d'être mieux armées pour assumer les rôles de leadership, afin de relever les défis qu'elles rencontrent généralement dans leurs vies professionnelle et personnelle. Les femmes brigant des rôles de leadership sont confrontées à de nombreux préjugés et il est nécessaire de multiplier les opportunités pour leur permettre de surmonter ces défis et préjugés. Mme Specioza Kazibwe, ancienne vice-présidente d'Ouganda, a décrit le leadership comme un concept neutre en matière de genre, mais en pratique c'est un domaine généralement dominé par les hommes. La plupart des Africaines sont mal préparées à exercer des rôles de leadership, parce qu'elles ont été exclues du leadership pendant longtemps. Si la situation s'est améliorée sur le plan statistique, les femmes restent marginalisées au sommet du monde politique, où sont formulées les lois et les décisions sur l'affectation des ressources et la protection des droits de l'homme.

Les femmes et la participation politique

Dans la politique moderne, l'Afrique peut se flatter d'avoir deux femmes chefs d'État du Libéria, six vice-présidentes d'Ouganda, Gambie, Zimbabwe, Afrique du Sud et Burundi ainsi que plusieurs femmes ministres occupant différents portefeuilles à travers le continent. Bien que les hommes aient dominé la scène politique africaine, du contexte colonial aux luttes pour l'indépendance, la domination des partis uniques, les dictatures militaires et le despotisme, les femmes africaines sont maintenant engagées en politique et se sont distinguées par leurs contributions positives au rétablissement et à l'édification de la paix dans leurs pays. De nombreuses Africaines ont été capables de surmonter les nombreux obstacles qui les empêchaient traditionnellement de participer pleinement à la scène politique. Dans certaines circonstances, les militantes féministes ont affronté la torture, la détention politique et l'emprisonnement illégal et subi beaucoup de défiance et de résistance de la part de leurs maris, de leurs familles et de la société dans son ensemble pour tenter de faire de la politique. Les réformes électorales et l'inclusion de quotas dans les constitutions nationales ont vu la force numérique des femmes dans la gouvernance au Mozambique, au Rwanda, aux Seychelles, en Afrique du Sud, au Ouganda, en Tunisie et au Maroc.² Néanmoins, l'égalité entre les hommes et les femmes est

cruciale pour encourager la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilisation.

L'accent est passé de la participation « quantitative » à la participation « qualitative » des femmes dans la politique et les processus de prise de décision. Occuper un siège au parlement est déjà une grande réussite, mais il est maintenant nécessaire de renforcer l'efficacité des femmes aux postes politiques et de renforcer leur impact dans les forums de prise de décision comme les gouvernements, les ministères, les assemblées locales, provinciales et nationales, les partis politiques, les organisations juridiques et du travail, les organisations non gouvernementales (ONG) et les médias. En Ouganda, pour assurer la participation qualitative des femmes en politique, elles doivent être titulaires d'un diplôme universitaire ou équivalent pour participer au processus politique.³ L'Afrique du Sud encourage les femmes ministres à occuper le bureau de la présidence, lorsque le président élu et le vice-président sont à l'étranger, conformément à la section 90 (1) du chapitre 5 de la Constitution. Trois femmes ministres ont occupé ce poste pendant 24 heures, parmi lesquelles l'ancienne vice-présidente d'Afrique du Sud, Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka. De même, la nomination de Mme Ngozi Okonjo-Iweala comme première femme ministre des Finances, faisant suite à ses 20 années d'expérience à la Banque mondiale, est un exemple crédible.

Les féministes soutiennent qu'une masse critique de femmes ayant l'appui de groupes féministes peut encourager les femmes à participer pleinement à la gouvernance. Sans aucun doute, un plus grand nombre de femmes au parlement peut inciter à faire avancer les préoccupations féminines favorablement ; pourtant, en définitive, ceci reste déterminé par la « masculinité institutionnelle » du gouvernement. Garantir la représentation féminine en matière de gouvernance peut devenir un programme politique superficiel des gouvernements, uniquement pour accéder à des financements et obtenir la reconnaissance de la communauté internationale qui a des conditions « de genre », tout en refusant dans les faits de changer les politiques ou les réglementations qui freinent l'accélération et l'autonomisation des femmes dans les processus politiques. Il est donc crucial que les pionnières participant au gouvernement évitent de devenir des « substituts d'hommes » lorsqu'elles sont socialisées dans la législature. Elles doivent se distinguer des hommes qu'elles ont remplacés. Les femmes doivent être innovantes et effi-

caces en tant que parlementaires, en comprenant les structures législatives et les fonctions de gouvernance pour faire avancer les objectifs et les aspirations des intérêts des femmes, en particulier dans un système de gouvernement dominé par les hommes, plaidant ainsi en faveur de la participation qualitative des femmes dans la prise de décision.

Corriger le déséquilibre en matière d'éducation des femmes

Une enquête menée en 2007 par les Services des ressources de l'enseignement supérieur – Afrique du Sud (HERS-SA) au Nigéria, au Ghana, en Ouganda, en Tanzanie, au Kenya, au Malawi, en Zambie, au Mozambique, en Afrique du Sud et au Zimbabwe, a révélé des schémas similaires dans la représentation des femmes dans les établissements universitaires à travers le continent. L'enquête a révélé que même si les femmes représentent 50 pour cent des ressources humaines de l'enseignement supérieur, seulement 8% étaient vice-présidentes et 12 pour cent directrices du service de la scolarité, tandis que 21 pour cent étaient nommées comme vice-présidentes adjointes et directrices exécutives. En Afrique du Sud, on trouve le pourcentage le plus élevé de femmes aux postes universitaires inférieurs avec les salaires les plus bas dans les départements de soutien, malgré la législation sur l'égalité professionnelle et les priorités articulées par le Département de l'Éducation. Citons notamment, Madame Graca Machel qui est présidente de l'Université de Cape Town.

Dans un effort pour corriger le déséquilibre entre les hommes et les femmes, HERS-SA et d'autres organisations similaires ont entrepris de développer les capacités des femmes à briguer des postes de direction dans les établissements universitaires par le biais d'ateliers, de programmes d'échange, d'accompagnement et de stage. Ces institutions visent à développer et offrir des programmes accessibles d'éducation, de formation et de développement aux femmes travaillant dans le cadre de l'enseignement supérieur et d'autonomiser les femmes pour qu'elles briguent des postes de direction dans les universités, les écoles polytechniques/technikons et les instituts d'enseignement supérieur, et qu'elles servent ainsi de modèles aux femmes de leur pays. On espère que l'inclusion des femmes à des postes de direction dans les établissements universitaires remettra en question la culture de l'inégalité entre les sexes dans le milieu du travail, facilitera le changement dans le milieu du travail et permettra aux femmes de participer pleinement à la vie active.

Dans les situations de conflit violent – expérimentées

en particulier en Côte d'Ivoire, au Soudan et en Somalie – l'éducation de nombreux jeunes a cessé, interdisant aux jeunes filles l'accès aux compétences essentielles comme la lecture et l'écriture. Même les cours privés sont difficiles en raison de l'insuffisance et l'inaccessibilité des fonds. Les pays en situation de post-conflit comme l'Angola, la Sierra Leone, le Libéria, la RDC et le Burundi se sont lancés dans l'éducation alternative des adultes, ce qui a facilité et autonomisé les femmes dans les ménages en leur fournissant des compétences non techniques et une orientation par le biais de centres de formation variés. Ces centres de formation sont axés sur le développement des compétences et des capacités d'apprentissage des femmes et des enfants en les formant à la langue anglaise, l'informatique et l'apprentissage par matière basé sur les outils numériques. Même dans des sociétés pacifiques comme l'Afrique du Sud, le Swaziland et le Nigéria, les grèves sans fin et les manifestations violentes ont affecté les systèmes éducatifs et produit de nombreux jeunes mal préparés pour les examens. À cet égard, les activités extrascolaires, au-delà des programmes d'enseignement, ont suppléé avec succès à l'enseignement classique grâce à des mesures créatives, en développant de meilleures compétences en communication, en donnant aux apprenants l'occasion de travailler en équipes et de présenter les résultats de leur recherche de manière collective. Les conclusions de la recherche ont montré que plus de 60 millions de filles d'âge primaire ne sont pas scolarisées, dont beaucoup sont en Afrique subsaharienne et en Asie. L'éducation des filles est un investissement positif pour les nations. À long terme, cela permet aux filles de prendre de meilleures décisions, comme retarder le mariage et la grossesse jusqu'à ce qu'elles aient atteint une maturité raisonnable, ce qui dans les faits diminue les taux de mortalité infantile. Les femmes instruites ont aussi la capacité de gagner des revenus plus élevés et durables pour leur famille et leur pays.

Les femmes dans les affaires

L'Afrique a connu une évolution radicale de la complexité et l'intégration des femmes dans les secteurs des affaires et professionnels, dans un contexte où les femmes étaient gravement sous-représentées aux postes d'encadrement supérieur dans le secteur privé, la fonction publique et les ONG. Soutenir l'avancement de la carrière des femmes par le recrutement, l'engagement, la promotion et la rétention des femmes, appuyées par des compétences critiques, a abouti à l'augmentation du nombre de dirigeantes dans le monde du travail au niveau des directions et de l'encadrement intermédiaire et supérieur. Les opportunités de réseautage accrues offertes aux femmes cadres ont amélioré les processus de prise de

décision et augmenté significativement le nombre de femmes nommées directrices générales et associées. Ce nombre a doublé de 2001 à 2006. Les réussites majeures des femmes dans le monde professionnel incluent l'élimination de la discrimination sexuelle au travail, la féminisation de professions spécifiques, l'égalité salariale des hommes et des femmes à compétences égales et la recherche de l'équilibre entre la vie professionnelle et privée. Dans le vaste domaine de l'ingénierie, seulement 22 pour cent des femmes sont directrices et moins de 10 pour cent des femmes étudient l'ingénierie. En conséquence, les employeurs visent à attirer et retenir plus de femmes ingénieurs. Ceci a débouché sur une campagne intensive pour encourager plus de femmes à étudier l'ingénierie, par l'attribution de bourses d'études, de programmes de mentorat et une poignée de projets soutenus par les secteurs public et privé. De plus, les femmes ingénieurs ont de meilleures rémunérations que les comptables ou les avocats.

Dans le secteur aéronautique, seulement 38 pour cent des cadres intermédiaires et supérieurs sont des femmes et peu de femmes sont pilotes. L'Afrique du Sud a eu des succès modestes avec des femmes noires qui se sont engagées dans ce domaine, grâce aux efforts de la pionnière Sibongile Sambo. Cependant, les femmes employées dans d'autres catégories du secteur aéronautique sont plus nombreuses – par exemple, 15 pour cent des contrôleurs aériens sont des femmes.

Les femmes africaines dans les médias

En 2001, la Fédération internationale des journalistes a déclaré que dans le monde, environ 38 pour cent de l'ensemble des journalistes étaient des femmes. En Afrique du Sud, le pourcentage de femmes journalistes dans les salles de rédaction se situe entre 33 et 45 pour cent, en particulier dans les services éditoriaux. Les femmes gagnent en moyenne 20 pour cent de moins que les hommes dans les salles de rédaction. Bien que le continent compte environ autant d'hommes que de femmes dans les salles de rédaction, les femmes sont toujours très rares aux échelons des cadres supérieurs et dirigeants ainsi que dans les départements d'informations sérieuses. Il existe cependant des différences considérables entre les organes de presse en Afrique, certains ayant une majorité de femmes aux postes de direction et d'autres aucune. Il convient de noter avec force que l'on trouve une majorité de femmes dans les salles de rédaction de la télévision plutôt que dans les informations liées à la recherche et qu'elles dominent dans les catégories administratives, tandis que les

hommes sont plus nombreux dans les sections techniques. Les recherches ont montré que les femmes en Afrique représentent environ 17 pour cent des sources de nouvelles, soit un pour cent de moins que la moyenne mondiale de 18 pour cent. Les femmes journalistes étaient cantonnées aux questions n'intéressant que les femmes, tandis que leurs homologues masculins pouvaient couvrir les sujets sur la politique gouvernementale, la paix régionale et internationale, la prestation de services et le journalisme d'investigation. Pour surmonter ces normes patriarcales dans le domaine des médias, les femmes journalistes de Tanzanie ont créé l'Association féminine des médias de Tanzanie ou Tanzania Media Women's Association (TAMWA) en 1987 à Dar es Salaam, au niveau national. TAMWA a publié des articles pertinents dans les magazines et organisé des émissions de radio sur la violence fondée sur le genre et le harcèlement sexuel et présenté le profil des candidates en préparation aux élections nationales et locales. TAMWA a réussi à réformer les lois assujettissant les femmes et changé la façon dont les femmes sont présentées dans les médias, à savoir comme des objets sexuels, des victimes, des « femmes de fer » et étant dépendantes de la société. TAMWA s'est élargie à la production de films pour présenter les contributions positives des femmes comme héroïnes de la société africaine. En outre, les salaires des femmes journalistes ont été revus et payés à un niveau égal à ceux de leurs homologues masculins. TAMWA a mené des formations pour de nombreuses femmes journalistes qui sont entrées dans les grands médias du pays.

Les femmes marquent, par conséquent, de leur empreinte le secteur des médias. Depuis les années 1990, les femmes ont reçu des distinctions pour leur contribution aux reportages dans les médias imprimés et électroniques dans le monde entier, y compris en Afrique. En Afrique australe, un prix spécial est dédié aux femmes pour tenter de promouvoir les femmes dans un domaine autrefois réservé aux hommes. L'une des lauréates de ce prix, Sandy McCowen, est reporter de la chaîne SABC Mem. Elle a gagné un prix pour son reportage sur le viol des hommes en Afrique du Sud. Son reportage a joué un rôle important dans l'examen et la révision des lois sur le viol en Afrique du Sud.

Les femmes et l'environnement

Le débat mondial sur l'environnement a reconnu le rôle important joué par les femmes pour gérer les ressources naturelles en Afrique. Sur le plan écologique, la plupart des guerres en Afrique sont motivées par des conflits sur les ressources, notamment la

rareté de la terre et de l'eau. La dégradation de l'environnement peut aussi être une source de conflit : la diminution des ressources naturelles conduit à une compétition intense pour le contrôle de ressources limitées et l'inégalité de l'accès à ces ressources exacerbe les conflits, créant ainsi un cercle vicieux. Le défi auquel les femmes africaines sont confrontées en matière de protection de l'environnement est un mélange de conflits armés et de destruction de l'environnement face aux effusions de sang et à la guerre. Ce sont quelques-uns des nombreux problèmes rencontrés par les femmes dans les situations de conflit violent, motivés par les diamants du sang, la déforestation, les mines terrestres, les inondations, la famine et la sécheresse.

Les femmes ont examiné les mesures à prendre pour une gestion efficace des ressources à leur disposition, comme la gestion de la qualité de l'eau, la production agricole, la conservation des espèces sauvages, l'écotourisme et la préservation des vastes forêts tropicales africaines. « Entre 1990 et 1995, l'Afrique a perdu plus de neuf millions d'acres de forêt chaque année à cause des troubles civils, de la conversion agricole, du surpâturage, des feux de forêt, des coupes pour le bois et le charbon et l'abattage. » En reconnaissance du rôle des femmes dans la préservation de l'environnement, la professeure Wangari Muta Maathai, militante écologiste et politique du Kenya, est devenue la première femme à gagner le prix Nobel de la Paix dans le domaine de la protection de l'environnement, pour sa contribution au développement durable, à la démocratie et à la paix.

Conclusion

Les femmes sont dûment reconnues aux postes de direction. Cependant, en dépit de la réussite importante de l'intégration des femmes dans l'encadrement supérieur et intermédiaire, elles restent confrontées à de nombreux défis et font généralement l'objet d'une discrimination fondée sur le sexe, la race, la classe sociale, la religion, la culture, la profession et par le pouvoir économique, social et politique. Les femmes doivent être autonomisées pour devenir des leaders à tous les niveaux de la prise de décision dans les familles, les communautés et les sociétés, ce qui nécessite un changement qualitatif des pratiques de leadership. Un bon leadership est fondé sur la capacité à communiquer, écouter, établir un consensus et travailler en partenariat avec des alliés pour développer une vision collective et mettre en œuvre un plan d'action au bénéfice de toutes les parties prenantes. Autonomiser les femmes au leadership est crucial pour leur participation équitable dans les secteurs formel et informel. Les ONG, les entreprises et les

organismes internationaux peuvent fournir une formation au processus électoral, la prise de parole en public, les compétences médiatiques, les droits et questions politiques, la résolution de conflit, l'éducation au VIH/Sida, l'alphabétisation des adultes et l'éducation formelle pour les femmes.

La contribution des femmes à la reprise économique ne peut pas être sous-estimée et il est nécessaire que les femmes occupant des postes de direction dans le secteur formel s'engagent à développer les capacités des femmes des secteurs informels, dans un effort pour éradiquer la pauvreté et éliminer les obstacles qui empêchent le développement et la prospérité. Ceci reste un défi majeur pour le continent, mais il n'est pas impossible à atteindre. De nombreux pays africains ont fixé de critères pour combler le fossé qui s'élargit entre les riches et les pauvres, et les femmes assument des rôles de leadership en tant que militantes en faveur d'un engagement aussi positif. Même si les Africaines occupent maintenant des postes de haut niveau dans les gouvernements, il ressort clairement que les femmes au pouvoir ont tendance à marginaliser les préoccupations des femmes une fois qu'elles sont élues, ce qui est loin de correspondre aux nombreuses attentes en matière de mise en œuvre des questions soutenues par les femmes. Paradoxalement, accroître la participation d'hommes influents comme défenseurs du changement en faveur des femmes peut attirer l'attention et braquer les projecteurs sur le rôle positif que les femmes jouent dans l'édification de la paix. Ainsi, en renforçant les capacités de tous les individus, y compris les hommes, à comprendre les défis auxquels sont confrontées les femmes, on accroît la possibilité de mettre en avant les capacités de leadership des femmes. Ceci pourrait aussi déboucher sur la création de groupes de pression pour impliquer les gouvernements sur les fractures socioculturelles entre les sexes et encourager ces institutions à adopter et faire respecter les lois et statuts conventionnels qui protègent les femmes, comme la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies (2000).

Kemi Ogunsanya est responsable principale de programme du Projet Women in conflicts à Accord



L'héritage de l'éducation

Par Richard V. Reeves et Joanna Venator

Avec l'aimable autorisation de l'Institution Brookings, Washington DC, www.brookings.edu

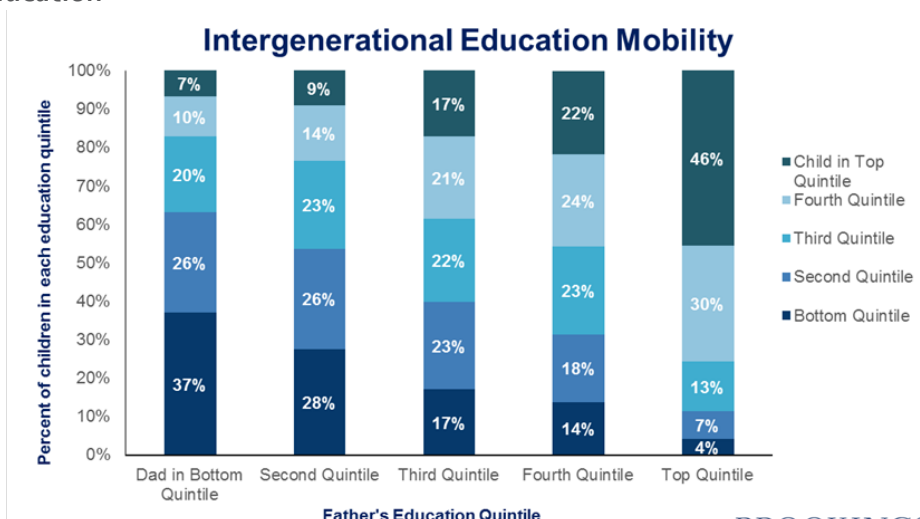
Les revenus sont la devise de la plupart des recherches sur la mobilité – mais l'argent n'est pas la seule chose qui compte dans la vie. Il y a une longue liste d'autres biens dans la vie, notamment l'éducation, le bien-être, la confiance, la capacité à agir, un travail intéressant, etc. Comme la plupart des chercheurs sur la mobilité, nous nous centrons sur les revenus parce que cela compte en soi ; parce qu'ils sont convertibles en de nombreux autres biens ; et parce qu'ils fournissent une base solide de mesure et de comparaison.

Scolarité et mobilité sociale

Mais la transmission de l'avantage de l'éducation revêt également un grand intérêt. Même si un individu ne convertit pas un niveau d'instruction plus élevé en revenus plus élevés, il est toujours mieux loti. Il peut choisir un travail plus intéressant, même si le salaire n'est pas très élevé. Il a plus de connaissances sur le monde et peut-être sur lui-même. L'éducation est un bien à part entière, et non seulement un sésame qui permet d'être mieux payé.

Donc, la mobilité éducative intergénérationnelle compte. Nous ne voulons pas d'une société où les enfants nés pauvres restent pauvres ; nous ne voulons pas non plus d'une société où les enfants nés de parents peu instruits deviennent eux-mêmes peu instruits, tandis que seuls les enfants des diplômés de l'université vont à l'université.

L'héritage de l'éducation

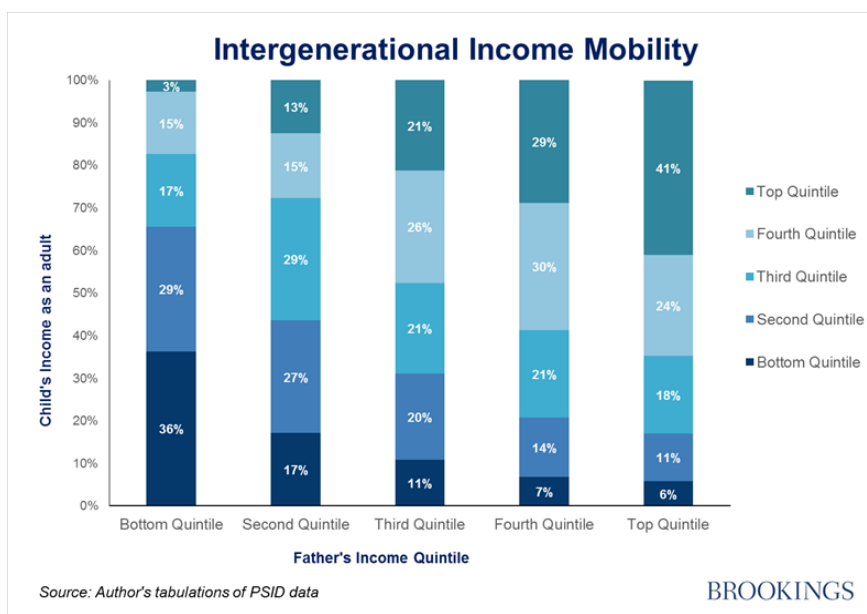


Analyse

Cette matrice de transition du quintile de la mobilité intergénérationnelle liée niveau d'instruction est fondée sur les données du PSID.

En fractionnant la distribution du niveau d'instruction en quintiles, on peut voir quel est l'échelon atteint par les enfants à leur génération par rapport à l'échelon de leur père à la sienne. En général, le niveau d'instruction s'élève. Pour atteindre le quintile supérieur du niveau d'instruction, les pères étudiés dans notre analyse (principalement nés entre 1920 et 1940) devaient avoir suivi une scolarité de plus de 14 ans (au moins un diplôme technique), tandis que les enfants (nés entre 1950 et 1960) devaient avoir suivi une scolarité de 16 ans (au moins une licence) pour atteindre le statut du quintile supérieur (voir la Note technique ci-après pour le résumé de notre méthodologie).

Voici la matrice des revenus à des fins de comparaisons :



Père instruit = Enfant instruit

Les deux matrices semblent assez similaires, ce qui n'est pas surprenant étant donné que les revenus et l'instruction sont étroitement corrélés. Mais, la mobilité éducative semble moindre sur un point : la reproduction du statut du quintile supérieur. Près de la moitié (46%) des enfants issus de parents appartenant au quintile supérieur sont eux-mêmes dans le quintile éducatif supérieur, et trois sur quatre (76%) sont restés dans les deux quintiles supérieurs. Les mesures équivalentes de "maintien" aux quintiles supérieurs liés aux revenus sont de 41% et 65%.

Cette conclusion correspond aux résultats de la recherche qui montrent de grands écarts, peut-être s'aggravant, entre les niveaux d'instruction selon les milieux social et économique. La tendance vers l'appariement assortatif – épouser son semblable – renforcera probablement la transmission intergénérationnelle d'un statut éducatif élevé. Bien sûr, l'instruction est l'un des principaux facteurs expliquant la persistance intergénérationnelle des revenus, mais elle est aussi inquiétante en soi. L'exigence éthique d'égalité des chances en matière d'éducation est encore plus grande qu'en matière de revenus. Si un niveau d'instruction est effectivement hérité, l'idéal de la méritocratie s'éloignera encore plus de nous.

Note technique

Quand l'éducation est fractionnée en unités distinctes (par ex. abandon au lycée, diplômé du lycée, université, diplômé de l'université), les matrices de transition ne peuvent pas donner une image claire de la mobilité – les individus ne sont pas distribués uniformément entre les unités, ce qui rend difficile pour le lecteur de distinguer ce que serait un "bon" niveau de référence de la mobilité éducative. Pour créer nos quintiles, nous avons lissé la distribution de l'éducation en ajoutant une valeur de bruit stochastique tirée d'une distribu-

Analyse

tion uniforme d'une largeur de 1, centrée à 0. Ceci ne change pas la distribution absolue de l'éducation. Sur cette base, nous avons pu créer des quintiles d'éducation pour les pères et les enfants, qui indiquent qu'un individu classé dans le quintile inférieur a eu un niveau d'instruction plus faible qu'au moins 80% de la population. Le tableau 1 indique les marges d'année de chaque quintile. Veuillez noter que ces valeurs ont la valeur stochastique ajoutée, ce qui signifie que la véritable valeur pour un individu peut être soit .5 au-dessus ou .5 au-dessous de la valeur du tableau. Ceci signifie que pour les enfants, le quintile inférieur contient probablement tous ceux qui ont abandonné le lycée et certains diplômés du lycée, que le second contient tous les diplômés du lycée, que le troisième contient quelques diplômés du lycée et certains ayant un diplôme supérieur à celui du lycée, que le quatrième contient quelques enfants ayant été à l'université et une portion de diplômés

universitaires, et que le quintile supérieur contient les diplômés universitaires et ceux ayant un diplôme supérieur à une licence.

- Chercheur, Études économiques
Directeur des politiques, Centre sur les enfants et les familles

@RichardvReeves

Richard Reeves est un chercheur en études économiques et le directeur des politiques du Centre sur les enfants et les familles dont les recherches portent sur la mobilité économique. Il est aussi directeur associé du CentreForum. Avant son installation à Washington, DC à l'été 2012, il a travaillé comme directeur de stratégie du Vice-Premier Ministre du Royaume-Uni. Il est l'ancien directeur de Demos, un think tank politique basé à Londres.

Au Ghana, les femmes ont-elles plus l'esprit d'entreprise que les hommes ?

Par Peter Quartey, George Owusu et Simon Bawakyillenuo

À l'instar de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, la croissance économique impressionnante constatée au Ghana ces dernières décennies, largement stimulée par le prix des matières premières comme le cacao et l'or sur les marchés internationaux, n'a pas réussi à restructurer l'économie du pays. L'économie ghanéenne dans son ensemble continue de montrer des signes de fragilité, une faible capacité d'adaptation face aux défis internes et externes et une capacité limitée à absorber les chocs. Plus important, la croissance économique impressionnante de ces dernières années n'a pas débouché sur la création d'emplois en nombre suffisant, en particulier au regard du grand nombre de jeunes qui entrent sur le marché du travail chaque année. Dans ce contexte caractérisé par le manque d'emplois et d'autres opportunités sur le marché du travail, on considère que le développement de l'activité entrepreneuriale joue un rôle clé dans cet environnement. Ceci parce que l'entrepreneuriat peut stimuler l'innovation et la concurrence, et servir de catalyseur pour favoriser la transformation structurelle de l'économie et, en conséquence, la réduction de la pauvreté.

Si la littérature sur l'entrepreneuriat est vaste, on sait peu de choses sur les formes et les caractéristiques de l'entrepreneuriat féminin, au Ghana en particulier et en Afrique subsaharienne en général. À la suite de la toute première enquête de Suivi sur l'entrepreneuriat à l'échelle mondiale (SEM), nous avons examiné les raisons et les effets du niveau relativement élevé des activités entrepreneuriales des femmes par rapport à celui de leurs homologues masculins.[1] Plus précisément, nous avons étudié les femmes et l'entrepreneuriat au Ghana, les facteurs qui motivent les femmes à créer et exploiter des entreprises, les principales difficultés auxquelles elles font face et

l'impact général sur le développement national et la réduction de la pauvreté.

Les femmes et l'entrepreneuriat au Ghana

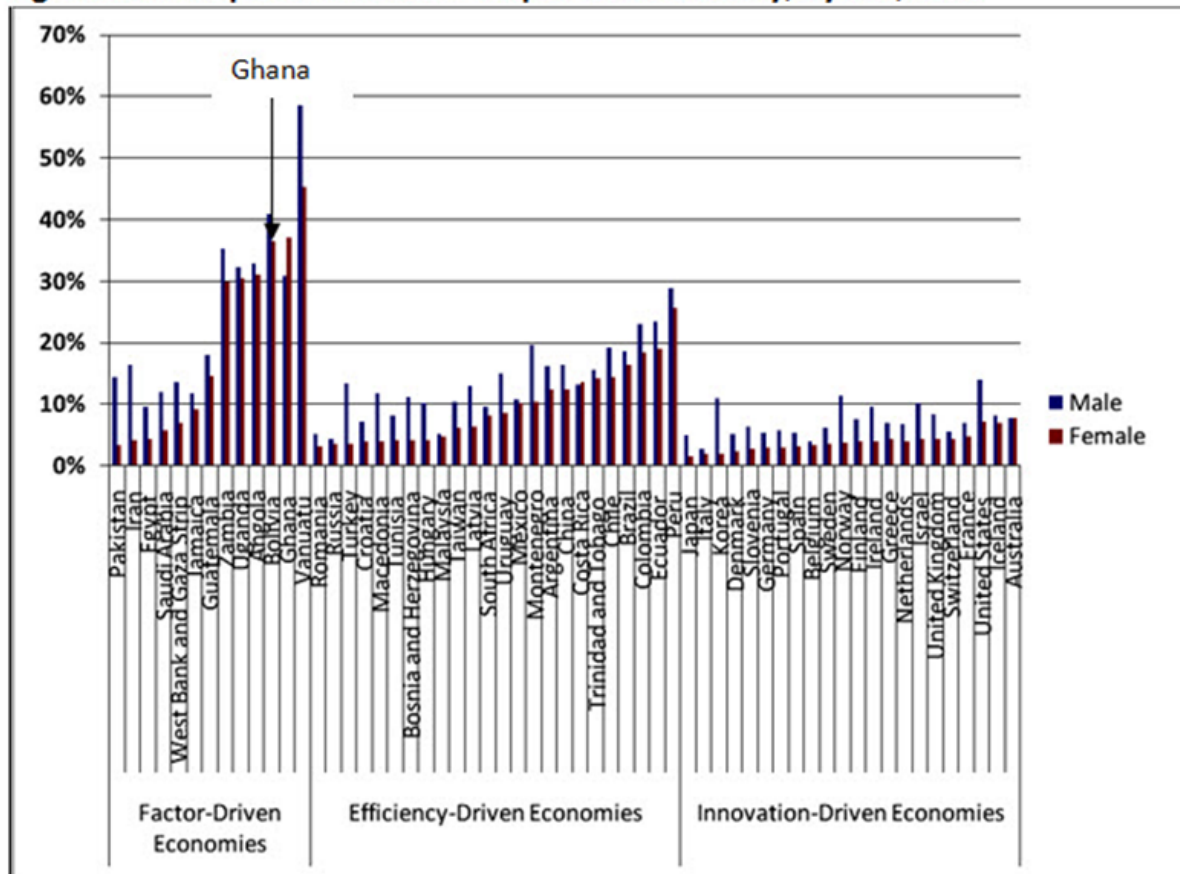
Si, proportionnellement, les études ont indiqué que les deux sexes rencontrent des difficultés sur le marché du travail, les femmes sont beaucoup plus défavorisées que leurs homologues masculins [2]. Par exemple, le Recensement de la population et de l'habitat 2010 indique que bien que le chômage ait diminué entre 2000 et 2010, il restait relativement élevé chez les femmes par rapport aux hommes. Le chômage des hommes de 15 ans et plus a diminué de 10,1 pour cent en 2000 pour atteindre 4,8 pour cent en 2010 et de 10,7 pour cent à 5,8 pour cent pour les femmes pendant la même période. Cette situation s'explique en partie par le niveau d'instruction relativement faible des femmes et d'autres contraintes qu'elles rencontrent sur le marché du travail. C'est dans ce contexte que la participation des femmes à l'entrepreneuriat devient très importante. Les entreprises contrôlées par des femmes au Ghana sont souvent des micro- et petites entreprises (MPE) largement concentrées dans le secteur informel. Cette tendance est également un obstacle à la réussite féminine : les MPE du secteur informel sont incapables de se développer, car elles sont confrontées à une kyrielle de défis comme l'accès limité aux infrastructures et aux services publics (eau, électricité, etc.), aux crédits à taux réduits et à long terme et aux nouvelles technologies.

Figure 1 : Participation à l'activité entrepreneuriale totale, par sexe, 2010

Source : Enquête SEM de la population adulte
D'après Yankson et al. (2011), dans tous les pays

Analysis

Figure 1: Participation in Total Entrepreneurial Activity, by Sex, 2010



Source: GEM Adult Population Survey, 2010.

du monde, les points de vue sociétaux relatifs à la culture, la religion et la prise en charge des enfants ainsi que les niveaux d'instruction et de développement ont de graves implications sur les attitudes et les opinions sur les femmes qui travaillent. Ces points de vue sociétaux peuvent peser lourdement sur les femmes qui entrent dans le monde des affaires. Malgré ces défis, l'enquête SEM 2010 a révélé qu'au Ghana, les femmes ont davantage l'esprit d'entreprise que les hommes – ce qui est une exception dans tous les autres pays étudiés par l'enquête SEM. À l'aide d'une mesure clé du SEM, « l'activité entrepreneuriale totale en phase de démarrage » (TEA),[3] l'étude de 2010 a révélé que – à l'exception du Ghana – dans tous les pays examinés par l'enquête SEM, la participation masculine à l'activité entrepreneuriale

dépasse celle des femmes (voir la figure 1). Le taux de TEA des femmes au Ghana a été estimé à 60 pour cent, contre 42 pour cent pour les hommes. En d'autres termes, contrairement aux autres pays, au Ghana, il y a moins d'hommes que de femmes qui créent une entreprise. L'étude SEM confirme les conclusions d'autres études qui ont conclu que le nombre de femmes entrepreneurs au Ghana dépasse de beaucoup le nombre des entrepreneurs masculins. Les motivations des femmes à créer des entreprises La croissance des femmes entrepreneurs doit être considérée comme partie intégrante du processus plus large de changement social marqué par l'augmentation du nombre de femmes dans la main d'œuvre, y compris les femmes d'affaires. Ce processus de changement social est associé à l'augmenta-

Analysis

tion du niveau d'instruction des femmes, au report du mariage précoce, à la réduction de la taille des familles et au désir accru d'indépendance financière – qui contribuent tous à la croissance des entreprises possédées par les femmes.[4] Selon Dzisi (2008), l'entrepreneuriat est aujourd'hui une voie professionnelle acceptée pour les femmes ; elle est même préférée dans une certaine mesure, car on considère qu'elle recèle le potentiel d'offrir la flexibilité et l'indépendance que n'offre pas un emploi classique.

Bien que les Ghanéennes soient depuis longtemps actives dans les affaires, les effets de la réforme économique commencée au milieu des années 1980 a poussé plus de femmes dans le secteur informel, soit comme source unique ou supplémentaire de revenus du ménage.[5] Les réformes ont été lancées à une période caractérisée par l'augmentation des prix des produits de première nécessité, la croissance du chômage et du sous-emploi des partenaires masculins, la baisse des revenus réels et l'obligation croissante de s'acquitter des taxes locales pour la fourniture des équipements sociaux financées par les redevances des utilisateurs. Dans ces conditions, la nécessité d'un revenu d'appoint féminin dans les ménages est devenue un impératif et les activités génératrices de

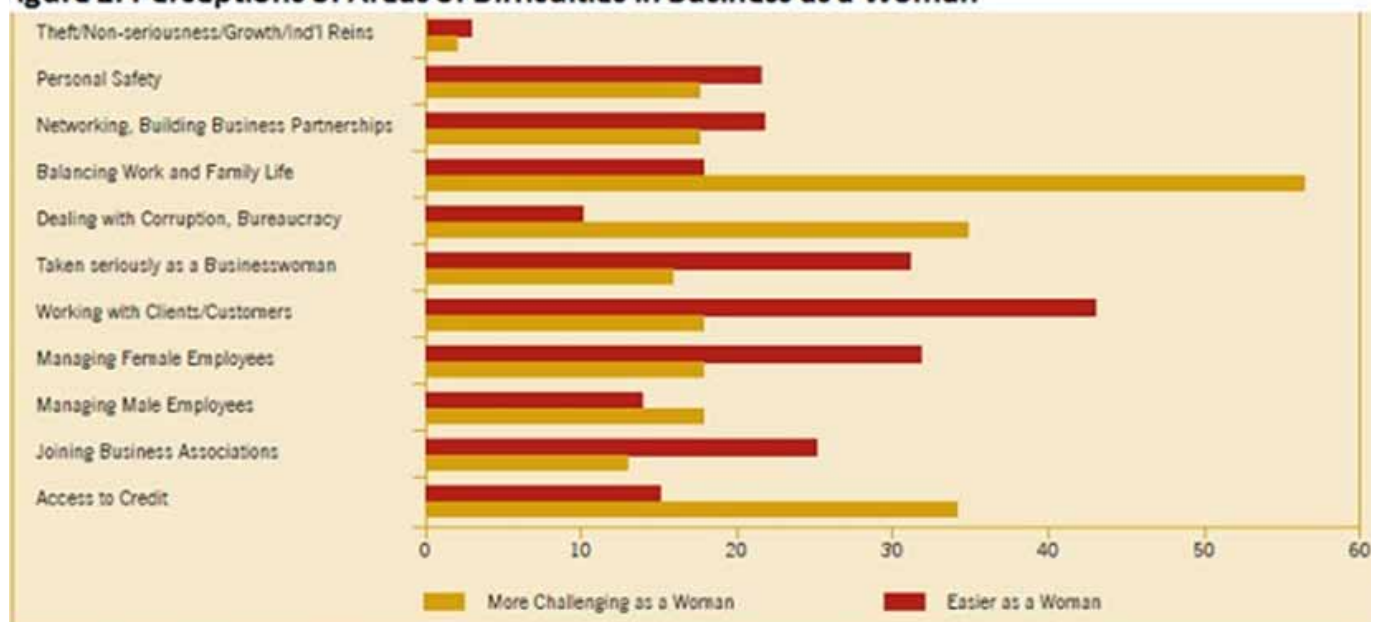
revenus des femmes sont devenues indispensables à la survie familiale.[6]

Commentant les facteurs qui motivent les femmes à créer une entreprise, Mumuni et al. (2013) note que l'on peut les regrouper comme suit :

- Entrepreneuriat sans choix : divorce, décès du mari ou du soutien de famille ;
- Entrepreneuriat de hasard : mariage, retraite, amis ;
- Entrepreneuriat forcé : apprentissage, imitation, indépendance, perte d'emploi, amour de la richesse ;
- Entrepreneuriat informé : éducation, mentorat, accompagnement, formation ;
- Entrepreneuriat pur : compétences, intérêt, passion, inné.

Il ressort clairement que la kyrielle de raisons qui motivent ou stimulent les femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat peuvent simplement être classée sous les étiquettes de la nécessité et de l'opportunité à saisir. Ainsi, selon la classification de Mumuni et al. 's (2013) les catégories d'entrepreneuriat sans choix, de hasard et forcé pourraient correspondre à l'entrepreneuriat par nécessité, et celles d'entrepreneuriat informé et pur de l'opportunité à saisir.

Figure 2: Perceptions of Areas of Difficulties in Business as a Woman



Source: IFC/World Bank (2007).

Défis

Bien que l'on ait avancé que les cadres institutionnels, juridiques et réglementaires relatifs au développement des entreprises au Ghana sont, dans une large mesure, neutres en matière de genre, certains facteurs socioculturels et les conditions sociales continuent de nuire à l'entrepreneuriat féminin. Comparées à leurs homologues masculins, les femmes du Ghana sont plus pauvres, ont des contraintes de temps plus lourdes et ont moins de chances d'être alphabètes. Tous ces facteurs ont un impact négatif sur l'entrepreneuriat féminin, même si l'on peut décrire les régimes réglementaires, juridiques et institutionnels du pays comme neutre en matière de genre.

L'étude récente menée par l'IFC/Banque mondiale, *Voices of Women Entrepreneurs in Ghana*, a mis en lumière les questions, les préoccupations et les réussites de femmes entrepreneurs à travers leurs propres mots. L'IFC/Banque mondiale a révélé plusieurs domaines que les femmes entrepreneurs au Ghana considèrent comme particulièrement difficiles, parmi lesquels trois domaines clés se distinguent : équilibrer la vie professionnelle et familiale, gérer la corruption, accéder au crédit, et gérer les employés masculins (voir la figure 2).

Figure 2 : Domaines perçus comme difficiles dans les affaires pour les femmes

Vol/Manque de sérieux/ Croissance/Rênes individuels
Sécurité personnelle
Réseautage/Établissement de partenariats commerciaux
Équilibrer vie professionnelle et familiale
Gérer la corruption/Bureaucratie
Être prise au sérieux comme femme d'affaires
Gérer les clients
Gérer les employés (femmes)
Gérer les employés (hommes)
Adhérer à une association professionnelle
Accéder au crédit

Source : IFC/Banque mondiale (2007)

De tous les domaines qui ont été perçus comme difficile et handicapant les femmes dans le monde des affaires, le plus critique est celui de l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale. Culturellement, le rôle des femmes ghanéennes est d'entretenir et de s'occuper du foyer, un rôle souvent en contradiction avec celui d'entrepreneur. Les femmes luttent souvent pour trouver un équilibre entre le temps nécessaire à la gestion de leur entreprise et les attentes de la société en matière d'obligations familiales.

Un autre domaine clé difficile mis en évidence dans de nombreuses autres études est la pratique culturelle concernant la propriété foncière et immobilière (en particulier l'héritage) et son impact négatif sur l'entrepreneuriat des femmes. L'accès à la terre est régi par le droit coutumier qui contient une discrimination intrinsèque contre la propriété foncière des femmes. En outre, les systèmes de succession largement régis par les pratiques traditionnelles et culturelles sont souvent discriminatoires à l'égard des femmes – on peut donc inclure le rôle de la terre parmi les contraintes auxquelles les femmes entrepreneurs font face. Par ailleurs, il a été avancé que l'accès limité des femmes au capital de départ est lié à l'accès au crédit, lui-même en corrélation avec la propriété immobilière formelle. En conséquence, l'incapacité des femmes à accéder à la propriété a de graves implications sur leur accès au crédit, car elles n'ont aucun bien à donner en garantie pour obtenir un capital de départ.

Conclusion

Les réformes économiques et sociales menées ces trois dernières décennies au Ghana ont assuré un environnement socioéconomique stable qui a favorisé des taux importants de croissance économique, avec un accent fort sur le développement du secteur privé. Ces taux de croissance n'ont pas cependant produit d'opportunités d'emploi significatives dans le secteur privé dominé par le secteur informel. De plus, la libéralisation économique et la privatisation se sont traduites par la diminution des emplois dans le secteur public, ce qui, dans tous les cas et dans une large mesure, favorise les individus ayant un niveau

relativement plus élevé d'instruction et de formation. Bien qu'elles dominent les activités entrepreneuriales au Ghana, les femmes continuent de faire face à des obstacles importants. De plus, on ne peut pas séparer les défis rencontrés par les hommes et les femmes entrepreneurs au Ghana de ceux du secteur informel en particulier, et du développement du secteur privé en général. En conséquence, la réponse politique ne doit pas se focaliser sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin, mais remédier largement aux contraintes affectant le secteur informel ou l'entrepreneuriat en général. De cette façon, le soutien aux femmes entrepreneurs doit être considéré comme l'un des éléments d'un effort global en matière de politique de développement qui aborde les facteurs complexes et les relations qui influencent l'accès des femmes à des emplois intéressants ainsi que la contribution au développement national. Cette approche contribuera à l'amélioration de l'égalité entre les sexes et fera la promotion de l'accumulation du capital humain, la participation économique des femmes et les effets bénéfiques de la croissance économique.

Note : George Owusu est professeur associé de l'Institut de la recherche statistique, sociale et économique (ISSER) de l'Université du Ghana à Legon. On peut le joindre à gowusu@ug.edu.gh or geowusu@yahoo.com. Peter Quartey et Simon Bawakyillenuo sont respectivement professeur associé et chercheur à l'ISSER. L'ISSER est l'un des six think tanks locaux partenaires de l'Initiative « Brookings Africa Growth » basé en Afrique. Ce blog reflète uniquement les vues des auteurs et non les vues de l'Initiative « Africa Growth ».

[1] Le suivi de l'entrepreneuriat à l'échelle mondiale (GEM) est l'enquête indépendante la plus importante dans le monde de l'entrepreneuriat, menée annuellement. Elle analyse la relation entre le niveau d'entrepreneuriat et la croissance économique, et examine les conditions qui favorisent et limitent l'entrepreneuriat dans chaque pays. Plus de 60 pays ont participé au consortium de recherche au fil des décennies, mais très peu de pays d'Afrique subsaharienne y ont participé. A travers le projet de recherche de ISSER intitulé Youth and Employment : The Role of

Entrepreneurship in African Economies (YEMP), financé par le ministère danois des Affaires étrangères /Danida, le Ghana a participé pour la première fois à l'enquête SEM.

[2] Ghana Trade Union Congress (GTUC) 2005: Policies on Employment, Earnings and the Petroleum Sector, Accra: GTUC/UNDP.

[3] Le TEA est défini comme le pourcentage de la population adulte âgée de 18 à 64 ans qui sont soit des entrepreneurs naissants ou des propriétaires/gérants de nouvelles entreprises (3-42 mois). Cette mesure prend en compte tous les adultes de la population et pas seulement ceux qui sont engagés dans l'entrepreneuriat.

[4] Fielden, S. et Davidson, M. 2005: International Handbook of Women and Small Business Entrepreneurship, Northampton, Massachusetts: Edward Elgar Publishing

[5] Owusu, G. et Lund, R. 2004: Markets and women's trade: Exploring their role in district development in Ghana, Norsk Geografisk Tidsskrift – Norwegian Journal of Geography. 58(3), pp. 113-124.

[6] Robertson, C. 1995: Comparative advantage: Women in trade in Accra, Ghana and Nairobi, Kenya. House-Midamba, B. and Ekechi, K.E. (eds.): African Market Women and Economic Power, London: Greenwood Press, pp. 99-119

[5] Owusu, G. et Lund, R. 2004: Markets and women's trade: Exploring their role in district development in Ghana, Norsk Geografisk Tidsskrift – Norwegian Journal of Geography. 58(3), pp. 113-124.

[6] Robertson, C. 1995: Comparative advantage: Women in trade in Accra, Ghana and Nairobi, Kenya. House-Midamba, B. and Ekechi, K.E. (eds.): African Market Women and Economic Power, London: Greenwood Press, pp. 99-119

• Peter Quartey
Professeur associé et chercheur, Institut de la recherche statistique, sociale et économique (ISSER)

• George Owusu
Professeur associé, Institut de la recherche statistique, sociale et économique (ISSER)

• Simon Bawakyillenuo
Professeur associé et chercheur, Institut de la recherche

Les adolescentes : la clé pour mettre fin à la pauvreté

Par Eliza Anyangwe, The Guardian [Londres (Royaume-Uni)]

À l'approche de l'échéance de 2015 des Objectifs du Millénaire pour le développement, la « communauté des filles » dispose d'une occasion unique d'obtenir l'inscription des adolescentes à la prochaine série de cibles. « Les avantages attendus sont considérables », a déclaré Howard Taylor, directeur général de la Fondation Nike. « L'effet filles consiste à transformer les perspectives de chaque adolescente dans le monde et de mettre fin à la pauvreté intergénérationnelle ». Mais comme dans tous les domaines de la pratique du développement, comment intervenir précisément donne lieu à des débats animés.

Le nom de Malala Yousafzai est devenu célèbre dans le monde entier après que l'adolescente pakistanaise a été atteinte d'une balle dans la tête et le cou tirée par un taliban – un prix élevé à payer pour réclamer le droit à l'éducation. Son courage a valu une reconnaissance internationale à cette adolescente de 16 ans, mais son histoire a aussi mis brutalement en lumière la vie des adolescentes vivant dans le monde en développement.

250 millions de filles vivent aujourd'hui dans la pauvreté. La quasi-majorité d'entre elles disparaîtront des agendas politiques nationaux et passeront à travers les mailles du filet des programmes de développement de leurs dernières vaccinations jusqu'à la naissance de leur premier enfant ; mais la Déclaration des filles – une série d'objectifs ambitieux mais réalisables dans les domaines de l'éducation, la santé, la sécurité économique et la citoyenneté – donne une voix à ces filles invisibles. 15 responsables des agences internationales, du monde des affaires, des ONG et du monde universitaire ont discuté des défis auxquels elles sont confrontées à l'occasion d'une table ronde organisée par le journal The Guardian en 2013, en association avec « L'effet filles ».

Une transition douloureuse

Autrefois ignorée, l'adolescence est désormais reconnue comme une phase cruciale de la transition de l'enfance à l'âge adulte. Pour une jeune fille qui grandit dans la pauvreté, la puberté entraîne non seulement des changements physiques et psychologiques, mais il marque aussi le moment à partir duquel elle est exposée à de multiples vulnérabilités : on lui impose souvent un mariage précoce, elle encourt un risque accru de violence sexuelle et on la prive de la possibilité de poursuivre ses études. L'Organisation mondiale de la santé indique que les causes principales de décès des filles de 15 à 19 ans sont les complications liées à la grossesse et à l'accouchement.

« Le fait est que les femmes n'ont aucune valeur et cela se transmet aux filles », a déclaré Venkatraman Chandra-Mouli aux autres participants de la table ronde. La tragédie de cette vision patriarcale, comme ont tenu à le souligner tous les participants à la table ronde, est qu'elle ignore deux vérités importantes : premièrement, chaque fille a le droit de développer tout son potentiel – et c'est le devoir de la société d'y veiller –, et deuxièmement, investir dans les filles est justifié du point de vue économique.

Caroline Harper, directrice générale du programme de développement social au Overseas Development Institute, explique : « Une année supplémentaire passée à l'école primaire accroît les futurs revenus d'une fille de 10 à 20% et une année supplémentaire dans le secondaire de 15 à 25% ». Reprenant ce point, Monique Villa, directrice générale de la Fondation Thomson Reuters a ajouté : « Soixante-dix pour cent du salaire d'une femme revient à sa famille. Si vous voulez lutter contre la pauvreté, vous aidez les filles à devenir des femmes, à être instruites et à avoir un

Rapport Special

emploi ».

Pour ceux qui militent en faveur des droits des filles, la combinaison des impératifs moraux et économiques est un irrésistible appel à l'action lancé à la communauté du développement – et cette approche double de plaidoyer à l'égard de ceux qui sont au pouvoir commence à porter ses fruits. S'exprimant plus tôt cette année sur ce que l'on désigne comme « l'effet filles », la ministre du Développement du Royaume-Uni, Justine Greening, a déclaré : « Investir dans les filles est la chose intelligente à faire. En libérant leur potentiel, nous constatons des rendements incroyables pour les filles et les femmes elles-mêmes, pour leur famille et leur communauté ainsi que pour leur économie et leur pays ».

À l'approche de l'échéance de 2015 des Objectifs du Millénaire pour le développement, la « communauté des filles » dispose d'une occasion unique d'obtenir l'inscription des adolescentes à la prochaine série de cibles. « Les avantages attendus sont considérables », a déclaré Howard Taylor, directeur général de la Fondation Nike. « L'effet filles consiste à transformer les perspectives de chaque adolescente dans le monde et de mettre fin à la pauvreté intergénérationnelle ». Mais comme dans tous les domaines de la pratique du développement, comment intervenir précisément donne lieu à des débats animés.

Des programmes réalistes

Tous les participants ont convenu de l'importance et de l'urgence de transformer la vie des adolescentes, mais de grands débats ont eu lieu sur quels sont les obstacles les plus importants au changement et les meilleurs moyens de les surmonter. Le manque de données a été le premier défi identifié. « Les adolescentes sont vulnérables, parce qu'elles ne sont ni recensées ni prises en compte », a déclaré Michelle Milford Morse, conseillère à la Fondation des Nations unies. « De nombreux pays ne recueillent aucune information sur les filles – et comme le dit l'adage : « Ce qui est comptabilisé est fait ».

Les cloisonnements qui existent entre les organisations ont aussi été identifiés comme des obstacles au changement. Libérer « l'effet filles » dépend de la capacité de toutes les parties prenantes à voir la situation dans son ensemble. Lakshmi Sundaram,

coordonnatrice globale de Girls Not Brides, a illustré comment les interventions qui étaient conçues trop étroitement échouaient pour les filles : « Il existe des programmes pour lutter contre la mortalité maternelle, pourtant ils ne ciblent pas les épouses-enfants. Si vous ne reconnaissez pas les différentes catégories de besoins, vous ne pouvez pas satisfaire ces besoins ».

Payal Dalal, qui dirige le programme des filles à la Standard Chartered Bank, a suggéré qu'il était temps que les organisations qui travaillent avec les adolescentes considèrent le développement de relations entre elles comme une condition préalable, si elles veulent élaborer un programme commun et partager les échecs.

Les questions relatives à l'accès – apporter de l'aide aux communautés qui en ont le plus besoin – étaient également des obstacles indiscutables, mais pour Nyaradzayi Gumbonzvanda, secrétaire général de World YWCA, le dilemme n'est pas savoir comment apporter de l'aide aux filles, mais la quantité de l'aide qui leur parvient. « Nous savons que nous pouvons atteindre les filles s'il existe une volonté politique audacieuse de le faire », a-t-elle déclaré. « Quelle quantité de l'aide internationale au développement [aide] engagée atteindra les filles de manière significative ? Je n'aime pas [ce terme] « ruissellement ». Nous devons avoir des ressources en cascade dans nos villages. Nous devons faire passer les communautés en premier ».

Toutefois, changer les normes culturelles a émergé comme l'obstacle le plus important. « Tant que nous ne concevons pas des interventions programmatiques prenant en compte les normes culturelles, rien ne changera », a déclaré la directrice des programmes multilatéraux de ONE, Edith Jibunoh. « Nous avons besoin de plus de modèles qui ressemblent aux filles, qui sont instruites et qui ont réussi, mais qui font toujours partie de leur culture. Elles [les communautés] ont besoin d'exposition, et non d'interventions de développement. »

Bien sûr, pour avoir des modèles, on doit trouver des femmes à des postes d'influence – et prendre les décisions de leur ouvrir les portes du gouvernement et d'autres institutions nécessite un leadership fort. Le Rwanda a été cité deux fois en exemple pour ce type

Rapport Special

de leadership, car sa constitution postérieure au génocide assure un quota de 30% de députés femmes. Avec 56%, le Rwanda a le pourcentage le plus élevé de femmes parlementaires du monde.

C'est ce bon exemple venant d'un pays en développement – et le rôle des hommes et des garçons – que les participants ont désiré ne pas voir oublié, lorsque leurs organisations représentatives tireront parti du nouvel intérêt mondial en faveur des adolescentes. Bien que le Nigéria ait fait la une de la presse internationale après que son Sénat n'a pas supprimé la clause de la constitution légitimant le mariage des enfants, il fait partie des quelques pays qui ont étendu l'éducation à la santé sexuelle, a signalé Chandra-Mouli. Et c'est le père de Malala Yousafzai qui l'a encouragée à aller à l'école a ajouté Tanya Barron, directrice générale de Plan UK.

Créer et renforcer les conditions qui autonomisent les filles et leur permettent de réaliser tout leur potentiel dépend de la collaboration des parties prenantes. Il est vital d'écouter les adolescentes, d'interpréter leur parole et ensuite de leur fournir des ressources suffisantes – établir des plans qui mettent les filles

et leur communauté sur la voie de l'égalité.

Près de 20 ans après la Déclaration de Beijing dans laquelle les gouvernements se sont engagés à garantir « la pleine réalisation des droits fondamentaux des femmes et des petites filles, en tant que partie inaliénable, intégrante et indivisible de tous les droits de la personne humaine et de toutes libertés fondamentales », une nouvelle occasion se présente d'attirer l'attention des responsables politiques sur le sort des adolescentes.

Les militants sont hérissés d'un optimisme prudent. Les enjeux sont tellement importants. Tant de détails doivent être décidés. Mais la Déclaration des filles est un grand pas en avant. « Elle nous permet de nous rassembler autour d'objectifs communs que les filles ont elles-mêmes contribué à élaborer », dit Taylor. Donc, c'est un authentique scénario à court terme visant à ancrer les filles dans l'agenda de 15 ans qui sera négocié et approuvé ces deux prochaines années, et non un agenda à long terme visant à aborder tous les besoins des filles ».



Le Forum des éducatrices africaines (FAWE)

Le Forum des éducatrices africaines (FAWE) est une organisation non gouvernementale panafricaine travaillant dans 32 pays africains en vue d'autonomiser les filles et les femmes à travers une éducation sensible à la dimension genre. Le FAWE croit que des filles instruites deviennent des femmes instruites qui ont les connaissances, les compétences et la possibilité de jouer un rôle dans les processus de gouvernance et démocratique et d'influencer l'orientation de leurs sociétés. Le FAWE a des bureaux dans 36 pays qui œuvrent en faveur de la promotion de l'équité et l'égalité entre les sexes dans l'éducation en Afrique en favorisant les politiques, pratiques et attitudes positives à l'égard de l'éducation des filles.

Le FAWE a été fondé en 1992 par cinq femmes africaines ministres de l'Éducation — la regrettée S.E. Mme Vida Yeboa du Ghana, S.E. Mme Simone de Comarmond des Seychelles, S.E. Mme Paulette Mismambo du Gabon, S.E. Mme Fay Chung du Zimbabwe et S.E. Mme Alice Tiendrebéogo du Burkina Faso. Le FAWE est le fruit de discussions entre les ministres africains et les représentants des agences donatrices des Bailleurs pour l'éducation en Afrique (DAE), devenus l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA). Il a été créé sur la foi inébranlable que les femmes à des postes de responsabilité ont le potentiel de faire une différence importante.

Le FAWE a la vision suivante :

- Instaurer un monde dans lequel toutes les filles africaines auront accès à l'éducation obtiendront de bons résultats et achèveront leurs études et où les disparités entre les genres seront éliminées.
- Plaider en faveur de l'éducation des filles et de l'égalité entre les sexes en matière d'éducation au niveau communautaire.
- Entreprendre le développement organisationnel afin de s'assurer de la pérennité de l'organisation et d'accroître l'efficacité de ses structures et de ses programmes.
- Institutionnaliser un système efficace de suivi et d'évaluation dans toute l'organisation.

Le FAWE a célébré récemment son 21ème anniversaire et reste déterminé à :

- Faire avancer l'élaboration du programme de l'éducation pour l'après 2015.
- Promouvoir le leadership des jeunes à travers l'interaction intergénérationnelle.

Les 14 et 15 août 2014, les membres du Forum des éducatrices africaines (FAWE-Africa) et ses partenaires ont tenu leur 9ème Assemblée générale annuelle à Nairobi au Kenya pour célébrer ses réussites en matière de promotion de l'éducation des filles en Afrique et explorer les possibilités de soutenir l'élan à

travers divers partenariats. Les membres du réseau du FAWÉ composé de plusieurs dirigeants politiques et chargés de la formulation des politiques – ministres de l'Éducation, vice-recteurs, secrétaires permanents et directeurs de l'éducation, éminents spécialistes de l'éducation et représentantes des Antennes nationales du FAWÉ ainsi que les partenaires stratégiques et financiers – ont pris l'engagement de promouvoir une éducation de qualité des filles et des femmes en Afrique. De poursuivre l'engagement et le dialogue avec l'Union africaine et les ministères respectifs de l'Éducation pour faire avancer l'élaboration du programme de l'éducation pour l'après 2015 et de promouvoir le leadership des jeunes à travers l'interaction intergénérationnelle.

Déclaration du FAWÉ sur le processus consultatif post-2015 et l'agenda de l'éducation des filles

Nous, en tant qu'acteurs engagés à promouvoir l'éducation des filles en Afrique, réunis à l'occasion de la 9^{ème} Assemblée générale du FAWÉ organisée du 13 à 15 août 2014 au Boma Hotel à Nairobi, et animés par notre engagement visant à créer un monde dans lequel toutes les filles ont accès à l'éducation, obtiennent de bons résultats et achèvent leurs études en favorisant les politiques, pratiques et attitudes positives à l'égard des filles, saluons les efforts faits lors des différentes consultations nationales, régionales et mondiales sur l'éducation post-2015.

- Le FAWÉ reconnaît la Position africaine commune (PAC) sur l'agenda de développement post-2015 qui déclare : « CONSCIENT que l'éducation est le fondement du développement et de la nécessité de s'efforcer d'atteindre l'excellence en matière d'éducation et de stimuler les capacités des ressources humaines par l'amélioration de la qualité de l'apprentissage et les investissements dans les infrastructures éducatives ».
- Le FAWÉ approuve également la recommandation de la Réunion mondiale sur l'EPT (Paris, novembre 2012) et la déclaration du forum de la société civile tenu avant la sixième session ordinaire de la Conférence des ministres de l'Éducation de l'Union africaine (COMEDAF VI, Yaoundé, avril 2014).

Sachant que la transformation des politiques est fondée sur la mise en œuvre de politiques éducatives efficaces prenant en compte la dimension genre, Convaincus que la plupart des pays africains n'atteindront probablement pas les objectifs de l'EPT et des OMD d'ici à 2015,

- Le FAWÉ plaide par conséquent en faveur d'un agenda de l'éducation unique, clairement défini et mondial, qui devrait faire partie intégrante du cadre plus large du développement international. Dans l'agenda mondial de développement proposé, les questions relatives à l'éducation des filles doivent rester une priorité.

En tant que membre du réseau du FAWÉ, nous nous engageons à :

- Promouvoir l'éducation des filles et des femmes en Afrique.
- Renouveler notre engagement de contribuer à accroître le plaidoyer en faveur de l'éducation des filles et tenir les gouvernements africains pour responsables d'honorer leurs obligations dans les processus consultatifs de l'après 2015.
- Poursuivre l'engagement et le dialogue avec l'Union africaine et les ministères de l'Éducation respectifs sur l'élaboration de l'agenda de l'éducation post-2015, promouvoir le leadership des jeunes à travers une interaction intergénérationnelle, et soutenir la déclaration des anciennes élèves faite lors de la 9^{ème} Assemblée générale du FAWÉ.
- Soutenir et contribuer à l'évaluation finale du plan d'action de l'Union africaine pour la Deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique et l'élaboration ultérieure de la nouvelle stratégie décennale de l'Union africaine pour l'éducation au sein du cadre général de l'Agenda africain 2063.
- Favoriser l'engagement actif des filles (jeunes) et de leurs familles afin que leurs voix soient entendues pendant les examens nationaux de l'EPT et la définition de l'agenda post-2015.
- Collaborer avec les forums nationaux de la société civile en préparation au Forum mondial de l'éducation 2015.
- Soutenir l'élan des contributions vers la consolidation de l'agenda de l'éducation et du cadre d'action post-2015, en particulier à travers les examens natio-

naux de l'EPT, le processus consultatif des OSC et la conférence régionale africaine dirigée par l'UNESCO. Le FAWÉ invite les ministères de l'Éducation en Afrique à redoubler leurs efforts pour :

- Accroître le niveau de littératie et de numératie des garçons, des filles, des jeunes et des adultes.
- Réaliser l'enseignement primaire universel d'ici à 2030.
- Accroître la scolarisation et la rétention des filles à tous les niveaux, en particulier les enfants marginalisés pour des raisons de handicaps, de langue, d'ethnicité, de conflit, de genre, d'urgence, de pauvreté, de lieu de résidence, entre autres facteurs d'exclusion.
- S'assurer que la parité entre les sexes est atteinte en termes de scolarisation nette dans l'enseignement préscolaire et dans les enseignements primaire, secondaire et supérieur, l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) ainsi que dans les centres d'alphabétisation des jeunes et des adultes.
- Faciliter l'introduction de la formation au genre comme faisant partie intégrante et complète des programmes d'étude de la formation des enseignants et de l'examen de leur performance.
- Élaborer une stratégie complète en matière de recrutement et de déploiement des enseignants en mettant l'accent sur les enseignantes.
- Au sein des Sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), désigner des enseignantes de sciences pour servir de mentor et de modèle/championne pour encourager les filles à choisir les cours de sciences.
- Promouvoir les établissements d'EFTP qui intègrent la dimension genre dans leurs programmes d'étude et incluent des cours appropriés aux filles/femmes et des compétences employables pour les jeunes, construire des établissements d'EFTP, construire des

dortoirs et des installations pour les filles dans les établissements d'EFTP, concevoir une campagne ciblée et une stratégie pour encourager plus de filles à choisir les cours techniques.

- S'assurer que tous les pays mettent en œuvre un enseignement de base de qualité gratuit et obligatoire de 10 ans minimum d'ici à 2020.
- Accroître le recrutement d'enseignantes pour servir de modèle aux filles à tous les niveaux de l'éducation.
- Accroître le recrutement d'enseignants spécialisés pour s'occuper des enfants handicapés.
- Promouvoir les installations scolaires adaptées aux enfants, notamment les installations pour le sport, les loisirs, les visites d'échange entre les écoles, les installations et matériels sanitaires.
- Promouvoir les politiques et les pratiques de discrimination positive pour tenir compte des garçons et des filles marginalisées et victimes de discrimination, en particulier dans l'enseignement post-primaire.
- Créer des environnements d'apprentissage qui sont sûrs, sensibles à la dimension genre, inclusifs et propices à l'apprentissage et qui intègrent l'enseignement multilingue basé sur la langue maternelle.
- S'assurer que les apprenants atteignent des niveaux suffisants de connaissances, de compétences et d'aptitudes conformes aux normes nationales de chaque niveau.
- Renforcer les capacités des apprenants à innover, à créer et à assimiler les changements intervenant dans leur société et sur leur lieu de travail et renforcer la manière dont l'enseignement contribue à la paix, la citoyenneté responsable, le développement durable et le dialogue interculturel, en développant les compétences qui leur seront nécessaires en tant que futurs leaders.

L'AFRIQUE QUE NOUS VOULONS

Avec l'aimable autorisation de : FEMNET

Depuis l'adoption des OMD en 2000, l'Afrique dans l'ensemble a enregistré une croissance économique impressionnante. Cependant, pris individuellement, beaucoup de pays n'ont pas traduit ces avancées économiques en une croissance inclusive qui accorde une position centrale à la sécurité humaine. Selon le Rapport de 2013 sur les OMD1, l'Afrique reste en retard pour ce qui est de la concrétisation des objectifs: Eradiquer la pauvreté extrême et la faim (Objectif1), Réduire la mortalité infantile (Objectif 4); Améliorer la santé maternelle (Objectif 5); Garantir la durabilité de l'environnement (Objectif 7); Et développer un partenariat mondial pour le développement (Objectif 8). Si on ne réussit pas à accélérer les progrès sur ces objectifs dont la réalisation est en retard, il y aura de sérieuses implications sur la sécurité humaine, particulièrement pour les femmes et les filles notamment quant à leur santé, leur sécurité économique, alimentaire, politique, environnementale, communautaire et personnelle.

Avec moins de 300 jours de la date butoir des OMD, nous appelons à la mise en oeuvre accélérée des mesures visant à atteindre les OMD et à soutenir pleinement les initiatives qui sont axées sur les personnes et qui placent au centre les droits humains et le développement des femmes. L'une des réalisations clés des OMD a été la parité sexuelle en éducation. Jusqu'à présent, ceci a été 1 Rapport de 2013 sur les OMD: Evaluation des Progrès en Afrique vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement mesuré

en termes d'admissions à l'école primaire et ça pourrait être transposé plus haut pour veiller à la qualité en éducation, les admissions, la rétention et le fait de terminer le cycle jusque dans l'enseignement supérieur et une augmentation du nombre d'enseignantes formées.² En outre, les programmes scolaires devraient être fondés sur les droits et tenir compte des sexospécificités. Dans le contexte actuel de croissance économique de l'Afrique, spécialement avec la découverte du pétrole et d'autres ressources précieuses, il est de plus en plus évident que le modèle actuel de croissance économique exacerbe les inégalités. Il est donc crucial que l'autonomisation des femmes demeure un élément essentiel pour éliminer tous les obstacles qui empêchent l'accès des femmes à l'information, à la technologie, à l'infrastructure, au crédit, à l'emploi et aux marchés.

Les leaders africains doivent faire preuve de volonté politique pour appliquer les accords régionaux et mondiaux progressistes auxquels ils ont adhéré. Ceci est possible grâce à une approche multisectorielle qui relie les différents secteurs de développement avec des budgets correspondants tenant compte des sexospécificités. Parmi les exemples de ces accords clés il y a : le Protocole à la Charte africaine des Droits Humains et des Peuples relatifs aux Droits de la Femme en Afrique³; Le Plan d'action de Maputo sur la santé et les droits sexuels et reproductifs⁴;

1 Rapport de 2013 sur les OMD: Evaluation des Progrès en Afrique vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement

2 Mind the Gender Gap:

3 Protocole de Maputo: <http://www.achpr.org/instruments/women-protocol/>

4 Plan d'action de Maputo: http://pages.au.int/sites/default/files/MPoA_0.pdf

Le Programme d'action de la Conférence internationale sur la Population et le Développement (CIPD) et la Déclaration d'Abuja sur le VIH/SIDA, la tuberculose et les autres maladies infectieuses associées¹. Cela va créer un environnement propice à la concrétisation des droits de la femme et la réalisation de l'égalité des sexes.

Il y a des exemples existants en Afrique sur la manière d'aborder les défis de développement, qui ont contribué à la réalisation des progrès considérables sur certains des OMD. Les gouvernements devraient manifester leur volonté politique d'adapter ces solutions aux réalités locales et de promouvoir ces initiatives, là où cela convient.

Un agenda transformateur ne peut être réalisé qu'à travers une gouvernance sensible, démocratique et inclusive avec une voix et une participation accrues des citoyens africains. Comme on s'approche rapidement de 2015, la nécessité de fixer de nouveaux objectifs permet de s'appuyer sur les points forts des OMD tout en répondant aux défis qui viennent avec la connexion du développement social, économique et environnemental. A cette fin, nous appelons à la priorisation de ce qui suit:-

Un objectif autonome transformateur sur l'égalité des sexes, les droits de la femme et l'autonomisation de la femme qui est axé sur les droits humains et qui aborde les rapports de forces inégaux. En outre, nous appelons à l'intégration de l'égalité des sexes, des droits de la femme et l'autonomisation de la femme constamment à travers l'ensemble du cadre à travers la collecte de données désagrégées par sexe et des cibles et indicateurs tenant compte des sexes spécifiques.

Les OMD n'ont pas abordé les causes profondes de la pauvreté, surtout de l'inégalité des femmes, ce qui a rendu impossible que les objectifs soient véritablement transformateurs. Il est de plus en plus reconnu qu'à moins que les causes structurelles de la pauvreté, tels que les rapports de force ne soient abordées, il sera impossible de réaliser l'élimination de la pauvreté »²

Tolérance zéro pour toutes les formes de violence sexuelle et basée sur le genre

L'examen des OMD en 2010 a montré que les progrès dans la réalisation de l'OMD4 sur la mortalité infantile et l'OMD5 sur la mortalité maternelle ont été très lents car les deux ont été freinés par la violence faite aux femmes.³ La VCF impacte fondamentalement sur tous les aspects de la vie des femmes et leur capacité de participer de façon égalitaire dans la société.

Les femmes sont confrontées à un risque plus élevé lorsqu'elles briguent des postes politiques ou quand elles veulent des services de santé sexuelle et reproductive. La violence de la part des partenaires intimes au sein du foyer a également augmenté. En se basant sur les données nationales disponibles, jusqu'à 70 pour cent des femmes connaissent la violence physique ou sexuelle de la part des hommes dans leur vie – la majorité par les maris, les partenaires intimes ou quelqu'un qu'elles connaissent.⁴

Nous demandons donc aux Etats membres à:

- Eliminer les pratiques nuisibles, y compris les mariages précoces et forcés, la mutilation génitale féminine, l'héritage de veuves, etc.
- Adopter et mettre en oeuvre des lois et politiques et disponibiliser les ressources pour garantir l'accès des femmes à la justice, la protection des rescapées et leur accès aux soins de santé de qualité et autres services.
- Fournir un appui à long terme pour assurer la réinsertion dans la société, y compris le logement, l'appui en revenu, la formation, l'emploi, etc. des rescapées.
- Promulguer des mesures législatives nationales appropriées pour garantir que l'âge minimum de mariage pour les femmes est 18 ans conformément à l'Article 6 du Protocole de Maputo
- Promulguer une loi sur l'âge minimum de travail et interdisant le travail des enfants en-dessous de cet âge, et interdire, combattre et punir toutes les formes d'exploitation des enfants, spécialement des petites-filles ;
- Prendre des mesures législatives et administratives efficaces pour prévenir l'exploitation et les abus faits aux femmes dans la publicité et la pornographie.
- Mettre fin à toutes les formes de trafic des personnes.
- Lutter contre les nouvelles formes de violence qui se font à cause des progrès technologiques tels que la technologie de l'internet et du téléphone mobile.

1 Déclaration d'Abuja: http://www.un.org/ga/aids/pdf/abuja_declaration.pdf

2 Rectifier les OMD: Contextes et Opportunités d'un Cadre de Développement post-2015

3 Rapport de l'OMS sur les 16 Jours de l'OMS pour l'activisme contre la violence basée sur le genre

4 <http://saynotoviolence.org/issue/facts-and-figures>

Garantir aux femmes l'égalité d'accès à et le contrôle et la possession de ressources notamment les terres, l'eau, l'énergie, l'information et la technologie et les intrants agricoles

Les Etats mettront en oeuvre des lois et créeront des mécanismes de rendre compte afin de garantir aux femmes la propriété et le contrôle des ressources. Cela implique la mise en oeuvre de la « Déclaration de l'Union Africaine sur les questions et défis fonciers en Afrique » Assemblée/UA/Décl. 1. (XIII) Rev.1 qui se résout à renforcer la sécurité du régime foncier pour les femmes.

Nous demandons donc aux Etats membres à :

- Des ressources consacrées à permettre l'accès à la technologie et le transfert de l'information aux femmes des zones rurales.
- Les subsides pour les intrants et les biens publics pour appuyer la production agricole des femmes
- L'appui aux femmes pour qu'elles passent de la petite production à la production pour le marché
- La redistribution des terres aux petits agriculteurs dont la plupart sont des femmes. Garantir l'accès universel à la santé et les droits sexuels et reproductifs «La promotion de la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes, spécialement les filles adolescentes, est au coeur de l'éradication de la pauvreté extrême, en assurant la cohésion sociale et les trois piliers de la pérennité (sociale, économique et environnementale) 1 L'Afrique a toujours le plus grand fardeau des décès maternels dans le monde, avec 56 % du fardeau mondial des décès en 2010. On estime à 480 femmes et filles qui meurent sur 100 000 naissances vivantes². En outre, plus de la moitié des pays africains ont un taux de natalité chez les adolescentes au-dessus de 100 pour 1000 femmes de 15 à 19 ans.³ Les complications résultant de l'avortement à risques constituent l'une des principales causes de morbidité et de mortalité maternelles. On peut en partie protéger les droits des femmes dans ce domaine en garantissant l'accès à l'avortement sûr, là où il est légal, et les soins postavortement.⁴ L'article 14 du Protocole de Maputo

"Fondée sur les droits, l'éducation à la sexualité non discriminatoire enseigné aux niveaux primaire et secondaire à la fois dans et hors de jeunes de l'école"

appelle les Etats membres à « protéger les droits reproductifs des femmes en autorisant l'avortement médicalisé en cas d'agression sexuelle, de viol, d'inceste, et là où la continuation de la grossesse peut mettre en danger la santé physique et mentale de la mère ou la vie de la mère ou du foetus."⁵

« Des preuves confirment qu'il est juste d'investir dans la santé et les droits sexuels et reproductifs n'est non seulement selon une perspective de droits humains, mais est aussi intelligent pour l'économie vu que c'est associé avec des épargnes considérables pour le secteur de la santé à travers la réduction des grossesses non désirées, de la morbidité maternelle et des décès et avortements à risques. »⁶

Nous demandons donc aux Etats membres à :

- Fournir l'accès aux services de qualité et intégrés de santé sexuelle et reproductive, y compris l'information, la contraception, les soins de maternité, les services d'avortement médicalisé, les soins post-avortement, la prévention et le traitement des IST et du VIH. Ces services doivent être accessibles, abordables, acceptables et de haute qualité.
- Eliminer les obstacles juridiques, politiques, financiers et sociaux qui promeuvent la discrimination à l'égard
- des femmes et des filles et violent leurs droits sexuels et reproductifs. Le continuum des soins et de la protection des droits devrait couvrir tout le cycle de vie. Depuis les filles – les adolescentes – les femmes en âge de procréation – les femmes âgées
- Une éducation non-discriminatoire, axée sur les droits, inclusive sur la sexualité dispensée aux niveaux primaire et secondaire tant pour la jeunesse scolarisée que celle non scolarisée.

1 UNFPA: Autonomiser les gens pour garantir un avenir durable pour tous

2 Rapport de 2013 sur les OMD

3 Rapport de 2013 sur les OMD

4 Mortalité et morbidité maternelle et droits humains, préparé par: la Section Droits de la Femme et Genre, Division Recherche

et Droit au Développement de l'OHCHR

5 Le Protocole à la Charte africaine des Droits Humains et des Peuples relatifs aux Droits de la Femme en Afrique

6 UNFPA: Autonomiser les gens pour garantir un avenir durable pour tous

Renforcer la voix et la participation des femmes à tous les niveaux décisionnels dans le domaine public et privé

Tout nouveau cadre de développement doit accorder la priorité à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, principalement en raison de l'injustice généralisée subie par les femmes dans le monde entier.¹ Toutefois, cela ne doit pas porter atteinte à la voix et l'action des femmes. Reconnaisant également que le « Personnel est Politique » et qu'il existe des forces du pouvoir, même au niveau des ménages, le cadre post-2015 devrait inclure des indicateurs qui mettent l'accent sur la répartition des revenus et le contrôle des ressources entre les hommes et les femmes au sein des ménages.

Nous demandons donc aux Etats membres à :

- Mettre en oeuvre la Déclaration Solennelle sur l'Egalité entre les Sexes en Afrique dans tous les secteurs ;
- Mettre en oeuvre des mesures et des quotas antidiscriminatoires afin d'assurer un nombre important de la participation des femmes et des jeunes à tous les niveaux de gouvernement, de la circonscription à l'échelle nationale - y compris dans les nominations, les listes des partis, des sièges parlementaires et sénatoriaux;
- Fournir un soutien financier aux candidates politiques;
- Renforcer les capacités des femmes afin d'exercer un leadership de qualité dans tous les échelons politiques;
- Elaborer et mettre en oeuvre des politiques qui permettent aux femmes de participer au même pied d'égalité et d'exercer le leadership dans les secteurs public et privé, y compris leur assurer l'accès à:
 - La santé sexuelle et reproductive et d'autres services de santé
 - La formation et les opportunités de renforcement des compétences
 - L'enseignement supérieur
 - Les technologies écologiquement durables
 - Le congé payé d'accouchement, de maladie et de soins
 - Le travail décent et le salaire minimum vital
 - La protection sociale universelle

Mettre le leadership des femmes au centre des efforts de consolidation de la paix

«La paix et l'accès à la justice ne sont pas seulement des aspirations humaines fondamentales, mais les pierres angulaires du développement durable.»² Ceci est de plus en plus évident en raison de la fragilité des Etats causée par le terrorisme et les conflits. La mise en oeuvre des Résolutions 1325 et 1880 du Conseil de Sécurité, documents juridiquement contraignants qui exigent le suivi des indicateurs sur : la prévention des conflits et des violations des droits humains des femmes et des filles; l'assurance de l'inclusion et la participation des femmes aux processus de prise de décisions relatives à la prévention, la gestion et la résolution des conflits; la protection et la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles et l'assurance de leur sécurité physique, leur santé et leur sécurité économique; la reconnaissance des besoins spécifiques des femmes et des filles dans les zones de conflit et de post-conflit et la création d'un fonds destiné à fournir des moyens financiers aux victimes des violences.³

Garantir les droits économiques des femmes

Les Etats doivent adopter et appliquer des mesures législatives qui impliquent une transformation des structures macro-économiques afin d'assurer la mise en oeuvre de l'article 13 du Protocole à la Charte Africaine des Droits Humains et des Peuples relatifs aux Droits de la Femme en Afrique qui exige entre autres choses: l'égalité d'accès à l'emploi qui inclut le travail décent;

- valoriser, reconnaître, redistribuer le travail non rémunéré de soins des femmes;
- le droit à une rémunération égale pour un travail de valeur égale pour les femmes et les hommes;
- les conditions de promouvoir et de financer les métiers et activités économiques des femmes, en particulier dans le secteur informel;
- un système de protection et d'assurance sociale pour les femmes qui travaillent dans le secteur informel;
- les mesures nécessaires qui reconnaissent la valeur économique du travail des femmes à la maison;
- veiller à l'application égale de la législation fiscale pour les femmes et les hommes;
- reconnaître que les deux parents ont la responsabilité

1 GADN, Achieving Gender Equality and Women's Empowerment in the Post-2015 Framework

2 Un nouveau partenariat mondial: Eradiquer la pauvreté et transformer les économies à travers le développement durable. Rapport du

Panel de Haut-Niveau des Personnes Eminentes sur l'Agenda de Développement Post-2015

3 Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU

première de l'éducation et de l'émancipation des enfants et qu'il s'agit d'une fonction sociale dans laquelle l'Etat et le secteur privé ont une responsabilité secondaire; et

- la reconnaissance des droits des travailleurs migrants, en particulier les travailleurs domestiques.

Assurer la protection des femmes dans les discussions sur le changement climatique, la durabilité environnementale et la gestion des ressources naturelles, y compris les industries extractives

Alors que l'Afrique n'est pas responsable de la pollution et des facteurs qui sont responsables du changement climatique, pourtant elle souffre le plus de ses effets. Conscientes de cette situation, nous devons nous efforcer de faire en sorte que les femmes participent également dans la formulation et la mise en oeuvre des programmes d'atténuation et d'adaptation du changement climatique, des programmes de gestion des ressources naturelles ainsi que l'égalité d'accès et de contrôle des finances allouées au changement climatique.

Nous demandons donc aux Etats membres à :

- S'engager à réduire la déforestation, la désertification et la pollution, par la promotion du reboisement et la réduction de l'érosion des sols;
- Améliorer la gestion des terres grâce à la promotion des énergies renouvelables; la promotion de l'efficacité de la production, la consommation et le recyclage de l'énergie; et la mise en oeuvre effective du Protocole de Kyoto;
- Reconnaître que les mécanismes de marché tels que le commerce du carbone, REDD et REDD+ ont causé l'accapement des terres, l'insécurité alimentaire pour les communautés qui dépendent des forêts et ont surtout cessé de mettre l'accent sur des solutions concrètes telles que la réduction des émissions mondiales principalement par les pays développés dans la lutte contre le changement climatique;
- Veiller à ce que l'utilisation des ressources naturelles et la biodiversité fassent profiter économiquement les femmes et les petits agriculteurs qui sont les gardiens de ces ressources et, de ce fait, devraient avoir leurs droits de posséder et de contrôler ces ressources reconnus et respectés.

Reconnaître et promouvoir l'utilisation des connaissances autochtones pour enrayer la perte de biodiversité

Nous demandons donc aux Etats membres à :

- Respecter les droits, les connaissances et les modèles de subsistance durables des peuples autochtones
- Faire des recherches sur les systèmes traditionnels autochtones et la conservation de ces systèmes de manière à ne pas commercialiser les connaissances autochtones, mais à renforcer la situation des petites agricultrices qui sont les dépositaires de ces connaissances et qui maintiennent leur confiance communautaire pour les générations futures.

Financement et partenariats

Nous demandons donc aux Etats membres à :

- Restructurer l'architecture financière et fiscale globale pour garantir la justice économique et sociale
- Réformer les politiques fiscales afin de s'assurer qu'elles favorisent plutôt que de saper les droits humains
- Assurer la budgétisation transparente tenant compte des femmes et mettant l'accent non seulement sur l'arrêt de la féminisation de la pauvreté, mais cherchant à transformer les structures macroéconomiques
- L'impôt progressif qui redistribue les charges inégales et injustes sur les femmes et les filles

Engagement significatif entre les gouvernements et la société civile, y compris les groupes de femmes dans le développement, la mise en oeuvre et le suivi de l'agenda post-2015

Inclure les femmes marginalisées, y compris celles qui vivent dans les bidonvilles, les camps des réfugiés et des déplacés internes, les zones rurales ou retirées, les personnes vivant avec des handicaps et les communautés pauvres, dans les discussions sur l'agenda post-2015.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Yvette Kathurima à cette adresse : advocacy@femnet.or.ke

Nigéria – Coca-Cola et le DFID vont investir 7 millions de livres sterling dans une initiative pour aider 10 000 filles marginalisées au Nigéria..

La multinationale Coca-Cola et le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID) ont uni leurs forces pour renforcer les opportunités éducatives et économiques de plus de 10 000 filles et jeunes femmes marginalisées au Nigéria.

Ensemble, ils investiront presque 7 millions de livres sterling en faveur de l'initiative appelée « ENGINE » (Educating Nigerian Girls in New Enterprises). Cet investissement s'inscrit dans le cadre des initiatives Girls' Education Challenge du gouvernement du Royaume-Uni et 5by20 de Coca Cola qui a pour objectif de permettre l'autonomisation économique de 5 millions de femmes entrepreneurs à travers la chaîne de valeur mondiale de Coca Cola d'ici 2020.

Justine Greening, ministre du Développement international du Royaume-Uni a déclaré :

« La recherche a montré que les filles instruites ont des enfants en meilleure santé et réinvestissent 90 pour cent de leurs revenus dans leur famille et leur communauté. En s'appuyant sur l'expertise commerciale de Coca Cola et d'autres entreprises, nous aidons les filles à réaliser pleinement leur potentiel pour finalement se bâtir un avenir meilleur pour elles-mêmes, leurs familles et leurs communautés ». ENGINE créera plus de 170 espaces d'apprentissage où les filles et les jeunes femmes âgées de 16 à 19 se rencontreront pour recevoir un soutien scolaire et des séances de formation pendant une période de neuf mois. Approximativement, 5 400 filles encore scolarisées bénéficieront d'un soutien extrascolaire et d'une formation pour améliorer leurs compétences en matière de leadership et d'entrepreneuriat. Par ailleurs, un programme de formation professionnelle axé sur la préparation aux affaires et à l'emploi sera offert à environ 12 600 jeunes femmes actuellement non scolarisées. Les jeunes femmes qui termineront le programme de formation professionnelle auront la possibilité de choisir à partir d'une variété d'opportunités d'emploi, y compris l'obtention d'une aide



Jeune femme du Nigéria. Image : Lindsay Mgbor/DFID

pour créer leur propre activité de petit détaillant de produits Coca Cola et d.light.

L'agence humanitaire mondiale Mercy Corps gèrera la mise en œuvre de ENGINE, avec le soutien de la Fondation Nike, l'entreprise solaire sociale d.light et d'autres partenaires.

Adeola Adetunji, directeur général de Coca-Cola Nigeria Limited a déclaré :

« A Coca-Cola, nous croyons que notre entreprise n'est solide et durable que si les communautés dans lesquelles nous opérons le sont aussi et qu'investir dans l'éducation et les carrières des filles stimule la croissance économique et favorise le développement durable. Ce partenariat témoigne de la conviction de Coca-Cola qu'un grand nombre des problèmes les plus urgents dans le monde sont le mieux abordés lorsque les gouvernements, les entreprises et la société travaillent en partenariat pour créer des solutions durables et pérennes ».

Neal Keny-Guyer, directeur général de Mercy Corps a déclaré :

« ENGINE et d'autres programmes similaires produisent ce que nous appelons la valeur partagée : les entreprises et les communautés reconnaissent leur

à l'intérieur de l'Afrique

intérêt commun et travaillent ensemble pour accomplir ce qu'aucun d'entre eux ne pourrait accomplir seul. Ce programme engage non seulement les filles et les jeunes femmes qui participent, mais aussi leurs familles, les écoles et les dirigeants communautaires, créant des modèles positifs pour inspirer les jeunes femmes, peu importe où la vie les mène ».

Le gouvernement du Royaume-Uni a fait de l'éducation des filles une priorité, comme l'un de ses quatre piliers de sa Stratégie pour les femmes et les filles. En septembre 2011, le Vice-Premier Ministre a annoncé l'investissement de 355 millions de livres sterling en faveur de l'initiative Girls's Education Challenge – le fonds mondial le plus important jamais dédié à l'éducation des filles – appelant les ONG, les organisations caritatives et le secteur privé à trouver de meilleurs moyens de scolariser les filles et de s'assurer qu'elles reçoivent une éducation de qualité pour transformer leur avenir.

L'initiative Girls's Education Challenge aidera jusqu'à un million des filles les plus pauvres du monde à améliorer leur vie grâce à l'éducation dans 22 pays prioritaires, à lever des ressources supplémentaires pour l'éducation des filles dans le secteur privé et à développer de nouvelles connaissances sur la programmation coût-efficace.

Coca-Cola a obtenu un financement par le biais du Strategic Partnerships Window récompensant les projets pilotes les plus novateurs, efficaces et bien évalués qui aident les filles et les jeunes femmes

marginalisées à réussir leurs études. Ce sont les premiers partenariats de ce type entre le DFID et le secteur privé. Il réunit le DFID et des multinationales en vue d'offrir des solutions éducatives aux filles marginalisées.

Pour plus d'information sur l'initiative 5by20 de Coca Cola, veuillez consulter : www.5by20.com

La Fondation Nike soutient « L'effet filles » : le potentiel unique des adolescentes pour mettre fin à la pauvreté pour elles-mêmes et le monde. Pour en savoir plus : girleffect.org

Mercy Corps est une agence humanitaire mondiale sauvant et améliorant des vies dans les endroits les plus durs. Pour en savoir plus : mercycorps.org

Quoting the national demographic and health report of 2013/2014, she said the number of teenagers between 15 and 19 years who had a sexual experience has risen from 24% to 27% in the country.

According to the minister, problems that girls encounter in developing countries are the same and concern discrimination in all spheres of life, limited access to education and health, sexual violence based on gender, child labour, early marriages and early pregnancies.

«Empowering teenage girls, breaking the cycle of violence» was the theme chosen for this year's International Day of the Girl Child in DR Congo.

PANA 2014

Nigéria – Boko Haram

TPour maintenir la pression autour du sauvetage des 219 filles restantes de l'école Chibok toujours retenues prisonnières de la secte Boko Haram six mois après leur enlèvement, alors que les Nations unies célèbrent la Journée internationale de la fille le 11 octobre, le mouvement « Rendez-nous nos filles » et les familles des filles enlevées appellent à une Semaine mondiale d'action du 11 au 18 octobre 2014 en vue de mobiliser tous les habitants de la planète afin d'exiger le sauvetage immédiat des filles de Chibok et de mettre fin à cette tragédie humanitaire.

Le groupe a lancé cet appel dans une déclaration signée par la coorganisatrice, l'ancienne ministre de l'Éducation Mme Oby Ezekwesili, et trois autres, Maryam Uwais, Hadiza Bala Usman et Saudatu Mahdi.



Les autres signataires étaient cinq parents de filles de Chibok, notamment le révérend Enoch Mark, parent de deux filles en captivité ainsi que Pindar Dibla,

à l'intérieur de l'Afrique

Ishaya Abana, Emmanuel Mutah et Ishaya Benawi, tous parents de plusieurs filles enlevées.

La déclaration dit notamment : « Le 14 octobre 2014, cela fera exactement six 6 mois que 276 filles ont été enlevées par la secte Boko Haram de leur école – École publique secondaire, Chibok, État de Borno, Nigéria ».

« Le leader de la Secte de Boko Haram a revendiqué les enlèvements de masse dans une vidéo où il a informé le monde qu'il avait l'intention de vendre les filles en esclavage. Jusqu'à ce jour, pas une fille n'a été sauvée, sauf les 57 filles qui se sont échappées de leur propre chef, tandis que 219 filles sont toujours en captivité. Il est incontestablement approprié

que le thème de la Journée mondiale de la fille des Nations unies de cette année « Autonomiser les adolescentes : mettre fin au cycle de la violence » coïncide avec cette période où nous agissons toujours pour obtenir la libération immédiate de nos filles de Chibok, innocentes victimes de la violence perpétrée par la secte Boko Haram u Nigéria.

Agissons ensemble et crions #BringBackOurGirls Maintenant et vivantes !!!

Pour en savoir plus sur l'appel à l'action et agir Veuillez consulter www.fawe.org pour avoir des mises à jour régulières.

Tanzanie : Equality Now renouvelle l'appel pour le sauvetage des écolières nigérianes de Chibok

Dar es Salaam, Tanzanie (PANA) – À la veille de la Journée internationale de la fille organisée le 11 octobre, le mouvement mondial défendant les droits des filles et des femmes, Equality Now, a renouvelé l'appel « Rendez-nous nos filles » pour le sauvetage des 219 écolières enlevées il y a six mois par les insurgés de Boko Haram dans leur dortoir à Chibok, dans le nord du Nigéria.

« Alors que le monde célèbre la Journée internationale de la fille sur le thème "Autonomiser les adolescentes : mettre fin au cycle de la violence", n'oublions pas que six mois ont passé depuis que les assaillants armés de Boko Haram ont pris d'assaut le dortoir d'une école à Chibok et enlevé presque 300 filles », a déclaré vendredi Yasmeen Hassan, la directrice pour le monde de Equality Now.

Dans une note adressée aux membres et à ceux qui soutiennent le mouvement pour les droits, Yasmeen a dit que malgré la réponse du ministre de l'Intérieur du Nigéria détaillant ce qui se passe en coulisses, les efforts internationaux de collaboration et les mesures de sécurité accrues, 180 jours se sont écoulés et aucune fille n'a été sauvée.

« À ce jour, 219 filles sont toujours manquantes, et les 57 filles qui se sont enfuies l'ont fait de leur propre



chef », a-t-elle indiqué, exprimant l'espoir que les militants des droits de l'homme et les défenseurs de l'égalité des femmes n'abandonneront pas les filles de Chibok.

Selon Yasmeen, Equality Now s'est saisi de la question par le biais des procédures des droits de l'homme des NU et de la Commission de l'Union africaine et, avec les partenaires nigériens du mouvement, « afin de faire de ce tout ce qui est en notre pouvoir pour veiller à ce que le monde n'oublie pas ».

En renouvelant cet appel, Equality Now a demandé à ceux qui les soutiennent de signer une pétition en ligne adressée aux principaux responsables du Nigé-

à l'intérieur de l'Afrique

ria, du Tchad et du Cameroun « pour qu'ils déterminent rapidement si les filles ont été transportées dans leur pays et d'aider à leur sauvetage ».

Le 13 octobre, Equality Now et le Mouvement de solidarité pour les droits des femmes africaines (SOAWR) organiseront une veillée solidaire à Nairobi au Kenya pour marquer les six mois passés depuis l'enlèvement des filles.

Cette veillée rassemblera la société civile, des experts invités et des artistes.

De plus, Equality Now a déclaré que la semaine du 11-18 octobre sera marquée par une Semaine mondiale d'action pour tenir les gouvernements pour responsables et maintenir l'attention du monde sur cette question.

PANA 2014

DRD Congo : la ministre constate un grand fossé entre les filles et les gar-

Kinshasa, RD Congo (PANA) – les filles sans instruction sont beaucoup plus nombreuses que les jeunes garçons, un ratio de 7 pour 1, en République démocratique du Congo a déclaré samedi la ministre du Genre, de la Famille et de l'Enfant, Geneviève Inagosi, alors que le pays célébrait la Journée internationale de la fille.

Citant le rapport national de l'Enquête démographique et de santé 2013/2014, elle a dit que le nombre d'adolescents âgés de 15 à 19 ans ayant eu un rapport sexuel était passé de 24% à 27% dans le pays.

Selon la ministre, les problèmes que rencontrent les filles dans les pays en développement sont identiques et ont trait à la discrimination dans tous les aspects de la vie, l'accès limité à l'éducation et la santé, la violence sexuelle fondée sur le genre, le travail des enfants, les mariages précoces et les grossesses précoces.



« Autonomiser les adolescentes, briser le cycle de la violence » a été le thème choisi pour la Journée internationale de la fille de cette année en RD Congo.

PANA 2014

Congo : la ministre préconise de promouvoir l'éducation des filles au

Brazzaville, Congo (PANA) – la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Catherine Embondza Lipiti a appelé les différentes parties prenantes du pays à promouvoir et protéger les droits des filles, en particulier dans le domaine de l'éducation.

dernières années pour améliorer l'accès des filles à l'éducation et les garder à l'école, de nombreuses filles défavorisées continuent de ne pas bénéficier de ce droit fondamental, a-t-elle déclaré samedi, alors que le Congo célébrait la Journée internationale de la fille.

Malgré les progrès importants accomplis ces 20 « Dans nos sociétés, une femme qui a reçu de l'ins-

à l'intérieur de l'Afrique

truction au moins jusqu'au niveau primaire a un effet positif sur la vie sociale et économique de son ménage et de sa famille. C'est aussi un avantage pour la société et l'économie de son pays », a fait remarquer la ministre.

Créée en 2011 par l'Assemblée générale des NU, la Journée internationale de la fille vise à rappeler aux responsables politiques la nécessité de reconnaître les droits des filles et les obstacles auxquels elles sont confrontées.

Selon la ministre, l'éducation en tant que fondement du développement humain, est reconnue par tous comme un droit de l'homme et constitue un outil essentiel pour atteindre les objectifs d'égalité, de développement et de paix.

« Malgré l'existence de la convention relative aux droits de l'enfant et à celle sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les filles sont victimes de violence et d'abus au sein de leur famille et à l'école dans de nombreuses régions du monde », a-t-elle déclaré.

Embondza Lipiti a ajouté que la célébration de la Journée internationale était une occasion de sensi-



biliser l'opinion nationale et internationale à la précarité de la situation de la fille et la nécessité de reconnaître que ses droits sont inaliénables et sont partie intégrante des droits de l'homme.

PANA indique que plusieurs études menées au Congo sur la fertilité juvénile montrent que les grossesses adolescentes sont omniprésentes dans le pays, en particulier.

PANA 2014

Tanzanie : les ONG internationales préconisent d'investir dans les droits des adolescentes

Dar es Salaam, Tanzanie (PANA) – Les dirigeants mondiaux qui entament la phase suivante des négociations sur l'agenda post-2015 ont une opportunité qui n'arrive qu'une fois par génération de transformer la vie des adolescentes, et du monde ensuite, selon la déclaration commune du Groupe conjoint de plaidoyer de la Déclaration des filles faite dimanche par des organisations non gouvernementales internationales pour célébrer la Journée internationale de la fille.

Cette journée, célébrée dans le monde, a été créée par les NU pour promouvoir les droits des filles et les défis uniques auxquels elles sont confrontées.

Appelant les États membres à faire des investissements forts et délibérés en faveur de l'éducation des adolescentes, les ONG ont réaffirmé leur conviction



à l'intérieur de l'Afrique

que « l'investissement en faveur des droits et des besoins des adolescentes est nécessaire, si l'on veut accélérer les progrès accomplis pour résoudre les défis mondiaux les plus complexes, atteindre l'égalité, faire progresser les droits de l'homme et mettre fin à la pauvreté mondiale ».

La Journée internationale de la fille de cette année porte sur l'autonomisation des filles pour mettre fin au cycle de la violence dans leurs propres communautés.

Selon la déclaration du groupe de plaidoyer, les adolescentes sont particulièrement vulnérables à la violence, la discrimination et les autres violations des droits de l'homme.

« Pourtant, quand les filles grandissent en bonne santé, sont instruites et autonomisées, elles peuvent réaliser leur potentiel et être des leaders dans leur communauté, leur pays et le monde », a dit la déclaration.

Regardant plus loin pour approfondir les discussions sur l'après 2015, y compris le rapport de synthèse du secrétaire général des Nations unies, les consultations régionales et le débat sur les indicateurs et les moyens de mise en œuvre, le Groupe a encouragé les États membres à s'exprimer en faveur des questions qui impactent directement la capacité des filles à réaliser pleinement leur potentiel.

« Par ce biais, nous voyons une opportunité d'accroître la réussite générale, l'impact et la durabilité du cadre de l'après 2015 », a indiqué la déclaration, qui a vivement invité les États membres à s'assurer que les adolescentes sont intégrées dans la conception, le contenu, le financement, la mise en œuvre et le suivi de l'agenda post-2015.

Le Groupe a suggéré que les questions susceptibles de déterminer le cours de la vie des filles ne devaient pas être négligées par les négociations pour faire de la place à d'autres questions jugées plus urgentes ou plus faciles à réaliser.

Le Groupe a dit que les questions mises en lumière dans cette déclaration peuvent faire la différence entre la vie et la mort d'une adolescente et avoir un impact significatif sur le développement des communautés et des sociétés.

La Déclaration des filles a été élaborée au moyen de

consultations avec plus de 500 adolescentes vivant dans la pauvreté dans le monde et plus de 25 organisations internationales et d'experts sur cette question de premier plan.

Citons parmi elles Plan, Care, la Coalition internationale pour la santé des femmes, Girls Lead, Women Deliver, Advocates for Youth, IPPF, Equality Now, le Centre international de recherches sur les femmes, la Fondation Nike et World YWCA.

Sur la base des objectifs et des principes de la Déclaration des filles, le Groupe a appelé les États membres à élaborer un agenda post-2015 qui permette à toutes les adolescentes de :

-- Mener des vies saines. Ceci inclut d'assurer l'accès universel à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction et de garantir l'accès à tous les adolescents et les jeunes à une information complète, une éducation et les services sur la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction – y compris toutes les filles, scolarisées et non scolarisées, quelle que soit leur situation maritale, de grossesse ou autres.

-- Être libérées de toutes les pratiques néfastes, en particulier les mariages précoces, forcés et des enfants et les mutilations génitales féminines. Ceci exige explicitement d'aborder ces questions dans le cadre post-2015, sa mise en œuvre et son suivi, y compris en adoptant des indicateurs complets.

-- Être protégées de la violence et de la discrimination et avoir accès à la justice. Ceci nécessite des mesures proactives pour éliminer toutes les formes de discrimination et d'inégalité dans les domaines du droit, de la politique et dans la pratique, y compris en supprimant les obstacles juridiques comme le consentement de l'époux et parental et la condition d'âge minimal pour obtenir les services essentiels de santé et juridiques.

-- Achever un enseignement secondaire gratuit, équitable et de qualité dans un environnement sûr et propice. Ceci nécessite de promouvoir les droits de l'homme et l'égalité entre les sexes dans les établissements d'enseignement et d'aborder les obstacles pour accéder à l'enseignement secondaire et l'achever, notamment les coûts directs et indirects, la violence à l'école fondée sur le genre, l'exploitation sexuelle, le harcèlement et la discrimination ainsi que l'abandon des filles qui tombent enceinte ou

à l'intérieur de l'Afrique

sont mariées.

-- Être entendues. Ceci nécessite l'utilisation d'un développement participatif sensible aux jeunes et à la dimension genre, des approches de suivi et de responsabilisation qui incluent effectivement les adolescentes, notamment celles qui sont les plus vulnérables aux niveaux local, national, régional et international et de s'assurer que leurs voix sont entendues, respectées et sont suivies d'actes sur un pied d'égalité avec celles des autres.

Selon cette déclaration, la génération des adolescents est la plus nombreuse et les adolescentes représentent approximativement la moitié d'une géné-

ration.

« Les filles sont la clé de toute solution durable et nous ne pourrions pas accomplir de progrès sans elles », conclut la déclaration.

Depuis son lancement en octobre 2013, la Déclaration des filles a mobilisé des signataires et des soutiens de tous les secteurs et les milieux, démontrant la force du soutien accordé aux filles et aux solutions qui affectent leur vie et leur communauté.

PANA 2014

Congo : les Congolaises sont encouragées à s'intéresser aux sciences et aux TIC

Brazzaville, Congo (PANA) – la ministre de la Promotion des femmes et de l'Intégration de la femme au développement, Catherine Embondza Lipiti, a appelé jeudi les femmes et les filles congolaises à montrer plus d'intérêt pour l'enseignement des sciences et des nouvelles technologies pour leur permettre de contribuer à la renaissance africaine, a rapporté PANA depuis la capitale congolaise de Brazzaville.

S'exprimant à l'occasion de la Journée de la femme africaine célébrée le 31 janvier chaque année, Mme Lipiti, a déclaré : « L'enseignement des sciences et des nouvelles technologies représentent un enjeu vital et important pour les ressources en Afrique ».

« Le continent doit former des ingénieurs et des techniciens pour soutenir le développement de son économie et tirer les bénéfices de ses matières premières ».

La ministre a ajouté qu'un accent particulier devait être mis sur les filles et les femmes en ce qui concerne leur nombre et leur contribution au développement.

Elle a dit que garder les filles à l'école, les orienter vers des carrières scientifiques et faciliter leur accès aux nouvelles technologies représentaient des défis majeurs au regard de la renaissance africaine.

« L'éducation des filles et des femmes est une ques-

tion de justice et d'égalité dans l'intérêt d'une poli-



tique de développement efficace », a-t-elle déclaré.

La Journée internationale de la femme 2014 a pour thème : « Le rôle des femmes et des filles dans l'enseignement des sciences et des nouvelles technologies en vue de la renaissance africaine ».

Elle offre la possibilité aux femmes de réfléchir sur plusieurs thèmes en vue de consolider les progrès accomplis dans leur combat pour la conquête de leurs droits fondamentaux.

PANA 2014

Congo : environ 73% des filles achèvent l'enseignement primaire dans les zones urbaines

Brazzaville, Congo (PANA) – Environ 73% des filles achèvent l'enseignement primaire dans les zones urbaines du Congo, indique un rapport de la Banque mondiale sur l'égalité des sexes dans l'éducation et l'emploi au Congo rendu public mercredi à Brazzaville.

« Le rapport analyse les différences entre les sexes dans le système éducatif et le marché du travail et formule des recommandations pour corriger ces inégalités au moyen de politiques appropriées », a dit Amadou Oumar Ba, représentant de la Banque mondiale au Congo.

« Les taux d'achèvement restent généralement bas dans les cycles primaire et secondaire, avec un taux d'abandon plus élevé pour les filles que pour les garçons », a-t-il ajouté.

Ludovic Oniangué, chef du personnel de la ministre de la Promotion des femmes et de l'Intégration de la femme au développement a déclaré que le rapport a été réalisé à un moment important, parce qu'ils lanceront dans trois mois le processus d'évaluation de la politique nationale de genre et de son plan d'action pour la création d'une nouvelle approche sur la question du genre.

« L'étude devra effectuer un diagnostic de la situation présente, exposer les obstacles psychologiques



et sociologiques et identifier les problèmes récurrents pour proposer des solutions alternatives et appropriées pouvant servir de recommandations », a-t-il déclaré.

Marine Gassier, experte de la Banque mondiale sur les questions de genre, a dit que les objectifs de l'enquête étaient de présenter un document stratégique en vue de la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté (2012-2016).

PANA 2014

Zambie : la politique de réadmission des écolières enceintes après l'accouchement suscite le débat en Zambie

(analyse de l'information par Mildred Mulenga, correspondante de la PANA)

Lusaka, Zambie (PANA) – La politique de réadmission introduite par le gouvernement zambien pour permettre aux écolières enceintes de terminer leurs études est devenue un sujet de controverse ici, car les statistiques des filles qui retombent enceintes après leur réadmission à l'école sont en hausse.

La révélation récente qu'environ 70 pour cent des filles qui ont été réadmisses à l'École primaire Mwa-jimambwe dans la zone du Chef Mumena à Solwezi dans le nord-ouest de la Zambie après leur accouchement sont retombées enceintes a suscité un débat sur la politique de réadmission.

Le directeur de l'école Titus Kikolomo a dit que certaines écolières avaient été signalées pour avoir abusé de la politique de réadmission mise en place par le gouvernement pour les aider à terminer leurs études malgré leur grossesse.

Kikolomo a accusé la politique de réadmission de créer en quelque sorte l'indiscipline chez certaines écolières et il a suggéré que le gouvernement fixe des limites au nombre de réadmissions possibles.

Selon les médias locaux, Kikolomo a dit au comité parlementaire sur les affaires juridiques, les droits de l'homme, la gouvernance et l'enfance qui avait récemment rendu visite au Chef Mumena que la politique ne fonctionnerait réellement que s'il y avait des limites.

Il a toutefois dit que la politique de réadmission était bonne, car elle permet aux filles de terminer leurs études malgré la situation dans laquelle elles se trouvent.

Les statistiques ont révélé au parlement que 12 617 filles ont été réadmisses à l'école dans le cadre de la politique de réadmission après leur accouchement



entre 2009 et 2011.

Selon le ministre de l'Education John Phiri, le problème est plus marqué dans les écoles primaires. Il a déclaré qu'en 2009, 5 517 écolières du primaire ont été réadmisses à l'école, tandis que 1 033 écolières du secondaire ont été réadmisses la même année.

En 2010, 5 035 écolières du primaire ont été réadmisses à l'école contre 1 033 écolières du secondaire la même année.

En 2011, 5 106 écolières du primaire ont été réadmisses à l'école contre 925 dans les écoles secondaires.

Phiri a dit qu'il était temps de mener des recherches plus approfondies sur la politique de réadmission entrée en vigueur en 1997 pour déterminer si elle marchait et, dans le cas contraire, d'identifier les obstacles.

Le secrétaire du Conseil de l'éducation du district (DEBS) Richard Kasoma a dit que le district de la province du nord-ouest avait enregistré pas moins de 100 grossesses chez les écolières chaque année depuis 2008.

à l'intérieur de l'Afrique

Selon le secrétaire du Conseil de l'éducation de district de Solwezi, Fredrick Munkinyi, 42 pour cent des filles du district abandonnent l'école en raison de grossesses.

Il a dit que 42 pour cent des écolières entre les cinquième et neuvième années abandonnaient l'école avant d'avoir achevé le cycle primaire, tandis que 21 pour cent abandonnaient à cause d'un mariage précoce, ce qu'il a attribué aux pratiques culturelles, à l'attitude négative à l'égard de l'éducation et aux mauvaises installations sanitaires dans la plupart des écoles.

Il a dit qu'il était nécessaire de s'assurer que les enfants sont inscrits à l'âge normal dans les écoles des zones urbaines et rurales et de sensibiliser les parents sur l'importance d'inscrire leurs enfants à l'âge normal.

Kasoma a attribué l'augmentation du nombre d'écolières qui tombent enceintes au manque d'internat approprié pour les élèves dans le district, en disant

que c'était une cause principale du problème.

Il a exprimé son inquiétude que les élèves soient forcées de louer des maisons en raison du manque d'internats appropriés. Il a dit qu'en louant des maisons pour avoir facilement accès à l'éducation, les filles deviennent vulnérables et leur sécurité personnelle n'est généralement pas garantie dans ces endroits.

Les questions de la pression des pairs et du manque de contrôle parental dans ces maisons contribuent aussi à l'augmentation des grossesses, a-t-il ajouté.

« Cette politique de réadmission ne marche pas. Je soutiens les écoles catholiques et d'autres missions sur ce sujet. Les remettre dans les écoles classiques influence les autres filles », a dit Chanda Moonga, enseignante en formation à PANA.

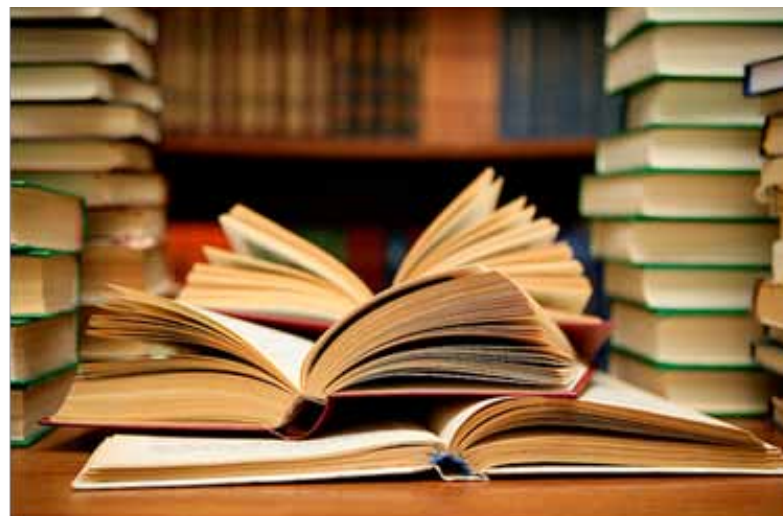
PANA 2014

Tanzanie : les femmes juges du monde s'interrogent sur l'égalité de l'accès à la justice

Dar es Salaam, Tanzanie (PANA) – « La pauvreté est le plus grand obstacle à tout effort visant à assurer l'égalité d'accès à la justice, en particulier dans les pays en développement », a déclaré lundi le Président tanzanien, Jakaya Mrisho Kikwete, lors d'un rassemblement de femmes sommités du droit en provenance du monde entier.

La réunion des femmes juges (IAWJ), tenue à Arusha, au nord de la Tanzanie, a noté que l'accès à la justice constitue pour toute personne un droit précieux qui doit aller de pair avec la croissance économique et également avec les sphères sociales.

L'IAWJ a déclaré : « Nous ne voulons plus voir nos pays mal classés selon des paramètres tels que le coût des indices de "Faire des affaires", tout simplement parce



que nos systèmes de justice ne fonctionnent pas bien et qu'ils ne peuvent pas respecter les contrats ».

à l'intérieur de l'Afrique

« Nous ne voulons pas voir nos sociétés si segmentées que les riches peuvent obtenir ce qu'ils veulent, alors que les pauvres sont menés en bateau », a déclaré la présidente, soulignant que chaque personne devrait avoir des droits garantis, compte tenu de sa position sociale dans la vie.

« Nous voulons que nos femmes soient respectées et qu'elles jouissent de la plus haute estime qu'elles méritent. Nous avons besoin de former nos enfants pour qu'ils deviennent des citoyens épris de justice dans une société qui respecte la justice », a-t-il ajouté.

Organisée autour du thème « L'égalité d'accès à la justice », la conférence de cinq jours a pour but de réfléchir sur les questions liées à l'administration de la justice et proposer des stratégies pour l'amélioration des secteurs et des systèmes juridiques, ainsi que de la profession juridique en général.

Soulignant la nécessité de réformer les systèmes juridiques qui ont été hérités du colonialisme, le pré-

sident Kikwete a déclaré qu'ils étaient fondés sur les lois étrangères qui « sont incompréhensibles pour la majorité du peuple » en plus de rendre le processus de saisine de la justice excessivement lent et inefficace au niveau souhaité.

« Cela explique pourquoi la plupart de nos régimes juridiques sont considérés comme des méthodes coercitives pour nos sociétés respectives plutôt que d'être un outil désiré pour régler nos vies », a expliqué le Président tanzanien.

Ont pris part à cette réunion, le président de la Cour suprême de la Tanzanie, Mohamed Chande Othman, le président de la Cour suprême du Nigeria, Aloma Mariam Mukhtar, ainsi que des présidents des différents tribunaux judiciaires et administratifs.

Eusebia Munuo, magistrate de la Cours suprême de Tanzanie, est l'actuelle présidente de la IAWJ.

PANA 2014



En mémoire : L'intellectuel Ali Mazrui (1933-2014)

Par Mwangi S. Kimenyi et Amy Copley

Avec l'aimable autorisation de l'Institution Brookings, Washington DC, www.brookings.edu

Lundi 13 octobre, le professeur, historien et auteur kenyan de renommée internationale est décédé après une longue maladie à l'âge de 81 ans. Le professeur Mazrui était l'une des voix les plus éminentes de la génération post-coloniale dont les travaux influents ont couvert des sujets divers et difficiles, notamment la culture africaine, l'histoire et la politique, le colonialisme, l'influence occidentale, le terrorisme et l'islam. Sa parole a captivé un auditoire africain et mondial et l'a amenée à figurer dans la liste des 100 intellectuels les plus éminents des revues *Foreign Policy* (U.S.) et *The Prospect* (R.U.) en 2005. Pendant sa riche et fabuleuse carrière, Mazrui a reçu de nombreuses récompenses en reconnaissance de sa contribution intellectuelle à la recherche.

Au moment de son décès, il était le directeur de l'Institut des études internationales et le professeur Albert Schweitzer en sciences humaines de l'Université de Binghamton à New York. Il a également occupé des postes à l'Université Jos du Nigéria et l'Université Cornell. Dans le passé, il a été nommé par l'ancien président Mwai Kibaki recteur de l'Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie du Kenya de 2003 à 2009.

Tout au long de son illustre carrière, il a été connu pour sa pensée novatrice, progressiste et indépen-

dante. Par exemple, il a critiqué courageusement les gouvernements et dirigeants kenyans et ougandais dans les années 1970, ce qui a entraîné son exil forcé aux États-Unis. Il a été un écrivain prolifique, signant et co-signant plus de 20 livres, des centaines d'articles de journaux dans des publications scientifiques de premier plan et un documentaire télévisuel intitulé : « Africains : un triple héritage », qui a exploré comment les influences occidentales, islamiques et autochtones modèlent les sociétés africaines. Dans une autre de ses œuvres majeures intitulée *L'islam entre mondialisation et contre-terrorisme*, Mazrui a traité de la montée de l'extrémisme (que l'on voit en Somalie avec al-Shabab et au Nigéria avec Boko Haram) et sa déformation intentionnelle de l'islam.

Malgré ses réalisations, Mazrui était toujours confronté à certains préjugés que les musulmans rencontrent dans les pays occidentaux, notamment le soupçon d'être membre d'organisations terroristes ou de les soutenir. Ses conseils pour faire face à ce genre de préjugés sont précieux, en ce sens qu'il s'est efforcé de faire progresser la compréhension et l'appréciation des différents peuples et cultures en vue d'une coexistence harmonieuse. L'expérience personnelle qu'il a vécue en 2003 lors de son retour d'un voyage à l'étranger en est une bonne illustration.

Mazrui rentrait d'un voyage à Trinidad et Tobago en 2003 où il avait fait une conférence sur un sujet qui n'avait rien à voir avec sa religion. En fait, le but de ce voyage était de prononcer un discours lors de la Journée de l'émancipation – commémorant la fin de l'esclavage au 19ème siècle. Il avait même été reçu par le Premier ministre. Peut-être à cause de son nom et de sa manière de s'habiller, il a été arrêté à l'aéroport international de Miami et détenu pendant sept heures pendant lesquelles il a été interrogé par différentes agences du gouvernement des États-Unis, notamment : (a) l'immigration ; (b) les douanes, et (c) la sécurité du territoire et l'équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, dans cet ordre. Les interrogatoires étaient centrés sur la sécurité, et les agences cherchaient à établir en particulier s'il avait des liens avec des organisations terroristes. Comme le raconte Mazrui :

« Les questions que l'on m'a posées à Miami à mon retour étaient si je croyais au Jihad et ce que j'entendais par Jihad ? À quelle branche de l'islam j'appartenais ? Comme j'étais sunnite, pourquoi n'étais-je pas un chiite ? J'ai réagi ainsi : « Si vous étiez catholique et que je vous demandais pourquoi vous n'êtes pas protestant, que répondriez-vous ? »

Comme je revenais de Trinidad et Tobago, avais-je rencontré Yaseen Abubakar, le militant islamique qui a pris en otage tout le gouvernement de Trinidad dans le bâtiment du parlement il y a presque quinze ans ? C'était une question beaucoup plus sophistiquée. J'ai répondu à l'aéroport de Miami que je n'avais pas rencontré Abubakar, mais que j'avais essayé de le voir à Trinidad. Après tout, je faisais un cours à Cornell sur « L'islam dans l'expérience noire ». ... Mon épreuve à l'aéroport de Miami s'est gentiment terminée, avec quelques sourires embarrassés. Cependant, je ne suis pas confiant. Je crains que cela ne se reproduise, le Seigneur nous en préserve. Mais nous ne nous laisserons pas intimider. Amen ». (Dr Ali Mazrui, L'islam entre choc et harmonie des civilisations : changer les relations entre le monde musulman et les États-Unis, Chatham House, 16 janvier 2007)

Réfléchissant à cet incident, Mazrui a été magnanime plutôt qu'amer et a cherché à améliorer la compréhension. Dans le même texte, il remarquait :

« Comment les États-Unis peuvent-ils faire un petit plus confiance au monde musulman ? Comment le monde musulman, de son côté, peut-il mieux se protéger du militarisme américain ? Les deux solutions nécessitent de limiter l'arrogance du pouvoir de l'Amérique ».

Le regretté Mazrui était un excellent exemple de la diaspora africaine. Malgré son rayonnement intellectuel et ses grandes contributions, il est resté humble et accessible. Bien qu'étant né au Kenya, il présentait une perspective africaine et internationale qui définissait son évaluation équilibrée des questions critiques.

Les dirigeants nationaux kenyans, notamment le président Uhuru Kenyatta et l'ancien président Mwai Kibaki ont rendu hommage au professeur Mazrui et à son héritage, l'appelant l'un « des plus grands chercheurs du Kenya, dont les contributions intellectuelles ont joué un rôle majeur pour façonner la recherche africaine » et qui « a mis la barre très haute pour les prochaines générations d'universitaires et de penseurs politiques, non seulement au Kenya, mais aussi en Afrique et dans le reste du monde ».

Mwangi S. Kimenyi est chercheur principal et directeur de l'initiative « Africa Growth » et il est actuellement membre du Conseil consultatif de la Faculté d'économie de l'Université de Nairobi. Directeur exécutif fondateur de l'Institut du Kenya de recherche et d'analyse des politiques publiques (1999-2005), ses recherches portent sur le développement de l'Afrique, notamment les institutions pour la croissance économique, l'économie politique et le développement du secteur privé.

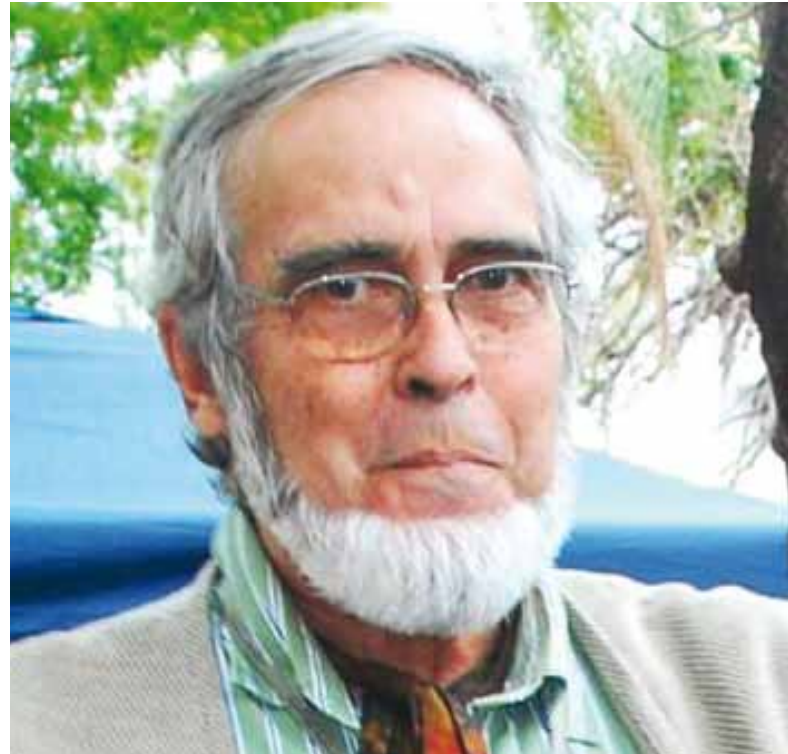
Amy Copley est la coordonnatrice de projet et l'assistante de recherche, Économie globale et développement, Initiative « Africa Growth »

Hommage à Cyril Dalais

Le décès de Cyril Dalais le 13 novembre est l'un des événements les plus tristes qui a frappé la famille de l'ADEA ces dernières années. Il a été encore plus douloureux, car c'est arrivé le matin même où il allait participer à une réunion décisive pour la structuration du Pôle de qualité inter-pays de l'ADEA sur le Développement de la petite enfance. Il s'agit d'une nouvelle plateforme collaborative qui ancrera davantage le développement de la petite enfance dans les politiques et les programmes africains. Elle créera également une communauté de pratique dirigée et coordonnée par des pays africains sous la direction de la République de Maurice, son cher pays.

Cyril était un homme doué d'une grande compassion, de patience, de créativité et de passion, une passion contagieuse pour les enfants du monde entier. Son éthique professionnelle et son optimisme sur les progrès de l'éducation africaine ne peuvent pas être remis en cause. En tant que responsable principal à l'UNICEF, il a servi les enfants à travers le monde. Après son départ à la retraite, il a consacré la majorité de son temps à la cause de l'enfant africain, devenant l'un des défenseurs les plus actifs et éloquents du développement de la petite enfance sur le continent africain. Ceux de nous qui ont eu la chance de travailler et de collaborer avec lui se souviendront toujours du professionnel et de l'avocat accompli qu'il était.

Nous, à l'ADEA, avons profité de son talent et de sa générosité pour promouvoir l'agenda du développe-



ment de la petite enfance sur le continent africain à travers le Groupe de travail de l'ADEA sur le Développement de la petite enfance. Alors que nous nous joignons à sa famille, à d'autres collègues et amis d'Afrique et d'ailleurs pour pleurer Cyril, nous célébrons aussi sa vie et les nombreuses réalisations qu'il a accomplies. Il manquera beaucoup à tous ses amis et ses collègues. Il est parti en faisant ce qu'il avait toujours aimé ; très peu d'hommes et de femmes auront le même privilège.

Nous exprimons nos condoléances à sa famille au nom de toute la famille de l'ADEA.

Adieu cher ami

Editorial Team / Equipe de rédaction

Lawalley Cole
Ben Hassine Omar

Published by WG COMED
Novembre 2014

Pour plus d'informations merci de contacter

Lawalley Cole

Coordonnateur, Groupe de Travail sur la communication pour l'éducation et le développement

Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)

Banque Africain de Développement (BAD)

Bureaux 801-802 (ATR), B.P. 323 - 1002

Tunis - Belvédère - Tunisie

Tél : [+216] 71 10 3503

Fax : [+216] 71 25 26 69

Courriel: l.cole@afdb.org

Sites web: <http://www.adea-comed.org>

<http://www.adeanet.org>

DISCLAIMER: The opinions expressed in this News Journal are solely those of the authors and do not reflect the official position of the Association for the Development of Education in Africa (ADEA), its Executive Committee or Steering Committee members or any of its Working Groups including the Working Group on Communication for Education and Development (WG COMED).

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE :

Les opinions exprimées dans ce Journal d'information sont de la seule responsabilité des auteurs et ne reflètent pas la position officielle de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), des membres de son comité exécutif ou de son comité directeur ou d'aucun de ses Groupes de travail, y compris le Groupe de travail sur la Communication pour l'éducation et le développement (GT COMED).